

n° 447
ÉTÉ
2016
4,60 €

silence

**ALTERNATIVES EN SEINE-
ET-MARNE ET VAL D'OISE**

IMAGINER DES UTOPIES ÉCOLOGIQUES

BIENTÔT DU BIO DANS TOUTES LES CANTINES ?

écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À... *Arnaud Apoteker,* Animateur du Tribunal Monsanto

Un tribunal international contre Monsanto tiendra audience à La Haye en octobre 2016. Comment est née l'idée d'organiser un tel tribunal ?

L'idée est venue à René Lehnherr, du Forum Civique Européen (1), en 2013 à la suite d'une tournée d'information en Europe sur les conséquences dramatiques du traité de libre-échange entre les États-Unis et la Colombie. Sous la pression de Monsanto, le gouvernement colombien a dû écrire une nouvelle loi agricole qui interdit aux paysans d'utiliser leurs semences traditionnelles, même pour le maïs, et les force à acheter les semences génétiquement modifiées de Monsanto. Il a accompagné le mouvement *Red de Guardianes de Semillas de Vida* (Réseau des gardiens des graines de vie) (2) aux Pays-Bas et en Belgique et leur amitié l'a conduit à vouloir en savoir plus sur l'entreprise multinationale Monsanto. Il est vite apparu

clairement qu'en fait ce sont des millions de paysans dans le monde entier qui souffrent de cette politique de pression de Monsanto. C'est comme ça qu'est née l'idée de faire un procès contre Monsanto. Quelques semaines plus tard, il a pris contact avec Marie-Monique Robin, et à partir de ce moment-là, les choses ont avancé très vite pour la préparation d'un tribunal international pour juger Monsanto à La Haye pour crime contre l'humanité et écocide. Pour être solidaire avec les paysans dans le monde entier, mais aussi pour nous protéger nous-même des conséquences du TTIP (le projet d'accord de libre échange commercial entre les États-Unis et l'Union européenne).

Ce principe de tribunal citoyen peut-il mettre un frein aux actions de Monsanto et d'autres firmes polluantes ?

Il s'agit d'un tribunal international visant à juger les atteintes à l'environnement et à la santé imputées à Monsanto. Le projet part du constat que seules des actions au civil sont aujourd'hui possibles contre la multinationale américaine afin d'obtenir une indemnisation des victimes et que les procédures sont un tel parcours d'obstacles que les victimes ne peuvent pas investir les ressources pour un procès à l'issue incertaine. Et lorsqu'une entreprise comme Monsanto se trouve sur la défensive, elle cherche à conclure un règlement à l'amiable, de manière à éviter qu'émerge une jurisprudence défavorable. Ce tribunal symbolique sera composé de vrais juges et fonctionnera comme un vrai tribunal international. Il prendra appui sur les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme, adoptés par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU en juin 2011 et sur le statut de Rome à l'origine de

la création de la Cour pénale internationale (CPI), compétente pour juger les auteurs présumés de crimes de génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes d'agression. Ce tribunal vise à obtenir un jugement, même symbolique, de l'entreprise Monsanto et contribuer à la mise en place de mécanismes internationaux permettant aux victimes des multinationales de se porter en justice. Les travaux du Tribunal permettront de mettre à disposition des victimes et de leurs avocats les arguments et les bases juridiques solides afin de faciliter les actions en justice contre l'entreprise Monsanto (et consorts) au niveau national. La multiplication des actions en justice permises par ce tribunal contribuera à contraindre les firmes polluantes à cesser leurs actions destructrices. Le Tribunal aura aussi montré, à travers l'exemple de l'entreprise Monsanto, pourquoi il est essentiel d'intégrer le crime d'écocide dans le droit international.

À part l'appel au financement participatif, que peut faire le citoyen pour soutenir cette initiative ?

Les citoyens du monde entier sont invités à montrer leur soutien à cette ambitieuse initiative. Plus ils seront nombreux à signer sur le site www.Monsanto-Tribunal.org plus le Tribunal gagnera en légitimité. Il faut également qu'ils fassent connaître la tenue de ce tribunal à tous leurs réseaux afin de multiplier son impact et qu'ils s'assurent que les ONG ou mouvements dans lesquels ils sont

impliqués rejoignent les soutiens au Tribunal. Enfin, du 14 au 16 octobre 2016 s'ils le peuvent, il faut venir à La Haye assister aux audiences du Tribunal et participer à l'Assemblée des peuples qui se tiendra en parallèle et permettra aux ONG et mouvements de se rencontrer et de planifier le futur que nous souhaitons.

(1) www.civic-forum.org/fr
(2) www.colombia-redsemillas.org

UN MEETING POUR MOBILISER LES SOUTIENS DE FRANÇOIS HOUANDE



NUIT DEBOÛT A SON POTAGER

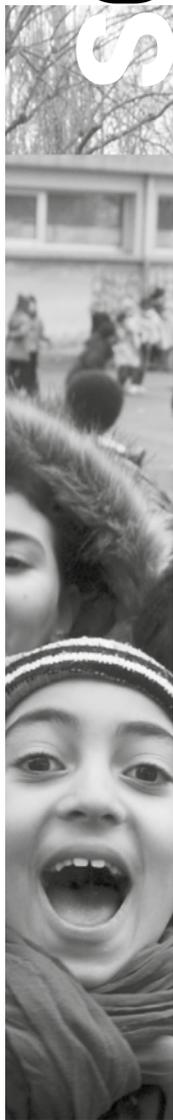


ENFIN DES AIDES POUR LA JUSTICE



FESTIVAL DE CANNES 2016





■ DOSSIER

ALTERNATIVES EN SEINE-ET-MARNE ET VAL D'OISE

5 Banlieue : la nature comme aide à l'enseignement

A Torcy, les enseignants de l'école Bel-Air ont mis en place une mini-ferme, une salle informatique et un laboratoire scientifique ; trois outils qui donnent d'excellents résultats.

8 Les Champs des possibles

L'Île-de-France enregistre une forte demande pour de nouvelles AMAP, mais il n'y a pas assez de maraîchers, d'où l'idée de créer une couveuse d'activités pour former des jeunes et des moins jeunes aux métiers concernés.

12 Paysage et permaculture : un laboratoire aux pieds d'argile

Depuis 2000, dans un triangle coincé entre les lignes de TGV, Agnès Sourisseau mène une expérience de régénération des sols en comparant de multiples techniques.

14 Agroforesterie : quand la biodiversité améliore les cultures

Rémi Seingier et Claire Bertrand s'installent dans la ferme familiale avec un projet d'agroforesterie et de plantes aromatiques, tout en visant une reconversion en agriculture biologique.

16 Habitats groupés à Jouy-le-Moutier

Deux habitats groupés ont vu le jour au début des années 1980, dans le cadre de l'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Où en sommes-nous 35 ans plus tard ?

18 La Bergerie de Villarceaux

Un écoterritoire sur lequel se développent plusieurs initiatives : un espace agroécologique avec une ferme biologique et des espaces naturels, un centre d'accueil et de séminaire, des gîtes touristiques...

■ CHRONIQUES

25 Bonnes nouvelles de la Terre :
Défi local : Un grand restaurant parisien ne se fournit qu'en produits d'Île-de-France

29 100 dates féministes pour aujourd'hui :
16 septembre 1979 à Cologne
Un die-in contre le nucléaire

31 Catastrophe de Fukushima :
La censure, maladie d'un régime autoritaire

33 En direct de nos colonies :
Mayotte debout

35 Nucléaire ça boum ! :
Valse à deux temps des pro-nucléaires

■ ARTICLES

39 Rêve général : imaginer des utopies écologiques

Quelques mois avant l'émergence de Nuit Debout, à partir de la lecture de Murray Bookchin et de textes sur l'écologie sociale, des étudiants en sciences politiques de l'université de Lyon II tentent de décrire leur propre utopie.

42 Mineurs isolés étrangers : une discrimination institutionnalisée ?

Guinéens, congolais, afghans... Ils sont des milliers de mineurs à partir, seuls, vers la France, pour accéder aux études ou fuir des situations désastreuses. Alors que les départements doivent les prendre en charge, une partie d'entre eux sont délibérément jetés à la rue.

44 Bientôt du bio dans toutes les cantines ?

Les producteurs bio peuvent-ils fournir 20 % des repas pour la restauration collective ? Les élus français multiplient les recules... et pourtant la filière bio s'organise et trouve des solutions innovantes, comment le montrent ici le cuisinier Pascal Veaulin du Collectif les Pieds dans le Plat (CPP) et la municipalité de Lons-le-Saunier.

46 Quelques lectures pour les vacances

48 Longue quête de justice pour un vieux chibani

Avez-vous vu le dernier film de Luc Decaster ? Tourné sans budget, produit à grand-peine, distribué avec l'aide de militants, il fait partie d'un cinéma en marge très peu visible. D'autant plus quand il s'agit de s'élever contre des bastions du pouvoir, police et justice.

56 Alerte aux monstres de plastique !

Ils envahissent le monde ! Composés principalement de déchets en plastiques, des créatures aquatiques d'un type nouveau peuplent les océans et envahissent actuellement les plages de Bretagne en particulier.

■ BRÈVES

24 Alternatives • 27 Société • 27 Agri-bio • 28 Politique
29 Femmes, hommes, etc. • 30 Énergies
31 Nucléaire • 32 Santé • 32 OGM • 33 Nord/Sud
34 Environnement • 35 Paix • 36 Climat
36 Annonces • 37 Agenda • 49 Courrier • 50 Courrier
51 Livres • 54 Quoi de neuf ?

Prochain dossier :
Tous en selle !



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 1^{er} juin 2016.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 2^e trimestre 2016 - **Tirage :** 4850 ex. - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Danièle Gonzalez, Justine Lamonerie - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronson, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe, Schuiten, Yakana - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - **Photographes :** Raphaël Bodin, Cedric Daya, Claude Delamarre, Marie Clem's, Gouven, Frédérique Huet, Keren Manor ActiveStills, Patrick Monin, Amy Scaife, Manfred Werner - **Et pour ce n° :** Catherine Bibard, Patrice Bouveret, Isabelle Cambourakis, Gwenvael Delanoë, Philippe Desfilhes, Danièle Gonzalez, Mathieu Lopes, Jocelyn Peyret, Xavier Rabilloud - **Couverture :** Marie Clem's - **Internet :** Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence
9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Extensions urbaines et plaines céréalières

Le Val-d'Oise au nord et la Seine-et-Marne à l'est de Paris sont les deux départements les plus excentrés de la région Ile-de-France. Ils comportent encore de vastes zones agricoles et quelques zones naturelles protégées.

Mais la capitale vomit son béton de plus en plus loin. Les villes nouvelles créées dans les années 1970 (1) ont nécessité la construction d'une multitude de voies de communication. A proximité des sorties d'autoroute, les zones commerciales recouvrent ensuite les champs à grande allure (2), les zones de loisirs ne sont pas en reste. La Seine-et-Marne doit aussi faire face à l'exploitation pétrolière (3) et à la multiplication des décharges (4).

La dévastation est planifiée : le schéma directeur de la région fixe comme limite 1750 hectares de terres agricoles artificialisées par an (soit 0,15 % de la surface totale). Les zones maraîchères, installées près des villes sont les plus concernées et reculent sans cesse (5).

Nous avons pu y rencontrer quelques initiatives alternatives fort intéressantes que nous vous présentons ci-après : une école en zone d'éducation prioritaire qui a su endiguer la violence en partie grâce à une mini-ferme pédagogique, une couveuse d'activités pour former des maraîchers qui répondront à la demande grandissante des AMAP, une reconversion en agroforesterie d'une exploitation céréalière, la réhabilitation d'une friche industrielle pour y redévelopper la biodiversité, deux habitats groupés nés avec la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, et un éco-site qui accueille des classes vertes dans le parc naturel régional du Vexin.

Nous signalons également quelques associations que nous avons croisées... Elle sont bien sûr beaucoup plus nombreuses que cela, mais ce sera à vous d'enquêter pour compléter cette première approche.

Michel Bernard

(1) Cergy-Pontoise sur 7700 hectares dans le Val-d'Oise à partir de 1969, 183 000 habitants aujourd'hui, Marne-la-Vallée sur 15 000 hectares dans la Seine-et-Marne à partir de 1972, 295 000 habitants aujourd'hui

(2) Comme dans le triangle de Gonesse où Auchan veut installer un centre commercial de 80 hectares, le plus grand de France.

(3) Plus de deux mille puits de pétrole ont été forés en Seine-et-Marne depuis 1958. Plusieurs centaines fonctionnent encore et fournissent environ 1 % de la consommation française. La pression est forte aujourd'hui pour y chercher du pétrole de schiste.

(4) 80 % des déchets franciliens finissent en décharge en Seine-et-Marne. Transformer des terres agricoles en décharge est hautement rentable et certains élus en profitent grassement.

(5) Si l'agriculture et les forêts occupent encore les trois-quarts des terres dans ces deux départements... 70 % des zones maraîchères de la région ont été détruites par l'artificialisation des sols entre 2000 et 2010.



La cour de récréation de Torcy



La yourte d'Agnès Sourisseau



Atelier à l'écocentre de la Bergerie de Villarceaux



Récolte de pommes de terre à la Bergerie de Villarceaux



Marie Clem's

▲ A la récréation, les enfants de l'école maternelle Bel-Air apportent des épluchures pour nourrir les animaux de la mini-ferme.

La nature comme aide à l'enseignement

A Torcy, dans le quartier Bel-Air, les enseignants de l'école élémentaire et maternelle ont mis en place une mini-ferme, une salle informatique et un laboratoire d'animation scientifique ; trois outils du savoir-vivre ensemble qui donnent d'excellents résultats.

LORSQUE NOUS VISITONS L'ÉCOLE, À LA veille des vacances de février, c'est l'effervescence : parents et enseignants sont mobilisés pour maintenir le nombre de classes en élémentaire et en maternelle. Plus de 1200 soutiens ont été collectés pour un groupe scolaire qui compte 358 élèves (1). Ils auront gain de cause quelques jours plus tard.

L'école est dans un quartier classé "Politique de la ville" et "Zone de sécurité prioritaire" dans une banlieue lointaine de l'est parisien qui a déjà fait parler d'elle pour ses activistes salafistes (2). Pour Yvan Nemo, directeur de l'école depuis plus de vingt ans, "si on perd ici, on perd pour la République, pour la laïcité".

Quand il est arrivé, l'école subissait régulièrement des dégradations. Elle était sous la menace de bandes, de caïds. Il a été fait un long travail de fond pour arriver à mériter le respect des plus jeunes... et ceux-ci ont grandi pour être parents à leur tour. Un petit miracle a eu lieu pendant deux décennies et, aujourd'hui, les parents sont fiers de leur école : celle-ci est un lieu de respect et les enfants y sont heureux. Comment cette transformation a-t-elle été possible ?

L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU VIVRE ENSEMBLE

Le développement des outils informatiques a été une première étape. Comme l'école n'avait pas les moyens de disposer d'un large équipement, les enseignants ont pris contact avec des fournisseurs d'ordinateurs pour récupérer du matériel d'occasion. Le changement de matériel de la RATP leur a permis de récupérer des palettes d'ordinateurs qui ont été restaurés par des bénévoles pour devenir des outils performants. Restait à savoir alors comment les utiliser. Pour Yvan Nemo, "l'outil ne pose pas problème dès qu'on l'utilise en partage" : il doit être considéré comme un médiateur. Ainsi, les enseignants ont formé les premiers élèves qui, ensuite, ont éduqué leurs camarades. A chaque nouvel outil informatique (ils ont maintenant des tablettes), la formation se transmet d'élève à élève, petit groupe par petit groupe, chacun-e étant libre d'expérimenter puis de rapporter aux autres ce qu'il-elle a découvert. Ce fonctionnement a développé la créativité et l'entraide.

(1) Les représentants des parents d'élèves dénoncent la possibilité pour des parents, généralement plus aisés, de placer leurs enfants dans une école d'un quartier plus chic.

(2) Il y a eu sept arrestations en octobre 2012.



Marie Clemis

► Pas trace d'un enseignant ! Dans le laboratoire d'animation scientifique, les enfants travaillent par petits groupes de manière autonome.

LE TEMPS DE LA BASSE-COUR

La deuxième étape a consisté à introduire dans l'école une mini-ferme. La présence d'animaux aide les enfants à prendre conscience des enjeux du temps. Je donne à manger à une carpe et, si elle n'a plus faim, je dois attendre. L'enfant observe l'animal et découvre qu'il peut y avoir du plaisir dans l'attente. L'animal a besoin de soins constants : il faut s'en occuper tous les jours, comme tout ce qui est vivant. On apprend ainsi à persévérer, à penser et à respecter les autres (3). La ferme s'est d'abord faite en bordure de la cour de récréation de l'école élémentaire, puis la bonne idée a été d'aménager la pelouse, entre cette école et l'école maternelle. Cela a permis de multiplier les animaux : outre des poules, des poissons, des tritons, des grenouilles, des oies, des pigeons, on trouve également quelques chèvres. Ces dernières, comme les lapins, adorent les épluchures de fruits et légumes. Cela a permis de discuter avec les enfants pour qu'ils en apportent... et, de fait, cela fait réfléchir les parents sur leurs choix alimentaires. Les enfants disposent également d'une collation le matin à l'école maternelle,

uniquement faite de fruits. Dans la cour de la maternelle, ils ont aussi la responsabilité d'un petit potager avec quelques semis et des plantes aromatiques.

EXPÉRIMENTATION ET HISTOIRE NATURELLE

La troisième étape a été la mise en place d'un laboratoire d'animation scientifique. Avec un financement de la Fondation de France, il a été possible d'équiper une salle de classe de microscopes, d'une importante bibliothèque naturaliste (plus de 1000 ouvrages), d'animaux naturalisés, de fossiles, de squelettes : on se croirait dans un musée d'histoire naturelle. Il y a même de quoi faire quelques expériences de chimie.

Toutes ces activités servent à la transmission des savoirs. Chaque outil permet de toucher du doigt le réel. On est plus dans l'apprentissage que dans le cours magistral.

L'association d'aide au projet éducatif de Bel-Air (APEBA) a vu le jour avec des parents, des anciens élèves et des enseignants. Elle se réunit le samedi pour parler de la mini-ferme et discuter des améliorations possibles, de l'entretien... Un groupe APEBA-Junior a été mis en place pour d'anciens élèves, aujourd'hui au collège, qui viennent soigner les animaux le vendredi soir et bricolent pour améliorer la ferme. Ils ont ainsi mis en place des jeux pour les chèvres.

Les parents interviennent dans d'autres activités. Il y a même des gens du quartier sans enfants qui participent à certaines activités.

LA QUESTION DU FOOTBALL

Cependant, durant plusieurs années, un moment de "violence" a persisté dans l'école : les matchs de foot entre garçons pendant la

Des écoles alternatives



Marie Clemis

Yvan Nemo, issu d'un milieu aisé, a fréquenté des écoles alternatives quand il était enfant. Il s'en est inspiré, notamment en reprenant des méthodes d'ateliers de la pédagogie Montessori, mais en évitant le travail trop individuel de ces écoles. Dans les écoles alternatives, les enseignants sont cooptés, ce qui crée un environnement souvent artificiel. Ici, ils arrivent au hasard, au gré des mutations de l'Éducation nationale.



Marie Clem's

▲ La "salle des profs" n'est pas fermée aux enfants.



Marie Clem's

▲ Passage au milieu de la ferme.

récréation. Imitant leurs aînés célèbres, les garçons s'insultaient méchamment et les tirs de ballon en ont renversé plus d'un. Après réflexion, les enseignants ont décidé, dans un premier temps, de n'autoriser que les ballons en mousse. Si cela a évité la violence physique, cela n'a rien changé à la violence verbale et, finalement, la décision a été prise, en 2012, de bannir le foot.

Et depuis, les filles ont pris toute leur place dans la cour de l'école, les garçons continuant à avoir des activités parfois physiques (rollers, par exemple). Mais le niveau de violence a baissé.

Le résultat de cette politique, c'est que toutes les classes de l'école sont ouvertes, que les enfants disposent d'heures autonomes où, toujours en groupe, ils peuvent créer leurs propres activités — on pourrait parler de recherche, comme à l'université ! — et qu'il n'y a aucune dégradation dans l'établissement. Lors de notre déambulation dans l'école, nous avons d'ailleurs très vite échangé avec un groupe de jeunes filles qui nous ont expliqué comment l'aquarium, situé à l'entrée, reconstitue l'écosystème d'une mangrove tropicale avec des poissons spécifiques. Deux autres jeunes nous ont montré une expérience de chimie pendant qu'à côté d'eux se tenait un cours sur l'usage d'un logiciel de dessin tactile sur des tablettes.

UN VOYAGE EN LOZÈRE

Lors de la dernière année dans l'école, les enfants font un voyage en Lozère... dans une mini-ferme, cette fois grandeur nature. Cette classe de découverte dure dix jours et se tient depuis près de vingt-cinq ans. Mille deux cents habitants ont déjà fait ce voyage, dont les jeunes parents d'aujourd'hui. Cela a créé une sorte de légende dans le quartier. Les parents vivent ce voyage des mois à l'avance : c'est une sorte de

passage symbolique pour entrer dans le "vivre ensemble" avant de partir au collège. Ce voyage est un déclencheur sur plein de choses. Par exemple, les enfants peuvent trouver sur place des fossiles qu'ils rapportent pour leur laboratoire, ce qui lance des discussions autour de la science, voire de la religion (la Terre a-t-elle bien été créée par Dieu il y a seulement quelques milliers d'années ?).

LA NATURE COMME MÉDIATRICE

Selon Yvan Nemo, "la nature est une excellente médiatrice qui permet de rendre les choses sereines. On se fait plaisir dans une relation, ce qui éloigne les enfants du consumérisme. Cela permet un projet éducatif différent. Le vivant permet de mettre de la distance. Travailler sur la nature permet de donner du sens". On est dans le réel.

Alors que de nombreux enseignants craquent en zone difficile, l'équipe éducative est ici remarquablement stable. Eric, directeur de l'école maternelle depuis quinze ans, avait d'abord enseigné dans d'autres banlieues difficiles ; il a trouvé ici une ambiance sans pareille. Une ancienne mère d'élève, devenue enseignante, est là depuis vingt ans. L'école est la fierté du quartier. Et s'il y a une communauté, c'est celle qui s'est construite autour de l'école.

Pour Yvan Nemo, dans le contexte actuel, "il n'y a pas de choc des cultures, mais chocs des incultures". Les écoles de nos quartiers peuvent être à la base d'un changement qui rayonne ensuite chez les plus grands.

Michel Bernard ■

■ Ecole élémentaire Bel-Air,
1, rue du Bel-Air, 77200 Torcy,
tél : 01 60 05 56 00.

■ Ecole maternelle Bel-Air,
3, rue du Perrier, 77200 Torcy,
tél : 01 60 05 50 00.



▲ Une délégation venue de Champagne visite les lieux.

Marie Clem's

Les Champs des possibles

Depuis le milieu des années 2000, l'Ile-de-France enregistre une forte demande des consommateurs pour de nouvelles AMAP (1), mais il n'y a pas assez de maraîchers pour y répondre, d'où l'idée de créer une couveuse d'activités pour former des jeunes et des moins jeunes aux métiers concernés.

LA FERME DE TOUSSAC, OÙ SE SITUE L'AIRE de maraîchage des Champs des possibles, se trouve dans la vallée de la Seine, près de la limite avec la Champagne. Une délégation de différentes structures agricoles de cette région y est venue pour s'inspirer du lieu, avec l'envie de lancer chez eux une initiative similaire. Jean-Louis Colas, ancien agriculteur sur cette ferme et actuel co-gérant (voir encart), les accueille et présente les enjeux.

En 2008, la coordination Ile-de-France des AMAP embauche un chargé de mission pour trouver des solutions au déséquilibre entre la production maraîchère et la demande des consommateurs. L'idée d'une "couveuse" pour former des maraîchers est alors étudiée. A

Flins, à l'ouest de Paris, des terres sont convoitées pour un projet de piste de formule 1. La mobilisation des opposants est victorieuse et, à l'époque, il est envisagé que ces terres servent à mettre en place cette couveuse (2). La région Ile-de-France s'en porte acquéreuse mais, finalement, préfère les louer à un agriculteur local.

Jean-Louis Colas est alors administrateur de la coordination des AMAP. Celle-ci travaillait avec AbioSol, association de promotion de l'agriculture biologique, qui avait recensé des personnes intéressées pour se former au maraîchage. Devant la difficulté à trouver des terres, Jean-Louis Colas propose alors de lui prêter deux hectares.

En 2009, les deux premiers porteurs de projet commencent à travailler sur place, encadrés par Jean-Louis Colas et Freddy, lui aussi maraîcher expérimenté. Jérôme et Alice, les deux premiers "cuvés", participent au lancement de deux AMAP : l'une à Bombon, l'autre dans un établissement public de la ville nouvelle de Sénart.

Contrat activité projet d'entreprise

Les deux premiers cuvés, d'abord embauchés en contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), sont passés en contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE), leur salaire variant en fonction de leurs ventes. Le CAPE permet de cumuler un certain temps les revenus des ventes de panier avec les allocations chômage. Cela permet aussi d'avoir une protection sociale puis, en fin de contrat, de bénéficier des primes d'installation. En cas d'abandon — ce qui n'est arrivé qu'une fois depuis le début —, on conserve les mêmes droits au chômage qu'à son arrivée. Le CAPE peut durer de un à trois ans.

IMBROGLIO ADMINISTRATIF ET INNOVATIONS SOCIALES

L'association Les Champs des possibles se met alors en place et entame un long travail de négociations avec Pôle Emploi, la Mutualité sociale agricole et les collectivités pour assurer la reconnaissance des

(1) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne. Il en existe plusieurs centaines en France. La première en Ile-de-France a été créée en 2003.

(2) Silence l'annonçait à l'époque.



Gouven

▲ Bruno Labonne, ancien métallurgiste, s'est installé à Gravon, en Seine-et-Marne.

entrepreneurs à l'essai et leur proposer un cadre juridique sécurisé (voir encart). La structure met à disposition les moyens de production (terrain, matériel...) et assure la gestion administrative. Pour disposer de moyens financiers, elle a mis en place des cagnottes solidaires : des personnes prêtent de l'argent, qui est remboursé sous forme de production maraîchère. La région a subventionné à hauteur de 40 % les investissements initiaux de matériel.

L'association aide également à concrétiser le projet au-delà du temps de couveuse (recherche de partenaires, étude de gestion...) avec l'aide d'un réseau de tuteurs-paysans. Ce travail d'accompagnement est coordonné actuellement par trois salariés (2,7 équivalent temps plein) dont les

emplois sont subventionnés pour une partie (3) et financés pour le reste par une participation de chaque entrepreneur, à hauteur de 10 % du chiffre d'affaires. Les porteurs de projet étant payés selon leurs résultats, ils choisissent leur temps de travail.

Ceux-ci ne démarrent pas forcément une nouvelle activité : certains s'inscrivent dans des processus de transmission avec le départ à la retraite de maraîchers actuels. Les Champs des possibles, avec ses partenaires (Terres de liens, AMAP Ile-de-France, Groupement des agriculteurs bio, et la Région Ile-de-France) se tient au courant des possibilités d'installation ou de transmission. Ensemble, ils ont également mis en place

(3) Des aides financières proviennent principalement de la région Ile-de-France et de l'Agence de l'eau Seine-Normandie. Celle-ci veut lutter contre la pollution de l'eau par le développement de la bio.

Jean-Louis Colas

Une lente conversion vers le maraîchage bio

Le grand-père de Jean-Louis Colas était ouvrier agricole. En 1952, il réussit à acheter une ferme qu'il transmet à son fils dans les années 60. En 1979, Jean-Louis Colas fonde un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) avec son père, et celui-ci prend sa retraite en 1989. Le GAEC produit du lait pour le fromage de Brie et des betteraves sucrières sur une centaine d'hectares, dont 80 % en fermage.

En 1993, Jean-Louis entre en contact avec des Parisiens qui lui font part du manque de légumes dans la région. Il développe alors des céréales et des légumes de plein champ : pommes de terre, petits pois, haricots verts, semences de pois, de céréales et de fourrage. Après cette diversification, il se convertit à l'agriculture biologique en 2000.

En 2005, il commence à fournir une AMAP. Il arrête la location de 50 ha de terre, en garde 85 en polyculture-élevage, et crée une zone de trois hectares de maraîchage. Pour le maraîchage, il embauche un salarié à mi-temps. Cette reconversion est difficile : d'une part, il doit se former (ce qu'il fait en travaillant à temps

partiel chez un autre maraîcher) et, d'autre part, il doit gérer les changements administratifs (il ne dépend plus des mêmes aides).

En 2010, il fournit une cinquantaine de paniers hebdomadaires à trois AMAP, deux à Paris et une à proximité de la ferme. Il accueille alors Clément comme salarié pendant deux ans, lequel va augmenter les surfaces de maraîchage jusqu'à 6 ha et fournir également des AMAP parisiennes et une école Montessori située à une quinzaine de kilomètres, où les enfants font leur cuisine.

En 2011, les terres que Jean-Louis loue sont mises en vente alors qu'il arrive à l'âge de la retraite. Le risque est grand qu'elles soient achetées par de gros exploitants... et ne soient plus cultivées en bio. Il prend connaissance de Terre de liens par le réseau des AMAP, et leur demande d'acheter les terres. Terre de liens achète 73 ha, dont 2 ha de maraîchage. Jean-Louis est propriétaire des six autres hectares de maraîchage. L'ensemble est alors partagé entre trois locataires : Clément, qui fait du maraîchage (6 ha), Matthieu, qui reprend l'activité polyculture-élevage (sur 65 ha), et l'association *Les Champs des possibles* qui lance sa couveuse d'activités sur 2 ha. ■



▲ Sylvie Guillot et Florent Sebban, à Pussay, dans l'Essonne, écoulent leur production grâce à trois AMAP.



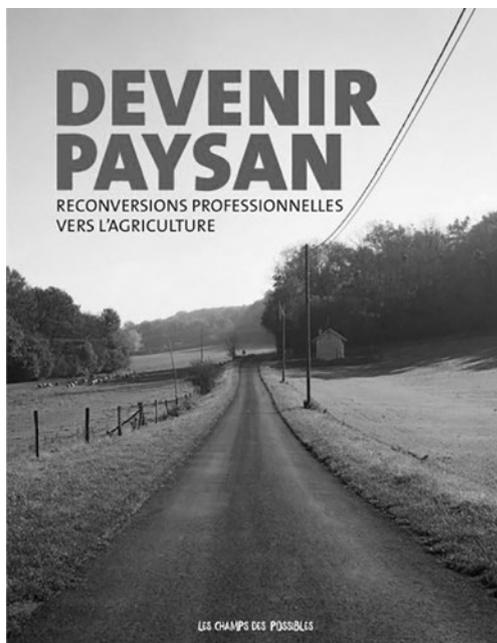
▲ Claudie LeQuéré s'est installée dans le parc naturel régional de la Haute-Vallée de la Chèvreuse.

un parcours d'accompagnement complet, allant du stade de l'idée à la création d'activité.

Le premier "couvé" est parti vers Versailles pour travailler avec un maraîcher qui a participé à la mise en place de l'association. En 2013, deux jeunes "couvés" se sont installés ensemble à Sault-les-Chartreux et ont ouvert à leur tour un site d'accueil chez eux. En 2016, trois nouveaux maraichages ont été créés à partir de la couveuse, dont un à 500 m des Champs des possibles, et accueillent des personnes en formation. Fin 2015, sur 24 personnes accueillies, neuf sont toujours en test d'activité, dix se sont installées, trois poursuivent leur projet d'installation en tant que salariés agricoles et les deux dernières ont opté pour un retour au salariat (une dans la production agricole, l'autre dans les espaces verts).

PASTORALISME ET PAYSAN-BOULANGER

En 2012, un projet d'entretien par le pastoralisme de différents espaces naturels du bord de Seine (réserve naturelle et anciennes carrières réaménagées) voit le jour en Seine-et-Marne, à l'initiative de la Maison de l'environnement. Elise, alors en formation à la couveuse, avait déjà été bergère et connaissait la transformation du lait de brebis en fromage. Elle s'est montrée intéressée pour cet engagement dans le pastoralisme : avec un revenu complémentaire fourni par la collectivité, cela permet d'avoir un revenu correct dans l'élevage. Finalement, après avoir suivi cette voie, Elise s'est bien lancée dans le pastoralisme mais sur un autre projet, en Val-de-Loire. Les Champs



Livre :

Devenir paysan Reconversions professionnelles vers l'agriculture

Les Champs des possibles, Marseille, 2016, 160 p., 20 €

Ces expériences commencent à faire envie par leur réussite et leur ingéniosité. Des récits d'expériences ont fait l'objet de la publication d'un livre : dix parcours de paysans et paysannes sont retracés, avec les étapes de leur reconversion, richement illustrées. Le livre est complété par un mode d'emploi précis pour se lancer à son tour.



Marie Clem's

▲ En février, les cultures sont lancées avec une double épaisseur de serres.

des possibles ont alors cherché des personnes intéressées pour répondre aux demandes de gestionnaires d'espaces naturels. Une personne a démarré un troupeau sur les berges de la Seine, une autre dans la forêt de Fontainebleau...

Si, dans les zones naturelles, tout se passe bien (excepté la crainte de la solitude), il y a eu des problèmes sur les terrains réaménagés, dont les anciennes carrières : certaines plantes conquérantes, toxiques pour les troupeaux, ont provoqué de sérieuses pertes.

Une troisième activité a commencé aux Champs des possibles avec l'installation d'un premier paysan-boulangier : le travail de boulangerie (le pain étant vendu par le biais des AMAP) permet d'avoir un revenu hors culture et nécessite donc moins de surfaces cultivées : le premier installé vit avec seulement une dizaine d'hectares de céréales.

EXPÉRIMENTATION COOPÉRATIVE

Depuis le 1er janvier 2016, l'association Les Champs des possibles s'est transformée en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Cela permet d'associer plusieurs catégories de sociétaires : les salariés, les maraîchers ou agriculteurs en recherche de transmission, les "couvés installés", les partenaires financiers (AMAP, Terre de liens, associations liées à la bio, Cigales (4), et collectivités publiques), des citoyens engagés (essentiellement les fermiers qui ont transmis leurs biens).

Comme Terre de liens l'a initié pour le foncier, la SCIC cherche à financer collectivement tout ou partie du capital d'exploitation afin de faciliter l'accès au métier et de limiter le poids de l'endettement individuel. Assurant ses couvertures sociale, chômage et retraite par la cotisation sociale, l'agriculteur salarié associé de

la coopérative peut sortir d'une logique de patrimonialisation qui rend aujourd'hui les fermes irrepreneables. Autour de quelques pionniers, la coopération de production agricole tente ainsi un nouvel envol.

Ce changement de structure doit également permettre d'aider à créer des activités de transformation (brebis, laine, maraichage, jus de fruits...).

ESSAIMAGE SUR TOUT LE TERRITOIRE

De nombreuses régions se sont montrées intéressées par le principe du test d'activités agricoles. Le réseau national des espaces tests agricoles (RENETA), a vu le jour en 2012. Actuellement, il existe une quarantaine d'espaces tests et une vingtaine en construction.

Réseau de praticiens particulièrement vivant, le RENETA prend notamment en charge l'accompagnement des projets émergents, qui le rejoignent dans le cadre d'un compagnonnage par des espaces tests plus aguerris. Il intervient au niveau national pour faire évoluer les cadres d'exercice de la profession agricole afin d'en faciliter l'accès, et explore de nouvelles manières de pratiquer le métier de paysan (en coopérative, par exemple).

M.B. ■

■ Les Champs des possibles, 24, rue Beaubourg, 75003 Paris, tél : 06 95 23 94 13, www.leschampsdespossibles.fr

■ RENETA, 55, rue Cléophas, 34000 Montpellier, tél : 06 78 53 45 58, www.reneta.fr

(4) Club d'investissement pour la gestion alternative et locale de l'épargne solidaire, voir cigales.asso.fr



▲ Récupération des eaux de pluie dans un paysage surréaliste.

Marie Clem's

Un laboratoire aux pieds d'argile

Depuis 2000, dans un triangle coincé entre les lignes de TGV, Agnès Sourisseau mène une expérience de régénération des sols en comparant de multiples techniques.

UNE BASE DU CHANTIER DU TGV EST A ÉTÉ installée dans les années 1990 au niveau du croisement avec la ligne TGV Lyon-Lille. Sur 35 ha ont été aménagées des zones de stockage de matériaux, de stationnement des engins... Le site a aussi fait l'objet de fouilles archéologiques préventives qui ont perturbé en profondeur le sol initialement agricole. Dans le cadre législatif contraignant Réseau ferré de France (RFF) (1) à restaurer les milieux dégradés, ces terrains devaient recevoir un aménagement paysager, après le chantier, pendant une durée d'au moins cinq ans. Le contexte géographique présente toutes les caractéristiques d'un territoire périurbain où se retrouvent les infrastructures que la ville ne veut pas voir dans son enceinte propre : décharges de déchets inertes en provenance de toute l'Île-de-France (2), lignes à haute tension, voie rapides, couloirs aériens.

C'est donc entre le bruit des trains et les montagnes de déchets qu'a commencé une expérience de reconstitution des sols. Agnès Sourisseau, paysagiste, a d'abord été prestataire pour RFF. Plus de 200 parcelles-test de 1000 m² chacune ont été matérialisées pour y étudier l'évolution d'une reprise de biodiversité sur ce sol devenu presque minéral. Sur certaines, des arbres ont été plantés ; sur d'autres, des arbres ont été semés sur différents couverts (mulch minéral ou organique, en association à des semis herbacés...). Des traverses de chemin de fer ont été placées à la verticale pour borner les parcelles et inciter les oiseaux à s'y poser et jouer leur rôle de semeurs (certaines graines doivent être ingérées pour pouvoir germer) (3).

Chaque année, Agnès Sourisseau fait des comptes, dans le cadre d'un observatoire environnemental, pour comparer l'évolution des différents types de parcelles.

POURSUITE DANS UN GRAND FLOU LÉGISLATIF...

En 2007, RFF n'a plus l'obligation de poursuivre la restauration des lieux. Une tolérance d'occupation des parcelles permet à Agnès Sourisseau de poursuivre le travail amorcé, mais aucune forme juridique n'encadre officiellement cette occupation. Aucune des démarches entreprises par Agnès Sourisseau n'a abouti auprès de RFF, qui reste propriétaire du foncier. Cette précarité fragilisait la recherche, l'observatoire écologique et l'entretien des 35 ha concernés.

PERMACULTURE ET RÉGÉNÉRATION DES SOLS

Agnès Sourisseau cherche alors un moyen de développer un projet économique sur les lieux afin de financer les expérimentations et d'entretenir les lieux. Elle installe une yourte, qui sert de salle de réunion, et une roulotte, qui sert de bureau (sans eau courante ni électricité). Elle structure ainsi de nouvelles zones de travail. Elle construit des serres à partir de fenêtres et de palettes récupérées, ouvre des zones de production sur les principes de la permaculture et de l'agroforesterie (verger, potager, pré-verger...) (4). Un troupeau de brebis de race rustique vit à l'année sur les lieux

(1) Réseau ferré de France, né en 1997, a été remplacé le 1er janvier 2015 par SNCF Réseau.

(2) Prétextant la création de murs antibruit, ces décharges forment des buttes pouvant atteindre une quinzaine de mètres de haut.

(3) Le plan de restauration a été mis en place initialement avec le soutien de l'Institut national de recherche agricole, du CEMAGREF, de la Chambre d'agriculture et de l'Institut du développement forestier. Le CEMAGREF, créé en 1982, est devenu en 2012 l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture.

(4) Elle constatera ensuite que les archéologues avaient découvert les restes d'un village gaulois juste là où elle a placé ses installations.



▲ Des troncs d'arbre ont été érigés pour attirer les essaims d'abeilles sauvages

▲ Les variations de couverture du sol permettent d'étudier le retour de la biodiversité.

et contribue à la gestion en écopâturage, avec un contrôle strict des parcours pour observer l'influence du troupeau sur les parcelles tests (5). L'installation de bois mort favorise différents usages — ruches sauvages, perchoir, hôtels à insectes — qui aident à biodiversifier le site. Avec l'aide de bénévoles et de chantiers d'insertion, elle construit des locaux en argile (four à pain, bergerie)...

Pour faire remonter le taux de matière organique dans le sol, Agnès Sourisseau a mis en place un réseau de partenariat avec des producteurs de bio-déchets pour une valorisation dans les cultures (sous forme de mulch), de compléments alimentaires pour les animaux (poules, moutons, cochons, équidés). Sont récupérés des feuilles mortes, des tontes de gazon, des branches, des broyats de bois, des invendus de légumes de magasins bio, du marc de café d'un réseau de brasseries bio... Ce dernier sert, dans un premier temps, de support pour la production de champignons dans une remise à l'abri du soleil, puis comme nourriture pour les animaux, enfin pour enrichir le sol de certaines parcelles.

L'OURCQ FERTILE

Le canal de l'Ourcq, qui passe à proximité, permet la liaison avec Paris (par bateau, mais aussi par vélo, à cheval ou à pied). Depuis 2007, un système coopératif se structure autour des Monts-Gardés (le nom de la parcelle) et l'agroécologie afin de créer un nouveau terroir de l'Ourcq. Ce projet, porté par l'association A tout bout de champ, a pour vocation d'optimiser les flux aller et retour de diverses matières, et les échanges entre la ville et les champs. Certaines productions du bassin de l'Ourcq sont ainsi transportées par bateau, ainsi que des croisières, des événements culturels... autant de moyens pour

faire valoir la mutation agroécologique en cours et qui devrait s'amplifier avec le temps (6).

Plusieurs agriculteurs voisins sont venus voir le résultat de ces parcelles expérimentales et ont eux-mêmes engagé un processus de changement de pratiques agricoles, en plantant des haies et des arbres dans une région où les champs se déroulent à l'infini.

Cela permet de lutter contre l'érosion du sol, de favoriser la biodiversité. Les arbres freinent les conséquences des périodes de sécheresse ou de trop fort ensoleillement, et contribuent à augmenter la quantité de matière organique du sol (7).

Les milliers d'arbres qui poussent maintenant sur place permettent à des élèves d'écoles d'agriculture voisines de s'initier à de nouvelles pratiques. Des formations techniques et pratiques sont organisées sur place pour différents publics. La présence d'action artistique est également lisible dans ce paysage inédit (8).

Si vous prenez la TGV, vous n'aurez qu'une seconde pour entrapercevoir ce site extraordinaire... Le mieux est encore de profiter des journées de stages autour de la permaculture pour en découvrir de près toute la richesse.

M.B. ■

■ Agnès Sourisseau, Les Monts gardés, 77410, Claye-Souilly, tél : 06 25 97 45 60, www.les-monts-gardes.com

(5) On notera que les animaux sont totalement indifférents au passage des trains.

(6) Ourcq fertile, <http://ourcqfertile.fr>

(7) Voir également l'article sur l'agroforesterie, page suivante.

(8) On peut y découvrir les arbres qui chantent de José Le Piez. Voir www.arbrasson.com

(9) Lors de notre passage, deux chasseurs longeaient à pied les voies du TGV pour en déloger les lapins sans fusil, afin d'éviter les accidents avec les trains !

Poser un lapin ?

Le lapin est une préoccupation sur les lieux : ils prolifèrent le long des voies de chemin de fer (9). En arrivant à hauteur du site, ils découvrent les buttes de permaculture qui leur assurent le gîte et le couvert.

Pour assurer une poursuite des activités expérimentales et garantir la production de fruits et légumes, il est donc indispensable de piéger et chasser les lapins. Si vous êtes invités à manger sur place, vous aurez sans doute du lapin dans l'assiette ! De quoi alimenter les débats sur le végétarisme...



▲ La ferme familiale

Marie Clem's

Quand la biodiversité améliore les cultures

Rémi Seingier et Claire Bertrand s'installent dans la ferme familiale avec un projet d'agroforesterie et de plantes aromatiques, tout en visant une reconversion en agriculture biologique.

ANNE ET PASCAL SEINGIER, LES PARENTS de Rémi, cultivent 125 ha de terres sableuses en location, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Paris. Ils y produisent de la luzerne, du blé, du colza, du chanvre, des asperges, des pommes de terre, transforment le colza en huile et vendent leur production en partie à la ferme (1).

En 2010, l'un des propriétaires des terres leur annonce son désir de vendre 38 ha. Ils ne souhaitent pas les acheter mais, connaissant déjà Terre de liens (2), ils les sollicitent. Ces derniers achètent la parcelle.

DU PAYSAGE À L'AGROFORESTERIE

Rémi a quitté la ferme assez jeune et, passionné par les végétaux, a fait une formation de paysagiste. Claire, sa compagne, a une formation de microbiologiste en milieu marin, ce qui explique qu'ils s'installent à Brest où Rémi crée son entreprise.

En 2008, ils font un voyage au Brésil à la rencontre de communautés paysannes en lien avec le mouvement des sans-terre. Ils découvrent alors l'agroforesterie qui consiste, pour les cultures, à utiliser les différentes strates de végétation pour enrichir le sol, se protéger des aléas climatiques, assurer une régulation hydrique, favoriser la biodiversité... Ils sont passionnés par ce qu'ils découvrent.

La même année, Anne et Pascal, les parents, découvrent eux aussi ce mode de culture au Cambodge. Ces deux pays sont sous un climat tropical et, à leur retour, Rémi et Claire s'interrogent sur le potentiel de l'agroforesterie sous notre climat. Ils découvrent que ce mode d'agriculture, en plein développement, peut parfaitement convenir aux terres sableuses de la Brie (3).

En 2011, Rémi et Claire se lancent dans un projet autour de l'agroforesterie. Anne et Pascal ont annoncé leur désir de partir à la retraite en 2019. Cela laisse du temps pour négocier une transmission.

Rémi prend alors contact avec Terre de liens pour utiliser le champ de 38 ha comme première parcelle d'expérimentation.

Ces deux derniers hivers, ils ont organisé des chantiers participatifs pour la couvrir de plantes. Deux mille arbres sont plantés (19 espèces) ainsi que 9000 arbustes (34 espèces). Arbres et arbustes constituent des haies espacées de 27 m dans le sens nord-sud, ce qui délimite des bandes de culture de 24 m de large. Dans chaque rangée, les arbres sont espacés de 7 m à 10 m, en fonction de leur volume à l'âge adulte. Paysagiste, Rémi a une bonne connaissance des caractéristiques des arbres et des arbustes et les choisit pour être en cohérence avec le sol, pour assurer une longue période de floraison, avec des fleurs mellifères pour favoriser la présence des insectes (4).

(1) Une partie de la production est vendue à Paris par le réseau du Marché sur l'eau. Marché sur l'eau, 204, rue de Crimée, 75019 Paris, www.marchesurleau.com. Livraison les mardis et samedis à la rotonde, place de la Bataille-de-Stalingrad (Paris), sur les quais à Pantin (Seine-Saint-Denis) et à côté de la gare de Sevran (Seine-Saint-Denis).

(2) La société Terre de liens collecte de l'argent pour l'achat de terres collectives, les mettant ainsi à l'abri de la spéculation foncière. Voir www.terredeliens.org et Silence n° 396, décembre 2011, téléchargeable sur notre site.

(3) Sur l'agroforesterie, voir l'Association française d'agroforesterie, www.agroforesterie.fr

(4) Les cultures ont de meilleurs rendements lorsque les insectes aident à la pollinisation. Pour favoriser cela, par exemple, buis et noisetiers sont en fleur très tôt dans la saison et, à l'inverse, la symphorine est un arbuste qui fleurit jusqu'à l'automne.



▲ Chantier collectif pour la plantation des arbres et arbustes

Claire commence sa reconversion en passant du milieu marin à l'étude des sols. Elle va suivre l'impact des plantations sur la matière organique et la microfaune du sol, en lien avec la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne.

Entre les arbres, les cultures seront bio, en rotation sur sept ans : deux ans de luzerne, puis chanvre, colza, seigle et légumineuse, et enfin orge. Comme du temps des parents, le colza est transformé en huile sur place. La fibre de chanvre est vendue à un fabricant de panneaux d'isolation, et la graine pourrait aussi servir à produire de l'huile sur place (5).

Si certains arbustes sont productifs (groseilliers, cassis, noisetiers...), d'autres sont destinés à être coupés très court tous les quatre ans pour produire du bois raméal fragmenté (BRF), lequel sert ensuite à enrichir les sols (6).

Certains noyers ont été greffés pour produire des noix, d'autres sont destinés à devenir à long terme (30 ans) du bois d'œuvre.

Ces haies et arbres doivent permettre de limiter les effets du réchauffement climatique. En bas de parcelle, où l'eau stagne au printemps, le système racinaire doit permettre un meilleur drainage (les arbres ont été choisis en fonction de cette humidité : saules, frênes et chênes pédonculés).

PLANTES AROMATIQUES, RELOCALISATION ET AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Afin de relocaliser la production de certaines plantes, Claire est allée au Conservatoire des plantes aromatiques

de Milly-la-Forêt (7) pour découvrir les plantes cultivables dans la région. Les parents devraient libérer une parcelle de 20 ha pour y implanter progressivement des rosiers de Provins, de Damas et de mai, du thym, de la camomille romaine, de la menthe poivrée, du millepertuis, de la centaurée, du bleuet, de la violette odorante...

Rémi, officiellement exploitant agricole depuis le 1er janvier 2015, arrêtera son activité de paysagiste au 1er juillet 2016.

De 2016 à 2019, ils apprendront à gérer la ferme des parents en y introduisant progressivement l'agroforesterie tout en passant en bio. Dans un premier temps, il n'y aura pas de modification des cultures. Ils continueront

à tenir la boutique à la ferme. Ensuite, selon les résultats, cela évoluera à leur image.

M.B. ■

Terres collectives et vide juridique

L'agroforesterie en France se développe habituellement chez un exploitant propriétaire. Ici, les arbres sont plantés sur des terres appartenant à Terre de liens. Cela pose un problème de bail qui n'est pas résolu à ce jour. Habituellement Terre de liens fait un bail de carrière avec la personne qui s'installe : les terres sont confiées à l'agriculteur jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite. Mais comment prendre en compte les investissements de départ et le suivi, tout au long de sa carrière, des arbres et arbustes plantés ? Comment transmettre ensuite la valeur des arbres qui, pour ceux prévus pour le bois d'œuvre, ne seront exploités que trente à quarante ans après le départ à la retraite de Rémi et Claire ? Il y a pour le moment un vide juridique que Terre de liens étudie.

■ Remi Seingier et Claire Bertrand, 18, rue de Carrouge, 77540 Lumigny-Nesles-Ormeaux, tél : 06 50 53 66 50, remi.seingier@gmail.com

(5) Les légumineuses et la luzerne fixent l'azote de l'air et enrichissent le sol : une alternative aux engrais.

(6) Dans les sols sableux, la matière organique a tendance à être rapidement dégradée puis lessivée. Le BRF apporte de la matière organique et structure le sol pour mieux résister à l'érosion par les pluies. Sur le BRF, voir le reportage chez un précurseur, Jacky Dupetit, dans le Lot, dans Silence n° 408.

(7) Voir reportage dans Silence n° 403, téléchargeable sur notre site.



Marie Clem's

▲ A Yapluca, le choix a été de faire un lotissement de neuf maisons individuelles. A gauche, celle de Pierre Lefèvre.

Habitats groupés à Jouy-le-Moutier

Deux habitats groupés ont vu le jour au début des années 1980, dans le cadre de l'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Où en sommes-nous 35 ans plus tard ?

EN 1977, PLUSIEURS JEUNES ARCHITECTES militants avaient mis en place à Cergy-Pontoise des ateliers communautaires avec Pierre Lefèvre, alors enseignant en architecture à l'université de Vincennes (1). Ce groupe proposait aux habitants d'intervenir sur les choix urbanistiques, l'organisation des espaces publics, la possibilité de mettre en place des structures collectives (maison des associations, ateliers partagés...) et aussi la possibilité de penser intégralement la réalisation d'un lotissement avec plus ou moins de collectif. C'est ainsi que deux projets ont vu le jour : les Yapluca et les Vignes blanches.

YAPLUKA

En 1979, plusieurs personnes, dont Pierre Lefèvre, sont prêtes à acheter en commun une parcelle à construire. En se regroupant et en assurant une partie des travaux, il devenait possible d'obtenir un logement pas trop cher, avec en plus le choix des matériaux, des formes...

La parcelle proposée (5000 m²) nécessite de trouver une vingtaine de familles. Beaucoup de personnes viennent aux préparatifs mais, au premier seuil financier, le groupe se réduit à seulement neuf familles. Il est

alors négocié de n'acquérir que la moitié de la parcelle. Chaque famille choisit un des architectes des Ateliers communautaires pour l'accompagner (2). Ils rendent visite à d'autres projets qui ont déjà vu le jour (3).

Alors que le groupe étudie comment placer les maisons avec le paysagiste Bernard Lassus, comment grouper les achats de matériaux, tout en cherchant un cadre juridique, il apprend qu'en décembre 1980, le taux de TVA va augmenter sur le terrain à bâtir. Cela précipite les choix. L'ensemble est acheté en indivision par une association, puis une assemblée générale permet de transformer l'association en copropriété et de subdiviser le terrain en neuf lots, réservant des parties communes : un parking à l'entrée pour que les voitures ne pénètrent pas dans le lotissement, un emplacement pour une maison commune où ranger du matériel de jardinage, tenir des réunions et abriter des chambres d'amis (4), une fontaine, un potager commun et un petit verger, ainsi que des voies de circulation. Il y a une vingtaine d'enfants au départ, et des zones communes de jeu sont prévues. Chacun reste chez soi sur sa parcelle. Des maisons acceptent d'être mitoyennes, d'autres partagent une buanderie. Dans quatre maisons, il est prévu d'installer un chauffage solaire, ce qui nécessite une orientation particulière (5). Le cahier des

(1) Voir son livre L'Habitat participatif et l'entretien dans Silence n° 432, mars 2015.

(2) Jean Nouvel pour Philippe et Françoise Debuigne. Pierre Lefèvre pour sa propre maison, François Digart, Rémy Calot, Pierre Mazodier, Eric Mathieu pour les autres...

(3) Les Jardies, 4, sentier des Jardies, 92120 Meudon, depuis 1975, 9 logements.

(4) Cette maison commune n'a pas vu le jour, l'emplacement a servi à faire un hangar pour le matériel et deux garages pour les maisons les plus éloignées.

(5) Une seule conservera un capteur pour l'eau chaude.



Marie Clem's

▲ Aux Vignes blanches, neuf familles ont fait le choix d'un seul bâtiment

charges imposé par la commune (charte de couleur, hauteur du bâti...) n'est que partiellement respecté. Deux personnes travaillent à la direction départementale de l'équipement, ce qui aide à résoudre certains problèmes techniques.

S'il n'y a jamais de problèmes d'ordre politique, par contre, il y en a sur le rapport à la nature. Certains veulent une nature bien ordonnée, avec des tailles régulières, d'autres préfèrent une nature plus laissée à elle-même.

Les premiers habitants aménagent dès l'été 1981 dans des maisons hors d'eau (6). Il faut ensuite 5 à 10 ans pour rendre les maisons confortables. "Créer sa maison est passionnant, mais l'autoconstruire en partie est difficile, nous dit Philippe Debuigne. C'était une sorte de défi de voir ce que l'on pouvait faire soi-même." Il faut choisir un niveau acceptable de travaux : pour en avoir prévu trop, certains couples ont explosé ; d'autres n'ont jamais fini leur maison.

Le hangar commun a été source de problèmes : zone de jeu pour les enfants, il est devenu un point de trafic pour la délinquance locale et il a fallu le fermer.

Les parties communes entraînent des difficultés lors des reventes de maison : d'une part, pour évaluer le prix de vente, d'autre part parce que les nouveaux habitants ignorent parfois les limites de ces parties communes. Seules trois des familles d'origine sont encore présentes. Certaines maisons ont déjà été revendues plusieurs fois et de nouveaux arrivants ont monté des clôtures, ce qui efface peu à peu la connaissance de l'histoire du lieu.

LES VIGNES BLANCHES

A 500 mètres de là, les Vignes blanches se présentent sous la forme d'un immeuble aux formes tarabiscotées. Comme pour Yapluka, l'histoire commence avec la constitution d'un groupe d'une

quinzaine d'adultes. Un cahier des charges, élaboré en 1979, prévoit la possibilité d'accession aux familles bénéficiant de prêts sociaux. Le choix se porte sur un seul bâtiment avec d'importantes surfaces communes (266 m² sur 1440 m²) : un couloir d'entrée, une salle (réunions, fêtes et jeux pour les enfants), un atelier de bricolage (7), un studio d'accueil (8), une buanderie, un local de jardinage et un studio de photo (9). Le jardin collectif est tout aussi important (2200 m²).

Le chantier, lancé en 1983, est bloqué par la faillite d'entrepreneurs qui n'avaient pas tenu compte de la complexité du bâtiment. Ce n'est qu'en 1986 que neuf familles s'installent (10). Depuis, une seule est partie, remplacée par des locataires qui ont ensuite acheté.

L'ensemble fonctionne en société civile immobilière, et il n'y a pas eu de gros conflit : selon Annie Taillez, cela tient à ce que "le groupe a toujours cherché les solutions les plus justes possibles, en évitant les décisions abruptes". Il y a eu des fêtes chaque année, même si aujourd'hui, les enfants sont partis. Les plus grosses difficultés se sont cultivées au jardin, car "chacun a son idée sur la manière de faire pousser les plantes" !

Il y a sept appartements en rez-de-jardin, plus deux autres avec terrasse. Comme le terrain est en pente, tout le monde entre au niveau supérieur des rez-de-jardin. Chaque appartement est en duplex. Les escaliers commencent à être un problème, la personne la plus âgée ayant aujourd'hui 78 ans.

La stabilité du groupe semble avoir favorisé le maintien du collectif.

M.B. ■

■ Yapluka, 7, rue du Pré-aux-Renards, 95280 Jouy-le-Moutier

■ Les Vignes blanches, 63, rue des Vignes-Blanches, 95280 Jouy-le-Moutier

(6) Une maison est "hors d'eau" lorsque que le gros-œuvre est terminé (murs et toit en place).

(7) Celui-ci a été très utilisé au début, puis de moins en moins. Il a repris de l'activité quand les habitants sont arrivés à la retraite.

(8) Du fait du départ des enfants, il y a maintenant des chambres libres dans les appartements, ce qu'il fait qu'il sert moins qu'avant.

(9) Celui-ci n'a jamais bien fonctionné.

(10) Une famille a été remplacée pendant le chantier, suite à un divorce.



▲ L'entrée de la Bergerie avec, à gauche, en bois, la chaufferie.

Marie Clem's

La Bergerie de Villarceaux

La Bergerie de Villarceaux est un écoterritoire sur lequel se développent plusieurs initiatives : un espace agroécologique avec une ferme biologique et des espaces naturels, un centre d'accueil et de séminaire, des gîtes touristiques...

AU DÉBUT DES ANNÉES 1970, LES GESTIONNAIRES de la fondation Charles Léopold Mayer (voir page 20) cherchaient à faire des placements financiers pour faire fructifier son capital initial. Le domaine de Villarceaux a été acheté en 1976. Le domaine a la particularité d'être d'un seul tenant. Il comprend trois châteaux : l'un était déjà loué à un club de golf depuis les années 1960, les deux autres sont loués à la région Ile-de-France, qui les ouvre au public et y organise différentes manifestations, le contrat de location précisant que l'ensemble doit respecter les conditions de l'agriculture biologique. Une forêt de 250 ha est exploitée de façon durable. Les terres agricoles (400 ha), après leur conversion en polyculture et élevage bio (brebis, vaches, légumes de plein champ, céréales), ont été confiées à un agriculteur. Celui-ci s'installe dans des bâtiments neufs, l'ancien corps de ferme n'étant pas adapté à l'agriculture mécanisée d'aujourd'hui. Ce dernier est reconverti pour héberger un centre d'accueil écologique, une coopérative de consommateurs (voir ci-contre) et une association qui œuvre pour le développement territorial durable.

A LA RECHERCHE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en place de l'ensemble est laborieuse. La fondation a testé plusieurs modes de gestion et a été confrontée aux intérêts parfois divergents des

acteurs. Les travaux d'aménagement de reconversion des anciens bâtiments ne commencent qu'en 2007. Ils durent quatre ans et l'écosite ouvre en 2011. Les travaux ont nécessité de nombreuses négociations : le premier permis de construire a été refusé à cause du système d'épuration des eaux grises par phytoépuration, que le département jugeait dans un premier temps incompatible avec un lieu recevant du public (1). Les bâtiments étant dans un site classé, il n'a pas été possible d'installer des capteurs solaires sur les toits les mieux exposés...

Malgré cela, la fondation a décidé d'aller le plus loin possible, et de nombreuses innovations ont été testées sur place dans le domaine des pratiques "durables" : le chauffage (géré par ordinateur) est beaucoup plus économe que ce que l'on trouve ordinairement dans le collectif. Alors qu'habituellement, une chaufferie à bois comprend une chaudière de secours au fioul, il a été choisi de mettre une deuxième chaudière à bois. Le bois déchiqueté (170 tonnes par an) était au départ acheté, il est maintenant produit sur place par l'entretien des haies et l'éclaircissement de la forêt. La phytoépuration est dimensionnée pour un accueil de 80 personnes. La gestion de l'eau repose sur une utilisation maximale des eaux de pluie pour les sanitaires (60 m³ de stockage). Ne pouvant faire d'isolation par l'extérieur à cause de la protection du patrimoine, on a doublé les cloisons en interne avec des briques de chanvre. Le bois utilisé — du mélèze — est non traité...

(1) Quand le projet démarre, il n'y a pas de normes pour les techniques écologiques en usage collectif.



Patrick Morin

▲ Accueil de classes vertes sur le site de la Bergerie

La coopérative Coop'Saveurs

■ Bergerie de Villarceaux, 95710
Chaussy, tél : 01 34 67 08 80

La coopérative Coop'Saveur a vu le jour sur place en 2001 afin de favoriser la distribution en circuit court des produits de la ferme (viande, lentilles, farines) alors gérée par la fondation. En 2005, la fondation confie la ferme, sous forme d'EARL, à Olivier Ranke, qui devient ainsi le principal fournisseur de la Coop pour la viande (bovine et ovine) et pour une partie des céréales.

Cette coopérative, qui ne fonctionne qu'avec des bénévoles, propose des produits frais et secs seulement un samedi par mois. Elle fonctionne comme un groupement d'achat : les quelques 300 familles adhérentes commandent à l'avance sur le site internet les produits périssables, et complètent sur place avec les produits secs. Chaque mois, quelques producteurs, artisans, libraires... sont invités ponctuellement.

Les adhérents sont invités à participer à la recherche des produits biologiques. La priorité est donnée aux producteurs locaux (poulets et porc de l'Oise, produits de la Normandie toute proche...), mais pas seulement : de l'huile d'olive arrive d'Espagne, des noix, du Périgord. Particularité : tous les producteurs ont eu la visite des coopérateurs, même les plus lointains. Des débats sont organisés pour le choix

des produits, intégrant différents niveaux de réflexion : conséquences locales et internationales des achats, valorisation des cycles naturels, respect du rythme des saisons, valorisation des emballages les moins polluants, garantie des relations commerciales qui respectent l'autonomie et la dignité de chaque partenaire...

Si la majorité des familles vivent dans un rayon de 30 km (la ville de Cergy-Pontoise n'est pas très loin), quelques-unes viennent de Paris, la plus éloignée venant de Fontainebleau, au sud-est de Paris.

Deux personnes sont chargées de gérer les commandes. Elles opèrent dans la semaine qui précède le jour d'ouverture. Quelques coopérateurs

assurent des livraisons. Certains produits secs sont achetés en gros sur des plates-formes de distribution bio (Relais Vert, Markal...), ce qui permet d'obtenir des prix de gros, donc d'offrir de la nourriture bio à un prix bon marché.

Le local n'est ouvert qu'une fois par mois : c'est la limite pour pouvoir rester uniquement bénévole. Cela peut suffire pour les produits secs, mais évidemment pas pour les produits frais. Beaucoup de familles sont motivées par la qualité des produits, en particulier de la viande. ■ Coopérative Saveurs du Vexin, La Bergerie, 95710 Chaussy, www.coopsaveursvexin.org



Marie Clémis



Patrick Monin

▲ Débat agronomique à partir d'un profil creusé dans un champ.

Les capacités financières de la fondation ont permis de faire des choix optimaux pour les économies d'énergie, avec parfois un temps de retour très long (2).

ACCUEIL ET HÉBERGEMENT

Le centre d'accueil est géré par une association créée en 2006 dont les membres du bureau sont cooptés par la fondation. Son but est de promouvoir le développement durable. Il dispose d'un restaurant 100 % bio, avec, autant que possible, des produits locaux. L'une des activités est l'accueil de classes d'enfants — principalement des enfants de la couronne parisienne —, en partenariat avec l'Éducation nationale. Les groupes d'enfants logent sur place dans des gîtes qui peuvent accueillir jusqu'à 60 personnes. L'activité est très liée au calendrier scolaire. Les enseignants ont le choix entre différents modules : astronomie, énergies renouvelables, alimentation, biodiversité,

eau... ou des activités plus artistiques, en lien avec l'association La source (3).

Ceci est complété par une activité d'accueil touristique, au sein du Parc naturel régional du Vexin français, et grâce à la proximité de la véloroute Paris-Londres. La fondation utilise les lieux pour des séminaires en lien avec les différentes actions qu'elle développe.

UN LIEU D'EXPÉRIMENTATION SOCIALE ?

La fondation souhaiterait que la Bergerie — une réussite dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, de l'éducation à la nature et de l'agriculture biologique — soit aussi un lieu d'expérimentation sociale. Mais Paul Dehay, président de l'association qui gère le centre d'accueil, reconnaît que ce n'est pas facile : chaque secteur (coopérative, agriculteur, centre d'accueil) est pris par ses activités, et les réunions de coordination restent trop rares.

La fondation veut également développer l'activité économique du territoire en plaçant l'humain et la protection de l'environnement au centre des préoccupations. Mais les préoccupations socio-économiques à court terme imposent souvent leurs contraintes.

La fondation aimerait expérimenter des "sorties du capitalisme", en étudiant comment échanger entre structures sans argent. Olivier Ranke, l'agriculteur, n'est pas très disponible et les bénévoles impliqués à différents niveaux ne peuvent ou ne souhaitent souvent pas en faire plus. Pour avancer sur les questions sociales, il faut commencer par dégager du temps commun, un temps qui semble manquer actuellement.

M.B. ■

La fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme

Charles Léopold Mayer, scientifique et financier franco-irlandais, lègue à sa mort, en 1971, une fortune importante pour constituer une fondation qui portera son nom. Elle a pour but d'"aider au progrès par les sciences et le développement local". En 1987, elle lance un appel "pour des États généraux de la planète" afin de définir un humanisme pour le siècle à venir. Elle finance à partir de 1994 l'*Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire* qui, dans les années suivantes, participe à l'émergence de ce que l'on appelle l'altermondialisme. En 1995 naissent les éditions Charles Léopold Mayer.

Aujourd'hui, la fondation dispose d'un budget annuel de 9,5 millions d'euros pour soutenir les acteurs de la transition sociale et écologique. Elle est dirigée par un conseil de dix personnes et emploie treize personnes. Plus de 400 livres ont été édités.

■ Fondation pour le progrès de l'homme, 38, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél : 01 43 14 75 75, www.fph.ch

(2) Le temps de retour est le temps qu'il faut pour que les économies réalisées compensent les frais d'investissement initiaux.

(3) Domiciliée au château géré par la région, cette association créée par le peintre Gérard Garouste organise des résidences d'artistes. Ceux-ci sont invités à participer aux animations scolaires au niveau du château, mais également en lien avec la Bergerie.

Alternatives en Seine-et-Marne et Val-d'Oise

Les fruits de la Voulzette

Un des derniers vergers de fruits bio en Ile-de-France. En 1986, Bernard Vincent, ancien céréalier et fils de céréalier, commence à planter des vergers. En 1991, il revend une partie de ses terres pour n'en garder que 7,7 ha, dont 5,5 ha de verger. Il passe progressivement en bio à partir de 2008. Il est totalement bio depuis 2013. Il songe à transmettre son exploitation d'ici 2 ou 3 ans mais il peine à trouver un repreneur. Pourtant, l'exploitation a des atouts considérables : plus de 80 % de la production part dans une quinzaine d'AMAP d'Ile-de-France (41 t en 2012), et le reste va en épicerie bio. Il ne vend plus sur les marchés.

• Bernard Vincent, EARL les Fruits de la Voulzette, 5, rue d'En-Bas, 77650 Juigny, tél : 06 89 40 79 72, vincentbernard3792@neuf.fr

Huilerie avernoise

Huiles de colza, tournesol, sésame, cameline... de la production des oléagineux jusqu'à la pression à la meule. Située dans le Parc naturel régional du Vexin français, elle pratique la vente surtout en circuits courts, malheureusement pas en bio.

• Huilerie avernoise, route de Théméricourt, 95450 Avernes, tél : 01 30 39 20 01, www.huilerieavernoise.com



Cécile Doya

Ferme d'Eancourt

La ferme d'Eancourt est une rescapée du développement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Elle est maintenant gérée par une association d'éducation à l'environnement. Elle comprend 7 ha de prés, un gîte pour 38 personnes et une salle d'activités. Les enfants urbains peuvent y découvrir de nombreux animaux, un potager, une mare, un jardin sauvage, un rucher pédagogique...

• Ferme d'Eancourt, Cour Mûrier, 95280 Jouy-le-Moutier, tél : 01 34 21 17 91 contact@ferme.ecancourt.fr

Tout simplement, vers la simplicité volontaire

L'association *Tout simplement*, inspirée par le Réseau québécois de simplicité volontaire, naît en 2004 près de Brie-Comte-Robert. Ses fondateurs avaient auparavant créé et animé une association d'échanges de savoirs pendant sept ans.

Tout simplement fait la promotion de la simplicité volontaire. La simplicité volontaire, ce sont des réflexions et des actions concrètes sur notre consommation et notre mode de vie pour protéger l'environnement, tout en développant la qualité des liens interpersonnels.

Cette association fonctionne selon une méthode collégiale : elle n'a ni président, ni secrétaire, ni trésorier... Elle est dirigée par un collège de onze membres (au maximum), où les responsabilités sont partagées et les décisions prises, autant que possible, au consensus.

Les portes d'entrée dans la simplicité volontaire seront différentes pour chacun. Pour certains, c'est la solidarité qui compte le plus : "vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre" (Gandhi). D'autres sont poussés par le besoin de se désencombrer et d'accéder à l'essentiel. D'autres encore arrivent à la simplicité volontaire par une volonté écologique...

Depuis la création de l'association, chacun a évolué, et des actions personnelles concrètes ont vu le jour : Marc et Thérèse n'utilisent plus que l'eau de pluie dans leur maison, ils ont installé un système de phytoépuration et un chauffe-eau solaire... Marie-Christine, Marc et Thérèse, Sophie, Edson, Sylvia ont installé chez eux des toilettes sèches à compost. Un certain nombre d'adhérents sont devenus végétariens, ont choisi Enercoop pour la fourniture d'électricité, la Nef comme banque... Plusieurs sont également devenus guides-composteurs...

Vivre autrement, tout simplement

La plus importante manifestation annuelle organisée par l'association est la journée *Vivre autrement, tout simplement* au mois de mai, à Chevry-Cossigny. Cette année a eu lieu la huitième édition.

Lors de cette journée, une trentaine d'ateliers entièrement gratuits sont proposés sur de nombreux thèmes : cuisine végétarienne, jardinage bio, visite d'une maison autonome en eau, construction de toilettes sèches, compostage, bien-être (qi gong, massage...), fabrication de produits ménagers, alternatives à l'école... Certains ateliers sont dédiés aux enfants.

Un échange de plantes et de graines est proposé également tout au long de la journée.

Des associations invitées présentent leur démarche, et une conférence a lieu en fin de journée.



Fête annuelle

La particularité de cette journée, qui accueille environ 400 visiteurs chaque année, est qu'il ne s'agit pas d'une foire bio : il n'y a rien à vendre, le seul échange monétaire possible consiste à adhérer à une association. Tous les acteurs de cette fête interviennent bénévolement.

Par ailleurs, l'association est aussi à l'origine de la campagne de distribution de composteurs domestiques sur le territoire du syndicat d'ordures ménagères (40 communes).

Elle organise également des projections-débats autour de films centrés sur des thématiques écologiques. Elle participe aussi à des manifestations : contre le nucléaire, Alternatiba Sénart ou Village mondial des alternatives, à Montreuil...

Les réunions régulières de l'association sont un creuset où germent des initiatives portées localement par des adhérents et encouragées par tous.

L'association a fait des petits

En lien avec *Tout simplement*, des associations ou des collectifs ont ainsi vu le jour : les potagers des Coquereaux (jardins partagés à Ozouer-le-Voulgis), l'habitat groupé écologique Ecossigny, le jardin collectif de Cossigny, le SEL des Forêts à Ozoir-la-Ferrière...

Des réunions de réflexion thématique rassemblent aussi régulièrement les adhérents.

Sur proposition des uns et des autres, de nombreux ateliers participatifs se sont organisés au sein de l'association : fabriquer son sac de courses, réparer son vélo, cuisiner végétarien, jardiner bio, installer un chauffe-eau solaire, mais aussi des ateliers de couture, construction de toilettes sèches avec des palettes, bricolages à partir de matériaux de récupération, lessive à la cendre...

L'association regroupe aujourd'hui une cinquantaine d'adhérents.

♦ **Tout simplement**, 1, rue de Longuelet, Cossigny, 77173 Chevry-Cossigny, tél : 01 64 05 69 79, <http://toutsimplement.shost.ca>

♦ **Les potagers de Coquereaux**, 22, rue Jude-de-Crène, 77390 Ozouer-le-Voulgis, tél : 06 68 66 01 72 ou potagerdescoquereaux@icloud.com

♦ **Ecossigny**, www.ecossigny.fr, tél : 06 71 61 43 94. Habitat groupé, avec deux maisons à ossature bois et remplissage de paille.

♦ Jardin collectif, même adresse que Tout simplement

♦ **SEL des forêts**, 12, avenue Parmentier, 77680 Roissy-en-Brie, seldesforets.seliweb.net

Triangle de Gonesse Contre le projet de plus grand centre commercial de France

Europacity est un projet de centre commercial géant lancé par Auchan sur 700 ha, avec pôle de loisirs, commerces, culture et hôtellerie. Le tout dans une zone agricole qui se trouve entre les aéroports de Roissy et du Bourget. Les investissements prévus atteignent 3,1 milliards d'euros. Le délire est à la hauteur du projet : piste de ski "indoor", parc nautique, palais des congrès..., soit 630 000 m² d'aménagements dont 240 000 m² de centre commercial. La région a déjà intégré le projet en prévoyant la construction en plein champ d'une gare de RER. Le tout est enveloppé d'un discours sur l'architecture "exceptionnelle" et un développement des plus "durable". Depuis 2011, l'opposition s'est montée en un collectif qui regroupe une quinzaine d'associations.

Des projets alternatifs émergent

Puisque argent il semble y avoir, les opposants demandent que cet argent serve à résoudre les problèmes de santé : on se trouve à la limite des banlieues les plus défavorisées. Le Val-d'Oise est l'un des départements qui manquent le plus de médecins généralistes, de dentistes, d'infirmiers, d'orthophonistes...

La région manque également de maraîchers, de zones de promenade nature, de production fromagère. Il serait possible de reconvertir les actuelles terres agricoles en petites fermes de culture maraîchère ou de production fromagère, en zones boisées de loisirs...

- Collectif pour le triangle de Gonesse, www.cptg.fr
- Non à Europacity, <http://nonaeuropacity.com>

Groupe écologique de Nemours

Ce groupe écologique né en 1979 plaide pour un changement de société en promouvant la solidarité, la sobriété, les relations humaines. Il organise un marché bio au sud du département, une journée nettoyage de printemps, des expositions et conférences sur des sujets divers, des dossiers thématiques. Il a longtemps assuré les archives de l'association La Ligne d'horizon. A été à l'initiative de la création de l'AMAP Le Chèvre et le chou, en 2007 (amap.nemours@orange.fr).

- Groupe écologique de Nemours, 2e cour du Château, 77140 Nemours, tél : 01 64 28 45 30

Les Oranges

Cette association a été créée en 2004 pour écrire les pages oubliées de l'immigration dans l'histoire officielle. Elle travaille sur la mémoire à travers des conférences, des débats, des ateliers d'écriture, du théâtre, de la poésie, des contes... et tout ce qui permet de faciliter les rencontres. Les fondateurs de l'association se sont inspirés de la marche de l'égalité des droits de 1983 pour en reprendre la volonté d'action collective et d'autonomie. Se rattachant aux démarches d'éducation populaire, elle cherche à intervenir dans l'espace public, en favorisant la prise de parole des habitants des quartiers populaires.

- Les Oranges 77, 96, rue de Valenciennes, 77290 Mitry-Mory, Maklouf Belhadi, tél : 07 81 19 92 46, lesoranges77@yahoo.fr, www.lesoranges.com

Eco-hameau du Vexin

Le Parc naturel régional du Vexin français propose des parcelles pour accueillir cinq lots de cinq maisons en habitat groupé à Saint-Cyr-en-Arthies. Un groupe de familles (15 adultes et 5 enfants) se réunit depuis juillet 2015 pour en définir le mode de construction et de fonctionnement, avec comme objectif un premier lot d'habitations avant fin 2017.

- lechampfoulon.net

Cinémas Utopia



L'histoire des cinémas Utopia commence en 1971 à Aix-en-Provence, avec la reprise d'un cinéma paroissial par quelques passionnés. En 1976, Utopia se déplace à Avignon. Le cinéma élargit très vite ses activités en accueillant des associations. En lien avec d'autres cinémas militants, il favorise les réseaux de distribution indépendants, cherche à offrir des films engagés à un public populaire pour un prix modeste... Bénéficiant d'un fonds de soutien au cinéma, les responsables ouvrent ensuite des salles dans d'autres villes : Toulouse en 1993, Bordeaux en 2000, Tournefeuille en 2003...

Utopia Saint-Ouen-l'Aumône comporte 5 salles en un lieu plus une autre salle à Pontoise.

- Cinéma Utopia, 14, rue Alexandre-Prachay, 95300 Pontoise, www.cinemas-utopia.org
- Cinéma Utopia, 1, place Pierre-Mendès-France, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône, tél : 01 30 37 75 52
- L'association des spectateurs des cinémas Utopia (ASCUT) s'est constituée pour lutter contre le développement d'un multiplexe qui aurait mis en péril les salles d'art et d'essai d'Utopia.

Repair Café

Le premier Repair café a été créé en Val-d'Oise par l'association Générations solidaires Val-d'Oise. Cette association propose également un atelier de réparation vélo, une coopération internationale avec le Bénin, un atelier d'informatique pour seniors... D'autres Repair cafés du département sont présentés sur leur site internet.

- Repair café Val-d'Oise, Rez-de-Jardin, Maison des cultures et langues du monde, 95, boulevard de l'Oise, 95490 Vauréal, tél : 07 52 18 18 99, <http://repaircafe95.fr>

Consommer moins et mieux en Val-d'Oise



Deux cents adresses dans le département pour une consommation responsable : une mine ! Les contacts des AMAP, jardins d'insertion, réseaux de vente directe, magasins bio, ventes à la ferme, vêtements d'occasion, commerce équitable, aides aux économies d'énergie, repair café, produits naturels pour le jardin, réparateurs de vélos, SEL et associations dans différents domaines...

- Consommer moins et mieux en Val-d'Oise, Marie-Noëlle Budini et Alain Delacour, *Penser la vie autrement*, 38, rue Louis-Masson, 95600 Eaubonne, 6^e édition en novembre 2015, 12 €.

La Case

La Case est un centre de documentation et d'animation sur la solidarité internationale. Elle existe depuis 1989. Membre du réseau des centres de documentation sur le développement et la solidarité internationale (Ritimo), elle intervient dans le domaine de l'éducation populaire. Elle forme des enseignants, des animateurs de centres sociaux ou de collectivités publiques, des infirmiers, des bailleurs sociaux, des salariés associatifs aux notions de solidarité internationale, de développement durable, de société multiculturelle, de lutte contre les discriminations...

- La Case, 1, rue Jean-Bullant, 95400 Villiers-le-Bel, tél : 01 39 92 57 32, www.lacase.org

Objecteurs de croissance



Le Collectif des objecteurs de croissance de Seine-et-Marne Sud (COC77S) est constitué de personnes convaincues que la croissance, dogme repris par tous les partis politiques sans exception, est dans une impasse. Ce dogme s'appuie en effet sur la présomption que les ressources naturelles, carburant de cette croissance, seront toujours disponibles et que, même si elles disparaissaient, la science et les technologies sauraient déjà y remédier, ce qui constitue une imposture. Le COC77S propose donc de revoir les grands principes de la politique économique et, dans le même temps, de changer les modes de pensée tels qu'ils se sont forgés depuis la révolution industrielle.

Pour ce faire, le COC77S utilise trois axes de communication :

- ♦ l'information de nos concitoyens par rapport aux modes de vie à oublier tels que : abondance, vitesse, concurrence et dopage de la croissance à l'EPO (endettement, publicité, obsolescence programmée) ;
- ♦ la collecte de savoir-faire permettant d'acquiescer les autonomies nécessaires à une société non croissante ;
- ♦ la proposition de solutions adéquates pour une société juste et solidaire ménageant l'avenir des générations futures.

Pour cette raison, le collectif anime des stands lors de manifestations ou de festivals, pour permettre aux citoyens de prendre en compte cette réalité. Il est convaincu que les solutions de demain doivent se mettre en place dès aujourd'hui afin d'être prêtes lors du changement inéluctable qui se profile.

Contact : coc77s@mailoo.org

Compagnie rayon d'écrits

La Compagnie rayon d'écrits réalise des spectacles vivants (théâtre, chants [chan-son et chan-signe], cirque...) en langage parlé et langue des signes pour les sourds. Elle anime également des ateliers de noétomalalie : l'art de s'exprimer par le geste. Ses membres interviennent dans différentes salles de spectacles pour traduire des films, pièces de théâtre, etc. en langue des signes.



• Compagnie rayon d'écrits, Maison de quartier des Toulouses, 20, place des Toulouses, 95000 Cergy, contact@rayondecrits.fr, www.rayondecrits.fr

Et également

» Agriculture bio

♦ **ABC Ecologic**, Lionnel Hugel, 19, rue Ampère, 77100 Meaux, tél : 01 60 23 79 90, lavielaideur-meaux@orange.fr

♦ **Le verger d'Ulysse**, Stéphane et Laurence Delaportas, 209, rue de Mun, 77190 Dammarie-les-Lys, tél : 06 05 02 67 42 ou 09 71 20 20 84 ou 09 66 85 47 45

♦ **Patibio**, 1, rue des Frênes, 95610 Eragny-sur-Oise, tél : 01 34 42 15 15, www.patibio.com Grosse boulangerie-pâtisserie dont les produits sont distribués dans de nombreux points de vente bio de la région Ile-de-France

♦ **Incrovables comestibles à Cergy-Pontoise**, tél : 06 66 88 31 37, incroyablescomestiblescergy@gmail.com <https://www.facebook.com/IncrovablesComestiblesCergy>. Développer des potagers bio mis à la disposition du public, mais également s'investir dans de multiples actions liées à la transition.

» Culture

♦ **La Tête des trains**, place de l'Eglise, 77123 Tousson, tél : 01 64 24 76 37, www.latetedestains.com. Ce lieu accueille différentes activités : café, concert, cinéclub, cours de sophrologie, arts plastiques...

♦ **Les Cuizines**, rue de la Haute-Borne, 77500 Chelles, tél : 01 60 93 04 70, lescuizines.fr. Scène de musiques actuelles

♦ **Théâtre 95**, allée du Théâtre, 95000 Cergy. Théâtre fonctionnant en SCOP avec des partenaires de proximité : enseignants, animateurs, services culturels, hôpitaux...

♦ **Art & Muses**, Maison des associations, 7, place du Petit-Martray, 95300 Pontoise, tél : 01 30 36 80 27 ou 06 89 90 10 98, <https://sites.google.com/site/artetmuses/> Milite pour le droit à la culture pour tous. Créée en 2007 par des amateurs de jazz adhérents des Club Unesco, s'est ouvert depuis à la bande dessinée.

♦ **95degres.net**. Site associatif mis en place pour la promotion des événements culturels et artistiques à Cergy-Pontoise et dans le Val-d'Oise



Association végétarienne de France

L'Association végétarienne de France mène de front de très nombreuses actions pour promouvoir l'alimentation végétarienne dans notre pays et aider au quotidien tous les végétariens ou les personnes choisissant de réduire leur consommation de viande : conseils culinaires, conseils pour changer ses habitudes alimentaires, journées mondiales végétariennes pour sensibiliser le public aux questions liées au végétarisme (santé,

environnement, relations Nord-Sud, souffrance animale...), actions pour demander des repas végétariens dans les cantines, action contre la promotion officielle de la viande... Elle publie une revue trimestrielle qui relaie les nombreuses initiatives locales et les prises de position de personnalités. Elle tient à jour, sur son site internet, la liste des restaurants végétariens.

• Association végétarienne de France, BP 4, 77390 Chaumes-en-Brie, www.vegetarisme.fr

» Education

♦ **Ecole Montessori**, 2, place Hubert-Jolivet, 95290 L'Isle-Adam, tél : 01 34 69 18 33

♦ **Ecole ouverte des Bourseaux**, 34, rue Alexandre-Prachay, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône, tél : 01 30 37 24 42. Pédagogie Freinet, 12 classes. Ecole publique ouverte en 1980 et en projet depuis 1977 à l'initiative de la municipalité

♦ **Ecole Montessori bilingue**, 106, rue Alexandre-Prachay, 95590 Presles, tél : 01 39 37 72 10

» Environnement

♦ **Association de défense de l'environnement dans le nord de la Seine-et-Marne (ADEV Nord 77)**, BP 51812, 77231 Dammartin-en-Goële Cedex. Lutte contre les gaz de schiste, pour le maintien de la protection de la forêt de Montgé-en-Goële (menacée par l'exploitation des carrières de gypse), pour le développement de la bio et la réduction des déchets à la source, etc.

♦ **Les Amis de la Terre Val-d'Oise**, Thierry Avramoglou, 1 bis, rue Morisset, 95170 Devil-la-Barre, tél : 01 39 83 51 74, valdoise.amisdelaterre.org

♦ **Agir pour l'arc forestier**, mairie de l'Isle-Adam 45, Grande Rue, BP 90083, 95290 L'Isle-Adam, www.arcoforestier.fr. Née en 2013 pour demander qu'une continuité écologique soit maintenue entre les trois principales forêts du département (Montmorancy, l'Isle-Adam, Carnelle) et celles de l'Oise (Chantilly, Halatte, Ermenonville)

♦ **Opti'vélo**, www.optivelo.org. Association née en 2013 pour favoriser l'autonomie à vélo, active dans la vallée de la Marne.

♦ **Marne-et-Gondoire à vélo**, <http://mameetgondoireavelo.wordpress.com/>

♦ **Objectif Zéro déchets de la région melunaise**, <http://www.zerodechets.org/index.html>

» Habitat

♦ **Archi Made architecture**, Sylvie Boulanger, 275, rue de Paris, 95150 Taverny, tél : 01 39 95 48 94 ou 06 09 66 52 87

♦ **Kiha**, 39, avenue de l'Oise, 95620 Parmain. Atelier d'architecture intérieure avec utilisation de matériaux écologiques et durables.

» Médias

♦ **Rebelle-Santé**, Sophie Lacoste, CS 80203, 77520 Donnemarie-Dontilly, www.rebelle-sante.com. Depuis 1998, cette revue présente des alternatives dans tous les domaines de la santé.

» Politique

♦ **Société écologiste et solidaire des amis d'Eragny (SESAME) – le Pic vert**, David Gandon, 14, rue du Moulin, 95610 Eragny-sur-Oise, tél : 06 70 81 66 57. Groupe écolo local.

♦ **Alternative libertaire Val-d'Oise**, al95@alternativelibertaire.org

♦ **Groupe Colibri**, <http://colibris.77.free.fr/>

♦ **Le merle moqueur**, Fédération anarchiste de Cergy-Pontoise, le-merle-moqueur-cergy@federation-anarchiste.org

» Solidarités locales

♦ **Bibliothèque ATD-Quart-Monde**, 8, route de Vaux à Epluchés, 95540 Méry-sur-Oise, tél : 01 34 08 31 44. revue.quartmonde@atd-quartmonde.org

♦ **Le Maillon**, chantier d'insertion de personnes en difficulté par le jardinage, la vente de nourriture et de vêtements, tél : 01 30 30 13 21, lemaillon1@orange.fr

♦ **Café des bonnes nouvelles**, fondé par Sylvie Leduc, 06 23 51 58 65, sylvie.kruissel@gmail.com

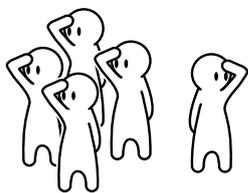
♦ **Planète sésame mëtisse**. Restaurant d'insertion qui, outre un restaurant-traiteur à Saint-Ouen-l'Aumône (cuisine du monde), vient d'acquiescer un camion. contact@traiteur-metisse.com tél : 01 30 37 98 75

♦ **Alternative C**, 33, boulevard du Port, 95000 Cergy, <https://www.facebook.com/alternativeconsumerucp>, Association étudiante, née en 2015, visant à mettre en place des circuits courts entre producteurs et étudiants, favoriser le "faire soi-même" et la récupération.

» Solidarités internationales

♦ **Artisans du monde**, 2, avenue Budenheim, 95600 Eaubonne, tél : 01 34 27 65 95

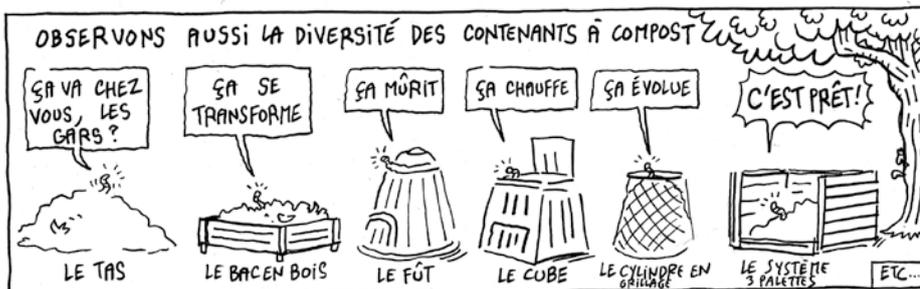
♦ **Frères des hommes**, 16, rue des Dentellières, 95570 Bouffemont



Alternatives

TRANSFORMISTES!

UNE FOIS LANCÉS, LES COMPOSTEURS NE CESSENT PLUS JAMAIS DE SE TRANSFORMER. À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR.



» Paris

La nouvelle Rôtisserie

La Rôtisserie était un restaurant associatif alternatif et autogéré qui a fonctionné de 1998 à 2012 au 4, rue Sainte-Marthe, dans le 10^e arrondissement. Après des années de conflit avec le propriétaire, l'équipe d'alors avait décidé de mettre la clé sous la porte. Elle proposait à midi un repas à un prix abordable et proposait sa cuisine et sa salle le soir aux associations qui le voulaient. Les dernières années, ce sont plus de 120 associations différentes qui ont assuré plus de 150 soirées.

Après l'annonce de la fermeture, une équipe se met en place pour animer "une rôtisserie hors les murs", le temps de trouver de nouveaux locaux. Ces derniers sont trouvés en 2013 et une longue phase de travaux commence. Enfin, le 1^{er} mars 2016, elle a rouvert le soir, avec le même succès : presque tous les soirs, un repas de soutien s'y tient ! Son nom ne le suggère pas mais, pourtant, des plats végétariens sont systématiquement proposés. Une équipe se cherche pour animer le repas du midi.



La nouvelle Rôtisserie, 4, rue Jean-et-Marie-Moinon, 75010 Paris, www.lanouvellerotisserie.org

Médias

♦ **"Yonne l'autre"**, yonnelautre.fr. Ce site internet diffuse de l'information alternative sur le département de l'Yonne avec le soutien de différentes associations locales.

♦ **En Transition !** Les magazines édités par la Scop finistérienne *La Maison des Possibles* font peau neuve. Exit *Bretagne Durable* et *Provence Durable*, faites place à *En Transition !* La formule devient plus engagée et grand public. Le nouveau bimestriel, dont la sortie est prévue en juin 2016 grâce au financement participatif, se déclinera (toujours) dans leurs régions principales de diffusion, la Bretagne, la Provence et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. *La Maison des Possibles*, 10 rue de la Tannerie, 29600 Plourin-Les-Morlaix, tél. : 09 81 71 43 23, www.la-maison-des-possibles.com.

» Paris 12^e

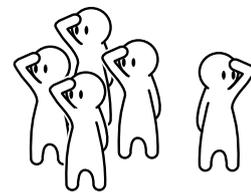
Siga-siga, la boutique sans argent

Installée dans l'ancienne gare de Reuilly, Siga-Siga est une boutique où chacun peut venir déposer des objets ou en récupérer d'autres, sans contrepartie financière. C'est géré par l'association La boutique sans argent depuis 2013. Cela s'est inspiré du Magasin pour rien déjà existant à Mulhouse. Contrairement aux recycleries, il n'y a pas de réparation, ni de revente... donc pas d'autres ressources que les aides publiques (contrats aidés avec Pole-emploi, subventions de la région, mise à disposition des locaux par la mairie du 12^e) et l'engagement des bénévoles. Et que veut dire "siga-siga" ? "doucement-doucement" en grec... car l'idée est sortie d'une discussion sur la crise grecque.

• *Siga-siga, la Boutique sans argent, maison des associations, gare de Reuilly, 181, avenue Dumesnil, 75012 Paris, tél. : 07 82 78 91 87, <http://laboutiquesansargent.org/>*

• *Magasin pour rien, 103, rue Vauban, 68200 Mulhouse, tél. : 03 89 33 97 86, www.mcm-web.org*





» **Dijon**

Quartier libre des Lentillères



Depuis 2010, une ancienne zone de maraîchage à proximité de la ville est occupée par des personnes qui veulent conserver la vocation agricole du lieu. Elles s'opposent au projet d'écoquartier de la mairie, en fait une vaste opération immobilière. Au fil des ans, trois fermes maraîchères ont vu le jour ainsi qu'un jardin collectif tenu par une trentaine de personnes, un rucher et plusieurs dizaines de parcelles jardinées seules, en famille ou entre ami-e-s. Des habitats légers se sont installés et environ 70 personnes vivent sur place... Un rendez-vous hebdomadaire (chaque dimanche à 14 h 30) permet de gérer démocratiquement les lieux. A plusieurs reprises, la municipalité a essayé de reprendre la main, mais en vain pour le moment. Le lancement du chantier de l'écoquartier est maintenant annoncé pour 2018. La résistance se tient prête pour une éventuelle nouvelle ZAD.

Quartier libre des Lentillères, 39-45, rue Philippe-Guignard, 21000 Dijon, <https://lentilleres.potager.org/>

» **Marseille**

La salle gueule

"La Salle gueule" est une salle de concert associative située dans le centre-ville qui depuis 2012 propose une dizaine de rendez-vous chaque mois. La démarche s'inscrit dans une visée d'émancipation sociale :



anti-sexisme,
anti-racisme,
anti-fascisme,
véganisme...
Chaque mois, la salle accueille une cantine végane pour un repas dont les bénéfices

sont reversés à la Croix noire anarchiste. Si le punk est bien représenté, la salle est ouverte à tous les styles de musique. La salle participe au réseau DIY (do it yourself, faites-le vous même). Les soirées sont à prix libre la plupart du temps.

La Salle gueule, 8, rue d'Italie, 13006 Marseille, <http://lasallegueule.free.fr/>

» **CHRONIQUE**

BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

Philippe Desfilhes

Défi local Un grand restaurant parisien ne se fournit qu'en produits d'Île-de-France

Lorsqu'on déjeune au restaurant Terroir parisien, place de la Bourse à Paris, on constate que relocalisation et gastronomie peuvent aller de pair.

"Dans chaque plat, la quasi-totalité des produits provient de la région parisienne", explique la serveuse en apportant l'entrée. La carte propose un semainier des producteurs d'Île-de-France. Au programme : lundi, agneau Champvallon de chez Morisseau (un éleveur d'Aufferville, en Seine-et-Marne), etc.

Patrimoine gastronomique en danger

"J'ai pensé qu'il fallait redonner un sens et une direction à la cuisine parisienne en faisant redécouvrir des produits endémiques, c'est-à-dire originaires d'Île-de-France", explique Yannick Alléno.

Alexandre Drouard et Samuel Nahon, deux passionnés de gastronomie, qui ont créé Terroirs d'avenir pour approvisionner en produits frais les tables parisiennes, l'aident à recenser quelque 150 produits qui ont fait l'histoire de la gastronomie parisienne. Les trois hommes partent à leur recherche. "Là, je me suis franchement alarmé ! Il ne restait plus que 34 ou 35 produits endémiques, les haricots blancs de Pompadour, l'asperge d'Argenteuil ou la cerise de Montmorency. Mais la figue blanche de Paris et de nombreux autres fruits et légumes avaient disparu." Quant au chou de Pontoise, au cresson de Méréville ou à l'asperge d'Argenteuil, que la famille Berrurier était la dernière à cultiver à Neuville-sur-Oise, ils s'apprêtaient à connaître le même sort pour des raisons économiques.

Au secours de l'asperge et de la poire de terre

Cette perspective est insupportable au chef cuisinier. "La disparition de l'asperge d'Argenteuil aurait été une catastrophe ! Il faut que les gens sachent que l'agriculture industrielle fabrique des asperges à partir de greffons modifiés et qu'il faut cinq ans pour produire une espèce d'asperge endémique, en accouplant des graines mâles et femelles. Alors, je suis allé voir les Berrurier et leur ai garanti que j'achèterai toute leur production."

"Nous avons aussi réintroduit la carotte ronde de Paris, la coulemelle de Courances et la poire de terre, remise en culture par Laurent Berrurier dans le Val d'Oise. Cuite ouverte en deux au four en papillote, avec un peu de réglisse, cette poire est magnifique !"

En mars 2012, Yannick Alléno ouvre le premier Terroir parisien dans le cinquième arrondissement de Paris, à la Maison de la Mutualité, puis en novembre 2013, celui du Palais Brongniart, dans le deuxième arrondissement.

Un mouvement qui fait tache d'huile

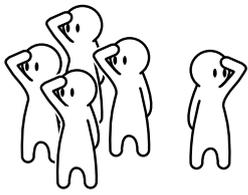
Plus de 150 produits d'Île-de-France sont à leur carte. "On redécouvre la capacité d'autosuffisance que pourrait avoir l'Île-de-France. Il ne faut pas oublier que Montreuil a été l'un des garde-manger les plus fournis de Paris !"

Le mouvement fait tache d'huile. "Nous n'avons jamais gardé un produit pour nous. Il faut voir Terroir parisien comme un mouvement culinaire et non pas comme une adresse de restaurant et je me félicite que 110 ou 120 chefs référents dans Paris aient adopté ses produits."

"Ici, c'est un laboratoire pour repenser la ville, poursuit Sébastien. Il y a plein de gens de tous les horizons, on se demande comment faire pour qu'ils se croisent, et une équipe s'y consacre. Alors que dans les quartiers, d'habitude, qui s'en occupe ? Les politiques ne s'y intéressent pas forcément."

- Terroir Parisien, Palais Brongniart, 28, place de la Bourse, 75002 Paris, tél : 01 83 92 20 30.
- Terroir Parisien, 20, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél : 01 44 31 54 54.

Note de la rédaction de Silence : à côté de ces deux restaurants branchés terroir, Yannick Alléno a ouvert 15 autres restaurant à Courchevel, Saint-Tropez, Dubaï, Marrakech, Pékin... Rien de local cette fois-ci !



Alternatives

» Alternatiba

Comment poursuivre la lutte pour le climat ?

Un pique-nique ensoleillé avec vue imprenable sur la Saône... bienvenue à la 11e Coordination européenne des Alternatiba, à l'Institut Marc-Perrot à Lyon, le 28 mai 2016.

Non-Violente COP21. Ils restent deux mouvements distincts, avec deux noms et deux logos différents, mais leur fonctionnement va être mutualisé. "Il y a eu quelques réticences, admet Jon, du fait que pour certains nouveaux

militants attirés justement par le message positif d'Alternatiba, il est parfois compliqué d'intégrer le registre de la confrontation, plus négatif, d'Action Non-Violente COP21". Mais Pauline, de Paris, explique l'intérêt de leur alliance : "Ce sont deux modes d'action différents pour la justice climatique. L'alternatif, c'est important pour faire changer les habitudes quotidiennes et le système, mais sans résistance aux projets climaticides, on n'ira pas assez vite, il faut une non-coopération de masse au système".

Inventer la suite

Après le blocage du sommet des pétroliers offshore à Pau, puis les actions européennes Ende Gelände (voir page Climat), la suite reste à inventer. Et les idées ne manquent pas. Alors qu'un groupe commence à monter une AlternaTV, d'autres ont pour ambition de réaliser un guide pour aider à créer des dizaines de lieux de ressources permanents

sur les alternatives.

La préparation de la COP 22, qui aura lieu à Marrakech en novembre 2016, est l'objet du projet d'Odyssee des alternatives, un bateau qui embarquera à Marseille et passera par l'Italie (Lampedusa), la Tunisie, l'Algérie et l'Espagne à la rencontre des projets de justice climatique. Il arrivera à Casablanca au bout d'un périple de 10 à 12 jours, chargé de 500 personnes de tous ces pays. Ce projet a pour force de mettre en avant le lien entre migrations et climat et de prendre à bras le corps le rapport Sud-Nord.

Alternatiba souhaite également s'engager pour la promotion des alternatives en matière de transition énergétique (Enercoop, Energie Partagée, Négawatt...) ainsi que dans la résistance aux traités de libre-échange Tafta et Ceta.

Guillaume Gamblin

Alternatives et résistances pour le climat

L'une des avancées de cette rencontre est la décision de lier Alternatiba et Action

» Vosges

La maison qui chemine

Après une formation de charpentier et d'architecte, Romain, 27 ans, et Pauline, 24 ans, se sont lancés dans la construction d'une "tiny-house", une maison qui tient sur une remorque de 2,40 x 7 m soit 16,8 m². Elle comporte de nombreuses ouvertures (9 ouvrants) et doit impérativement peser au final moins de 3,5 tonnes. Une fête s'est tenue le 28 et 29 mai pour son inauguration après cinq mois de chantier.



Romain Saunier et Pauline Fagué, 34, Le Village, 88240 Les Voivres, tél. : 06 98 23 26 70, www.lamaisonquichemine.fr

» Drôme

L'Atelier des alvéoles

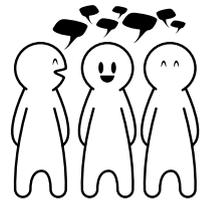


L'Atelier des alvéoles est une structure associant bureau d'études et organisme de formation. Il se propose d'animer des activités avec une approche éco-systémique et biomimétique. Il s'appuie sur les connaissances développées en permaculture, en agro-écologie, en ingénierie paysagère et entend participer à la transition vers un monde plus juste et plus agréable à vivre. Il assure des cours certifiés de permaculture (18 au 29 juillet à Cobonne), et de conception et mise en œuvre d'un jardin forêt (du 17 au 21 octobre à Terre Vivante, Isère). L'Atelier des alvéoles lance un projet d'habitat groupé d'inspiration permaculturelle, avec une suite de chantiers participatifs dont la construction de kerterre (petite maison en terre) (20 juin au 8 juillet).

L'atelier des Alvéoles, Antoine Talin, Quartier Combet, 26400 Cobonne, tél. : 06 71 37 89 75, <http://atelier-alveoles.fr>



Ce sont pas moins de 110 délégué-es (la plupart entre 25 et 35 ans) issu-es de 26 groupes locaux qui participent à cette rencontre, précise Sylvine, militante lyonnaise. C'est davantage qu'en 2015, signe que la dynamique du mouvement se poursuit après la COP 21. Passer à l'étape suivante est d'ailleurs l'enjeu de cette rencontre, explique Jon, impliqué depuis le début dans le processus. Au départ, les choses étaient assez simples, il y avait une proposition clé en main, celle de monter des villages des alternatives ainsi que le tour à vélo. "Mais on ne va pas reproduire cela *ad vitam aeternam*", précise-t-il. Il faut trouver les axes les plus pertinents par rapport au défi climatique. Nous avons beaucoup de profils de praticiens, mais l'élaboration stratégique reste parfois compliquée".



» Paris

Un club de foot militant

Ménilmontant Football Club 1871 (date en référence à la Commune), créé en 2014 dans le 20^e arrondissement de Paris, milite pour un sport populaire, éloigné des lobbys financiers. Il se positionne également contre les discriminations basées sur le genre, l'origine sociale, la religion et l'orientation sexuelle. A chaque match, les supporters dans les gradins sensibilisent, sur des banderoles, à une cause. Ils affichent leur soutien, par exemple, aux personnes sans papiers ou aux Palestiniens. Plus récemment, le groupe a montré son opposition au projet de loi Travail. Au MFC, jouer au foot, c'est aussi militer pour les luttes sociales. Cette cohérence se retrouve dans l'organisation-même fondée sur l'horizontalité. Le club amateur s'auto-finance grâce aux joueurs-ses et aux supporters, selon leurs moyens financiers. Aucune hiérarchie n'est instaurée, toute décision est prise collectivement.

Ménilmontant Football Club 1871, 11 rue des Panoyaux, 75020 Paris, mfc-1871@lpiff.fr

(Source : Bastamag, 20 avril 2016)

En avant vers la dictature !

♦ Manque de grenades offensives ?

CRS et Gardes-Mobiles ont appris, lors du salon Milipol qui s'est tenu à Paris en novembre 2015, que les grenades offensives utilisées dans les manifestations (et qui ont provoqué la mort de



Rémi Fraisse), ne seraient plus fabriquées par leur fournisseur habituel. Celui-ci a indiqué que la France étant le seul Etat européen à encore utiliser ce genre de grenades, il n'était pas rentable d'en poursuivre la fabrication. Les forces de l'ordre n'auraient plus que "2 à 3 ans" de stocks selon la police, un an selon les manifestants. (Médiapart, 16 décembre 2015)

♦ Belgique : fréquenter une bibliothèque relève du terrorisme.

En avril 2016, 29 personnes ont été inculpées pour "inci-

tation au terrorisme" ou "participation à des activités terroristes". Les documents de l'accusation montrent qu'elles sont accusées d'avoir fréquenté la bibliothèque anarchiste Acrata qui deviendrait "un lieu de recrutement". Selon l'accusation on y trouve des revues et documents considérés comme "des manuels de guérillas urbaines" et des appels à se révolter qui se muent en "appels au terrorisme". Les liens existant entre ces personnes en font "un groupe terroriste structuré". Bizarrement, aucun acte de terrorisme n'a été retenu contre elles. Elles sont donc inculpées uniquement pour leurs idées subversives. Bibliothèque Acrata, rue de la Grande Ile, 32, 1000 Bruxelles, <https://acratabxl.wordpress.com>

♦ Luxembourg : lire Médiapart est suspect !

Le 26 avril 2016, lors de la lecture de l'accusation contre Antoine Deltour (le lanceur d'alerte qui a rendu publiques des opérations financières illégales), le commissaire Roger Hayard a provoqué des rires dans la salle. Il a en effet relevé que l'analyse de l'ordinateur de l'accusé avait montré qu'il était abonné à la newsletter des Verts et qu'il consultait le site de Médiapart dont le directeur est un personnage qui a publié des articles qui condamnent la place financière luxembourgeoise ! Conclusion du policier : Antoine Deltour est un anticapitaliste ! Ce qui selon lui est un délit.

Dur, dur, d'être un migrant !

Une étude de l'INED portant sur le temps d'installation pour les migrants subsahariens arrivés en France, indique qu'il faut trois ans pour que la moitié des femmes africaines aient un titre de séjour d'un an, quatre ans pour un homme. 50 % des femmes ont trouvé un logement dès la 2^e année, trois ans pour les hommes. Il faut 4 ans pour que 50 % des femmes aient un travail, deux ans seulement pour les hommes. Au final, il faut entre six et sept ans pour que 50 % des migrants africains réunissent ces trois éléments, onze ans pour atteindre 75 %... ce qui correspond à une longue période d'insécurité.

Actes racistes en hausse, mais tolérance également en hausse

La commission nationale consultative des droits de l'Homme, CNCDH, a publié le 2 mai 2016, son rapport sur l'évolution de la situation face au racisme en France en 2015. Si l'on note une importante montée des actes antimusulmans (multipliés par trois par rapport à 2014) et la persistance des actes antisémites, on constate que dans l'opinion, la tolérance a également augmenté : "malgré les discours de certaines personnalités publiques, la société française refuse les amalgames et valorise l'acceptation de l'autre". Les chercheurs de la CNCDH mettent en avant plusieurs évolutions : une mobilisation large contre le Front national, le recentrage d'une partie de l'électorat de droite qui veut s'éloigner du FN, la volonté de paraître "politiquement correct". Les sentiments négatifs contre les Roms ont fortement baissé, les critiques contre l'islam portent surtout sur les signes religieux visibles comme le voile. Par contre, il reste un vieux fond d'antisémitisme liant les juifs avec l'argent.

Agri-bio



Fronde de chercheurs contre un rapport de l'INRA

Le 17 février 2016, 116 chercheurs issus de diverses institutions (CNRS, INRA, INSERM) ont envoyé une lettre au PDG de l'INRA, contestant point par point le volume 1 du rapport Vers des agricultures à hautes performances, intitulé "Analyse des performances de l'agriculture biologique", publié fin 2015. "Il ne s'agit pas de prendre partie en faveur de l'agriculture biologique, mais de plaider pour une analyse rigoureuse de ses forces et de ses faiblesses, ce qui, à nos yeux d'universitaires et de chercheurs, n'est pas le cas

dans ce rapport", précise le courrier. Citant des ouvrages hostiles à l'agriculture biologique dès le préambule, le rapport de l'Inra minimise systématiquement tout intérêt de l'agriculture biologique, sur l'environnement, la santé des agriculteurs ou des consommateurs, et au niveau de la rentabilité, avant de proposer d'autoriser les pesticides chimiques dans l'agriculture bio... Le rapport s'appuie aussi sur une enquête auprès d'agriculteurs bio... qui ne prend pas en compte la durabilité des fermes ni la préservation de l'envi-

ronnement. Les auteurs de cette lettre reprochent à l'INRA d'avoir abordé la question à travers des lunettes biaisées : "C'est comme si vous compariez la performance d'une bicyclette et d'une voiture uniquement du point de vue de la vitesse ! Le but de l'agriculture bio n'est pas de produire autant ou plus que l'agriculture conventionnelle, c'est de produire autrement, en respectant l'environnement écologique et social", rappelle un chercheur. Les signataires demandent le retrait de cette étude. (Reporterre, 17 février 2016)



Politique

Courir pour les droits en Bretagne, Palestine, Algérie...

Courir est parfois un moyen de rendre publiques de manière festive des revendications pour les droits culturels ou politiques, pour les droits des femmes, etc.

♦ **En Bretagne**, la *Redadeg* ("La course" en breton) a parcouru la Bretagne entre le 29 avril et le 7 mai 2016. Il s'agit d'une course à pied de 1700 km pour la langue bretonne. Elle est inspirée de la *Korrika* au Pays basque, qui a lieu tous les deux ans depuis 1980. Les kilomètres ont été achetés 100 € par des particuliers, des entreprises ou des mairies. Ces derniers sont ainsi invités à courir un kilomètre, de jour ou de nuit, pour transmettre le témoin, symbole de la transmission et de la vitalité de la langue bre-



Frédérique Huet

tonne. Cette cinquième édition qui a démarré à Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et s'est terminée à Lokoal-Mendon (Morbihan) a été un succès. L'ensemble des kilomètres ont été vendus, ce qui permet d'apporter des financements aux écoles Diwan (écoles associatives par immersion) et à une sélection de projets (jeux de société, crèches, revues, théâtre en breton...). Outre l'aspect financier, cet événement et les animations qui ont été organisés tout au long du parcours permettent de faire participer de façon festive un public large et de les sensibiliser à l'avenir de la langue.

♦ **En Palestine** s'est tenu le 3 mai 2016, pour la quatrième année consécutive, le *Marathon international de Palestine*. Les 4300 coureurs issus de 64 pays dont 1000 étrangers portaient des maillots de corps avec l'inscription "Pour le droit de circuler". Beaucoup étaient venu-e-s des quatre coins de Palestine pour le départ à Bethléem devant l'église de la nativité. Une centaine de participant-e-s de Gaza n'ont pas pu venir faute d'autorisation. "Ces obstacles sont

exactement ce que le marathon cherche à faire voir", expliquent les organisateurs : braquer les projecteurs sur les restrictions imposées par l'occupation israélienne. Avec 45 % de participantes, le marathon de Palestine affiche l'un des taux de participation féminine les plus hauts au monde, explique Lena Odgaard sur le site *Agence Médias Palestine*. Toute l'année des femmes s'entraînent à la course dans les rues de Palestine, amenant aussi les mentalités à évoluer. Informations sur <http://palestinemarathon.com>.

♦ **A Alger**, le 5 mai 2016, des centaines de femmes prenaient les rues pour une course inédite, bouleversant durant quelques heures l'ordre masculin qui règne habituellement dans le centre de la capitale, qui plus est un vendredi, jour de la grande prière hebdomadaire. C'était la première édition de *L'Algéroise*, "100 % femme et solidaire". L'intégralité de l'argent récolté est reversé à des associations locales luttant pour l'alphabétisation des femmes et contre les violences faites aux femmes.

» Israël-Palestine

Des centaines d'enfants palestiniens emprisonnés et maltraités

Pas moins de 440 mineurs de Palestine sont actuellement retenus en détention militaire par Israël, le chiffre le plus haut depuis que des statistiques existent. Fin décembre 2015, 116 enfants âgés de 12 à 15 ans étaient aussi dans ce



Dina Al Wawi, 12 ans, accueillie par sa famille après sa libération le 24 avril 2016

cas, soit onze fois plus que l'année précédente. Selon *Defense for Children International - Palestine* (DCI-P, Défense internationale des enfants - section Palestine), aucun autre pays au monde ne poursuit systématiquement des centaines d'enfants devant les tribunaux militaires chaque année. Sur 429 témoignages recueillis par l'ONG entre 2012 et 2015, dans 97 % des cas, aucun parent, aucun avocat, ne fut présent durant les interrogatoires. Pire : les enfants font régulièrement l'objet de mauvais traitements et de tortures, comme Abed, qui avait 14 ans à l'époque de son arrestation, qui se rappelle qu'il fut enchaîné à un mur, ses pieds touchant à peine le sol, pendant que les soldats lui portaient des coups sur le corps. (*Agence Médias Palestine*, 28 avril 2016.)

Réfugiés : le contre sens de l'Union européenne

Le 19 mars 2016, l'Union européenne a passé un accord avec la Turquie pour mettre en place une liaison maritime entre la Grèce et la Turquie... qui consistera à renvoyer en Turquie les réfugiés qui auront réussi à rejoindre la côte grecque ! Donc si les réfugiés syriens n'ont pas réussi à se noyer une première fois, ils pourront tenter leur chance une deuxième fois ! C'est ignoble !

C'est le contraire que l'on devrait faire : mettre en place une liaison maritime dans le sens Turquie-Grèce pour arrêter les embarquements sur des bateaux pneumatiques de loisir, stopper le travail des passeurs, et arrêter les noyades (plusieurs centaines chaque mois).

Le Haut-Commissariat aux réfugiés, organisme de l'ONU, a annoncé le 22 mars que l'Union européenne avait franchi "la ligne rouge". Considérant que les camps de réfugiés en Grèce deviennent de fait des "centres de détention", il annonce qu'il suspend sa participation à ces

opérations de regroupement qui violent les conventions sur les droits humains et que le HCR se contentera d'apporter une aide juridique aux réfugiés pour qu'ils puissent faire une demande d'asile à la Grèce.

L'Unicef, autre agence onusienne qui s'occupe des droits des enfants (40 % des réfugiés bloqués actuellement en Grèce dont 10 % non-accompagnés), a également protesté contre la décision de l'Union européenne.

L'Union européenne ne pourrait pas accueillir les 2,5 millions de Syriens en exil, alors que nous sommes 500 millions d'habitants ? L'Allemagne en a accueilli 1,2 million en un an. En proportion, la France devrait accueillir 300 000 réfugiés... soit une ou deux familles par commune. Ce n'est pas la mer à boire !

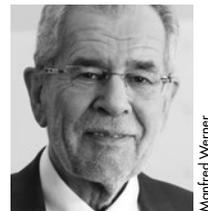
Le 23 mars 2016, un Syrien s'est immolé par le feu en apprenant qu'il allait être embarqué pour être ramené en Syrie.

» Autriche

Un président écologiste dans un pays coupé en deux

A l'issue du premier tour des élections présidentielles, le 24 avril 2016, le candidat écologiste Alexander Van der Bellen (21,34 % des voix), 72 ans, se qualifie pour le deuxième tour des élections présidentielles contre le candidat d'extrême-droite (35,05 % des voix). Les autres candidats des partis plus traditionnels sont éliminés. Au 2^e tour, le 22 mai 2016, il l'emporte de justesse avec 50,3 % des voix... le candidat d'extrême-droite réalisant 49,7 %. Il y a seulement 30 000 voix d'écart dans un pays coupé en deux : les grandes villes, les expatriés, les femmes, les diplômés ont plus voté écolo. Les campagnes, les ouvriers et les hommes ont plus voté extrême-droite.

Opposé d'économie, libéral au sein des Verts, Alexander Van der Bellen avait dans son programme l'opposition aux OGM, le refus du TAFTA, l'opposition au retour des frontières en Europe, l'appel à une solution européenne à la crise des réfugiés... mais le président n'a en Autriche qu'un rôle limité... le vrai pouvoir étant celui du chancelier.



Manfred Werner



16 septembre 1979 à Cologne Un die-in contre le nucléaire

En ce 15 septembre 1979, elles sont mille femmes à se réunir dans un ensemble scolaire de la banlieue de Cologne, en RFA. Elles viennent de toute l'Allemagne de l'Ouest pour parler du service militaire et du nucléaire. Les années 70 ont vu émerger de nombreux projets de centrales nucléaires des deux côtés du Rhin, et les manifestations et occupations ont été massives du côté allemand, comme à Wyhl où, en 1975, les populations locales ont occupé pendant neuf mois le futur site de l'usine ou encore à Brokdorf et Kalkar où les manifestations ont mobilisé entre 50 000 et 60 000 personnes en 1977. Dès 1975, la présence des femmes est manifeste dans la mobilisation. Des groupes non-mixtes s'organisent pour porter des revendications qui dépassent les analyses économiques proposées par les fermiers et marchands de vin de la région de Wyhl. Un groupe rédige un appel public, « Les femmes sonnent l'alarme », où il est question des dangers de la radioactivité, de la destruction de l'environnement et de l'avenir des générations futures. Les habitantes plutôt traditionnelles de cette région rencontrent lors de l'occupation les féministes des villes et apprennent à mener ensemble cette lutte.

500 femmes tombent et meurent silencieusement

En mars 1979, l'accident de Three Mile Island aux États-Unis a un grand retentissement en Allemagne où 100 000 personnes se rassemblent à Gorleben pour protester contre la construction d'un centre de stockage de déchets radioactifs. C'est dans ce contexte que le congrès des femmes de Cologne

est organisé afin d'articuler féminisme, pacifisme et mouvement antinucléaire. Des groupes de travail s'organisent sur des thèmes comme « fascisme et militarisation », « la politique antinucléaire des syndicats », « la technologie dans la vie quotidienne des femmes », thématiques plutôt absentes des milieux féministes français à la même époque. Un groupe cependant manque à l'appel, les femmes de Gorleben qui n'avaient pu quitter leur région : des forages avaient commencé sur le futur lieu de stockage, des militant.e.s montaient dans les arbres pour les protéger de l'abattage et les tensions étaient fortes avec les forces de l'ordre présentes en nombre. À Cologne, le congrès des femmes décide donc de mettre en pratique l'action directe non-violente discutée dans certains ateliers. Le 16 septembre, elles sont 500 à se retrouver devant la cathédrale au moment de la sortie de la messe. Une femme crie au mégaphone : « Attention, attention, un accident nucléaire vient d'avoir lieu dans l'entourage immédiat de notre ville ! ». Barbara Rosenberg, présente sur place, raconte la scène dans la revue féministe française *Histoires d'elles* : « Les cloches sonnent, au son strident de la sirène, soutenu par un gros tambour lugubre, cinq cents femmes tombent lentement sur les dalles du parvis et meurent silencieusement sur place sous les yeux ahuris des braves citoyens. Les « survivantes » distribuent les tracts et expliquent l'action aux passants. » S'ensuit une joyeuse farandole dans les rues de la ville, ponctuée de deux autres die-in silencieux.

Depuis, il y a eu Tchernobyl et Fukushima. En France et en Belgique l'État distribue des pastilles d'iode...

En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. www.revuesilence.net/affiche_100dates

Prix du macho de l'année

L'heureux élu pour l'année 2015 de cette distinction attribuée par l'association féministe *Les Chiennes de garde*, est le sénateur Les Républicains Jean-François Mayet, pour avoir dit que les femmes "sont quand même là pour faire des enfants" en évoquant la désertification médicale et la place que les femmes prennent dans ce métier. Son dauphin est le militant antinucléaire Stéphane Lhomme pour avoir demandé dans un tweet si l'ex-députée écologiste Barbara Pompili avait eu "une place de ministre pour une pipe". Le jury a voté "à l'aveugle" sur la seule base des citations sans connaître les noms.

Chiennes de Garde, Maison des Associations, boîte n°11, 5, rue Perrée, 75003 Paris, www.chiennesdegarde.com.

» Harcèlement sexuel

Pourquoi un si long silence chez EELV ?

Elen Debost, élue EELV, adjointe à la mairie du Mans, Annie Lahmer, conseillère régionale EELV Ile-de-France ont témoigné avoir reçu des SMS "provocateurs et salaces" de la part de Denis Baupin, vice-président de l'Assemblée nationale et époux de la ministre Emmanuelle Cosse. Sandrine Rousseau — actuelle porte-parole d'EELV — a témoigné d'une agression en 2011. Isabelle Attard, députée ex-EELV du Calvados qui a reçu de nombreux SMS en 2013 a également témoigné. Plusieurs collaboratrices ont joint leur témoignage au sujet de messages ou de gestes déplacés. En 2013, Vanessa Jérôme, dans un article universitaire, avait rapporté certains de ces faits... sans citer le nom de l'élus mis en cause. Le 9 mai 2015, Dominique Trochet-Allaire, présidente de la commission féminisme chez EELV avait interpellé le conseil fédéral sur ce sujet. Elle raconte que cela a provoqué sidération, déni, quelques huées, avant de recevoir des appuis. Un an après, l'affaire est rendue publique par *Médiapart* et *France-Inter* au moment où Denis Baupin quitte EELV. Bien que contestant les faits, Denis Baupin a démissionné de son poste de vice-président le 8 mai 2016 — tout en restant député — pour assurer sa défense.

Le 15 mai 2016, 17 anciennes ministres françaises, membres de partis politiques divers, ont signé dans le *Journal du dimanche* une tribune intitulée "L'impunité c'est fini" pour que la peur change de camp et que le sexisme ne soit pas regardé comme un fait dérisoire. Elles estiment toutes avoir été l'objet de comportements sexistes.

Le 30 mai 2016, de nouveaux témoignages sont publiés portant à treize le nombre de femmes qui accusent Denis Baupin.





Énergies

Les renouvelables font économiser

Il est prévu, au niveau mondial, de passer de 18 % de l'énergie consommée à 21 % en 2030 à partir des énergies renouvelables. L'Agence intergouvernementale pour les énergies renouvelables (www.irena.org) a publié le 17 mars 2016 une étude montrant que viser un objectif plus haut aurait de nombreux avantages. En visant 36 % d'ici 2030, cela permettrait de diminuer fortement les émissions de gaz à effet de serre et de laisser possible un objectif inférieur à 2°C de hausse des températures, mais surtout cela permettrait d'économiser des sommes considérables. Il faudrait en effet investir 290 milliards de dollars... mais cela provoquerait des économies dans le domaine de la santé humaine et sur l'agriculture comprises entre 1200 et 4200 milliards. En plus cela créerait plus d'emplois que de poursuivre les objectifs actuels.

» Electron libre

Une remorque pour assurer son autonomie



"La Frênaie", lieu alternatif d'habitation en yourtes et développant des techniques autonomes, "Le Courant alternatif", entreprise de constructions de productions d'énergies renouvelables, et "L'Atelier du Soleil et du Vent", association de formation et d'accompagnement à l'autoconstruction en énergies renouvelables, se sont associés pour concevoir "L'Electron libre", une remorque déplaçable (2,15 x 3,10 m pour une hauteur de 2,70 m) qui assure l'autonomie et qui peut être personnalisée : eau chaude, électricité, récupération d'eau, toilette sèche, douche, branchement pour machine à laver, stockage bois... Elle est réalisable en autoconstruction accompagnée ou clé en main, pour des prix qui vont de 7900 à 26000 €. On peut en savoir plus en contactant *Le courant alternatif*, tél. : 07 81 11 71 98, lecourantalternatif86@gmail.com

Taux de retour énergétique

Il ne suffit pas de produire de l'énergie... il faut aussi intégrer ce que cela consomme de produire cette énergie. Ainsi, pendant des années, il y a eu des doutes sur les photopiles : est-ce que leur fabrication ne consommait pas plus qu'elles ne produisaient ensuite ? Autre problématique : quand on va chercher du pétrole dans des lieux de plus en plus difficiles d'accès, quand est-ce que cela devient inintéressant... c'est-à-dire que l'on consomme plus qu'on ne produit ?

Il a été mis au point un mode de calcul au niveau international : le taux de retour énergétique. Plus les conditions sont favorables, plus il est élevé. Un taux de 100 indique qu'en dépensant une unité énergétique, on peut récupérer 100 fois plus. Un taux de 1 indique que l'on ne retrouve que ce que l'on a investi. En-dessous de 1, on perd de l'énergie.

Aux Etats-Unis, le calcul a été fait. Cela donne le tableau suivant :

Gaz naturel et pétrole dans les années 1930 (Etats-Unis)	supérieur à 100
Gaz naturel et pétrole dans les années 1970 (Etats-Unis).....	30
Gaz naturel et pétrole en 2005 (Etats-Unis).....	11 à 18
Gaz naturel et pétrole en 1999 (Monde).....	35
Charbon en 1950.....	80
Charbon en 2000.....	80
Sables bitumineux	2 à 4
Huile de schiste	5
Energie nucléaire	5 à 15
Energie hydraulique	supérieur à 100
Energie éolienne	18
Energie photovoltaïque.....	6,8
Ethanol (canne à sucre)	0,8 à 10
Ethanol à base de maïs	0,8 à 1,6
Biodiesel.....	1,3

En conclusions,

- Du point de vue de l'énergie, la meilleure source est l'hydraulique. Cette ressource limitée est renouvelable, ne mobilise pas de matériaux complexes (par opposition aux photopiles) et ne faiblit pas avec le temps. Reste que les retenues d'eau des barrages posent de multiples problèmes sociaux et environnementaux.
- L'éolien et le photovoltaïque voient leurs taux augmenter du fait des rapides progrès, mais cela reste encore relativement bas.
- Les agrocarburants, gaz de schistes, sables bitumineux ont déjà des taux extrêmement bas et n'ont guère d'avenir car le taux ne peut que baisser.
- Le charbon dispose encore d'importantes réserves. Le recours à cette source d'énergie est limité par la question de sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre.

(source : *Year in review, EROI or Energy return on (energy) invested*, David Murphy et Charles Hall, *Annals of New York Academy of Sciences*, n°1185, 2010)

» Voyage

Les vagabonds de l'énergie

A l'été 2016, François Glaizot et Clément Bresciani partiront de Normandie pour un périple d'un an sans avion à travers l'Amérique du sud, centrale et la grande Asie. Leur objectif est d'y rencontrer des personnes et de vivre avec elles pour comprendre et analyser leurs habitudes de vie liées à l'énergie. Dans quelle mesure les énergies renouvelables apportées aux pays "en développement" par les pays "développés" sont-elles appropriées au mode de vie local ? Comment s'organisent les structures sociales autour de projets innovants portés par les citoyens ? Comment réagissent les habitants déplacés en raison de l'exploitation de ressources énergétiques, fossiles ou renouvelables ? Comment les humains découvrent et exploitent le potentiel énergétique de leurs déchets ? Un film devrait en naître.

Les Vagabonds de l'énergie, M. et Mme Bresciani, 40, rue du Bal-Champêtre, 27400 Louviers, <http://vagabondsennergie.org>.





Appel du 26 avril (la suite)

Aujourd'hui, 5^e anniversaire de l'accident de Fukushima et du 30^e anniversaire de celui de Tchernobyl, plus de 400 événements se sont référés à l'Appel du 26 avril.

Si un bilan détaillé est impossible, l'Appel du 26 avril a résonné et a fait raisonner.

En particulier au niveau des artistes et il y a de quoi se réjouir.

La question que l'on doit se poser dans la circonstance est : "Comment gagner du temps de cerveau disponible pour amener la population mondiale à refuser que se poursuive la contamination radioactive de la planète du fait du modèle de développement que lui impose une oligarchie toute puissante dans son délire de domination et d'asservissement".

Aujourd'hui, quelques industriels de l'informatique, de l'énergie, du déplacement, de la chimie, de l'alimentation et du divertissement sont en mesure d'anéantir en quelques décennies des milliers d'années de diversité culturelle, agricole, linguistique, artistique et artisanale.

Pratiquement dans chaque domaine, la population à la fois cobaye et consommatrice est — tels des rats charmés par le joueur de flûte de Hamelin — promise à la dépendance et à son accomplissement dans l'anéantissement.

Les nombreux "accidents" pourraient enrayer cette course folle. Il n'en est rien. Accidents industriels, guerres, contaminations, crashes boursiers, non seulement n'imposent pas une remise en question du processus, mais semblent le renforcer. Jamais la disparité entre richesse et pauvreté, entre bonne santé et mauvaise, entre facilité de déplacement et impossibilité de résider n'a été aussi grande.

Et le nucléaire dans tout ça ?

Aucun accident aussi grave et irréversible soit-il n'a remis en question cette industrie.

En France, le lobby du nucléaire contrôle idéologiquement, financièrement et en terme de carrières les médias de masse, les Grandes Écoles, les chercheurs, les médecins, les partis politiques, les syndicats, l'Etat.

Chacun s'attend maintenant à un accident. Et les responsables de cette perspective ne veulent pas endosser la culpabilité qui les tenaillerait alors. Ils font en sorte de nous faire admettre que nous serions co-responsables de cet accident à venir en tant que consommateur d'électricité.

Nous sommes en « état d'urgence »?

Il faut croire que nous n'avons pas la même définition de ce dont il s'agit.

Bruno Boussagol

La censure, maladie d'un régime autoritaire

En 2016, *Reporters sans frontières* a classé le Japon à la 72^e place pour la liberté de la presse. Le pays était à la 11^e place avant l'accident de Fukushima. Cette chute suscite de grandes inquiétudes dans le monde.

Jake Adelstein, journaliste américain qui a travaillé de nombreuses années au Japon, estime qu'après la dégradation de l'information lors de l'accident nucléaire de Fukushima en 2011, la deuxième étape a été l'adoption d'une loi sur le secret d'Etat par l'administration de Shinzo Abe (1) en décembre 2013. Il est maintenant possible pour l'Etat de poursuivre tout blogueur ou journaliste qui brise ce secret. La peine peut monter jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et dix ans pour les personnes qui ont accès à des informations considérées comme secrètes dans le cadre de leur emploi. De nombreux sujets peuvent entrer dans cette catégorie plutôt vague : la défense nationale comme tout ce qui touche aux centrales nucléaires et à la santé des habitants de la province de Fukushima en font partie.

Dans un article intitulé : "L'hypothèse du génocide nucléaire", Jean-Jacques Delfour (2) écrit que le secret-défense qui entoure la question nucléaire permet de minimiser les conséquences sanitaires des essais nucléaires, des accidents et des rejets continuels des réacteurs nucléaires. Or, l'on sait maintenant que la présence permanente de particules radioactives dans l'air, même à faible dose, peut expliquer en partie la hausse importante de certaines maladies comme le cancer.

Arnie Gunderson, expert nucléaire américain, dénonce les pressions officielles qui empêchent les médecins de parler. Il rapporte des cas de pieds devenus noirs (mauvaise circulation du sang), de cheveux tombés, de furoncles, de sang dans les poumons... qui sont autant de signes d'une contamination radioactive. Il a entendu des rumeurs de hausse de mortalité chez les enfants, mais n'a aucun moyen de le vérifier. Il rappelle que 60 millions de Japonais vivent en zone contaminée.

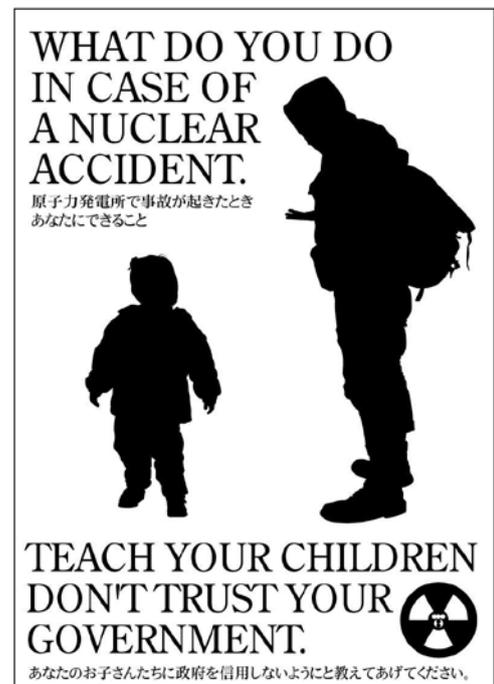
David Kaye, rapporteur spécial de l'ONU pour les droits humains, s'étonne des obstacles que rencontrent les journalistes pour mener des enquêtes en particulier dans le domaine nucléaire. Il considère comme illégale la loi sur le secret votée en 2013 et qui bloque des informations cruciales sur le nucléaire ou la gestion des catastrophes.

Enfin, dans un rapport alarmant remis aux autorités le 27 avril 2016, l'AIEA (3) relève que les inspecteurs dépendant de l'Autorité de régulation nucléaire japonaise ne sont pas autorisés à intervenir à l'improviste dans les centrales ! Ils peuvent les visiter, mais non se faire remettre les correspondances entre les dirigeants ou se plonger dans les rapports internes. Au Japon, une inspection dure en moyenne 168 heures contre 2000 heures aux Etats-Unis.

(1) Actuel Premier ministre (parti libéral démocrate)

(2) Professeur de philosophie. Voir le blog de J.Jacques Delfour sur Mediapart.

(3) Agence internationale de l'énergie atomique, agence des Nations unies faisant la promotion de l'énergie nucléaire dite civile.



"En cas d'accident nucléaire, apprenez à vos enfants à ne pas croire ce que dit le gouvernement"

Santé

» Téléphones portables

Lien confirmé entre cancers et radiofréquences

Une vaste étude aux Etats-Unis, réalisée par le National Toxicology Program, vient de donner ses premiers résultats, fin mai 2016 : après deux ans d'exposition aux ondes de téléphones portables (et en neutralisant toute autre source de pollution possible), les rats utilisés présentent un nombre anormalement élevé de cancers, confirmant deux études déjà réalisées en 2010 et 2014. Ce sont des cancers au cerveau et des lésions du cœur qui sont trop nombreux.

Cigarette électronique... mais pas sans danger

Dès 2009, le service de santé des Etats-Unis, la Food and Drug administration, publiait un rapport sur les dangers des produits utilisés dans les cigarettes électroniques. Le CIRCC, centre international de recherche sur le cancer, a classé comme "cancérogène" le formaldéhyde utilisé pour produire la vapeur. Le 20 mai 2016, une ordonnance du gouvernement a fait entrer la cigarette électronique dans les produits du tabac, ce qui a comme conséquence l'interdiction d'en faire la publicité, d'en offrir à prix cassé, d'en vendre aux mineurs.



DR

LOGM

» Nouveaux OGM

Des paysans occupent les locaux de Vilmorin-Limagrain

Le 20 mai 2016, une centaine de paysans occupaient, à l'initiative de la Confédération Paysanne, les locaux du quatrième semencier mondial Vilmorin-Limagrain, à Portes-les-Valence (Drôme). Ils entendaient ainsi alerter sur la diffusion de nouveaux OGM par cette entreprise. Vilmorin, qui développe et commercialise déjà des plantes transgéniques (notamment en Espagne), cherche à développer également des OGM qui

utilisent de nouvelles techniques de modification du vivant, notamment Crisp/Cas9. Ces nouvelles technologies interviennent directement au niveau génétique, via l'insertion

de gènes qui ne sont pas conservés par leurs descendants. Mais Vilmorin participe activement au lobbying pour que les nouveaux OGM issus de ces biotechnologies échappent à la législation actuelle sur les plantes transgéniques. Si c'était le cas, ces plantes se retrouveraient dans les champs et dans les assiettes sans étiquetage permettant de choisir de s'en passer. Les militants demandent aussi à l'Etat français, qui possède 10 % des fonds de cette société, de la contraindre à respecter les droits des paysans et des consommateurs.



La Roumanie sort des OGM

La Roumanie accueillait 140 000 hectares de soja transgénique avant son entrée dans l'Union Européenne en 2007, qui y a mis un coup d'arrêt, cette variété étant interdite. Mais le pays continuait jusqu'ici à cultiver du maïs MON810, autorisé celui-ci. En 2014, 770 hectares de cet OGM étaient encore cultivés dans le pays. Beaucoup de semences avaient été offertes gratuitement aux agriculteurs. Le fait que Steflian Fuica, ministre de l'agriculture en 2012, soit un ancien directeur du marketing pour Monsanto Europe, avait dû faciliter cette opération. Mais la productivité de ce maïs OGM est si mauvaise par rapport aux variétés conventionnelles, que les agriculteurs s'en sont tous détournés. Il ne reste que 2,5 hectares cultivés en 2015, dans une station de recherche. Néanmoins, le pays poursuit les expérimentations en plein champ de pruniers notamment. En République tchèque et en Slovaquie, cette tendance se confirme : les surfaces d'OGM cultivées y ont été divisées respectivement par deux et par quatre, représentant une part infime de la production de ces pays. (Inf'OGM).

Venez découvrir toute la programmation et nos invités : festival-resistances.fr

RESISTANCES
ESTIVAL
4 thèmes / 100 films
Cinéma & Débats
Du 8 au 16 juillet 2016
Foix-Ariège Pyrénées

UNE ÉDUCATION JOYEUSE
9 & 10 juillet

ÉTRANGERS À DOMICILE
11 & 12 juillet

VOYAGE,
ENTRE DÉSIRS ET DÉSASTRES
13 & 14 juillet

PAROLE SOUS PRESSE
15 & 16 juillet

ZOOM GÉOGRAPHIQUE
GRÈCE
Tous les soirs à 18h

JEUNE PUBLIC
Du 11 au 15 juillet, à 10h.
Accueil éducatif gratuit
de 3 à 11 ans.

APÉRO-CONCERTS
Gratuit - 19h30

PROJECTIONS PLEIN-AIR
Gratuit - 22h30

SPÉCIAL 20ÈME ÉDITION
Bal populaire : Samedi 9 juillet à 20h30
Nuit du cinéma jeudi 14 juillet :
La lutte en chantant

» Afrique

Tournons la page

Imaginez que Jimmy Carter soit toujours à la Maison Blanche, que Georges Pompidou ou l'un de ses enfants soit toujours à l'Élysée. Impossible ? C'est pourtant la situation dans une douzaine de pays africains depuis la décolonisation :

- Au Togo, les Gnassingbé sont au pouvoir depuis 1967.
- Au Gabon, les Bongo sont au pouvoir depuis 1967.
- En Angola, Josué Eduardo Dos Santos est au pouvoir depuis 1979.
- La Guinée équatoriale est dirigée par Toedoro Obiang depuis 1979.
- Le Cameroun est sous la coupe de Paul Biya depuis 1982.
- L'Ouganda sous celle de Yoweri Museveni depuis 1986.
- Le Zimbabwe sous celle de Robert Mugabe depuis 1987.
- Le Soudan sous celle d'Omar El-Béchir depuis 1989.
- Le Tchad sous celle d'Idriss Déby depuis 1990.
- L'Érythrée sous celle d'Issayas Afeworki depuis 1993.
- La Gambie sous celle de Yahya Jammeh depuis 1994.
- La République démocratique du Congo sous celle des Kabila depuis 1997...

Le record restant toutefois au Maroc dont la famille de l'actuel roi est au pouvoir depuis 1631 !

En 2014, un collectif s'est mis en place "Tournons la page" pour venir soutenir et protéger ceux et celles qui en Afrique, se battent pour des transitions démocratiques. En France, cette campagne est relayée par le Secours catholique. Des coalitions nationales se sont mises en place avec le soutien de cette campagne au Congo, en République démocratique du Congo, au Gabon et au Cameroun. Une campagne de soutien en France et en Belgique a démarré en avril 2015 sous le titre "En Afrique comme ailleurs, par de démocratie sans alternance". Un séminaire s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) en janvier 2016 pour renforcer le réseau des associations et des citoyens mobilisés.

Tournons la page, Secours Catholique, Caritas-France, 106, rue du Bac, 75007 Paris, <http://tournonslapage.com>

» Souveraineté alimentaire

L'Europe pille les richesses de l'Afrique

C'est la Commission Développement du Parlement Européen elle-même qui pointe du doigt, dans un rapport daté du 20 avril 2016, l'hypocrisie de la politique de l'Union Européenne en matière de lutte contre la malnutrition et pour la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne. L'Europe contribue pour 500 millions d'euros par an au programme NASAN lancé en 2012 par

» CHRONIQUE

EN DIRECT DE NOS COLONIES

Mathieu Lopes

Mayotte debout

La couverture médiatique des mouvements sociaux en France n'est déjà pas fameuse. Pour les luttes dans les départements d'outremer, le premier réflexe est de les ignorer simplement : ce n'est qu'après deux semaines de grève générale et d'émeutes à Mayotte que la situation a commencé à intéresser les rédactions. Ce mouvement avait commencé en réalité en novembre 2015 pour exiger les mêmes droits qu'en France hexagonale. En effet, malgré la départementalisation de l'île comorienne en 2011, le Code du travail n'y est pas pleinement appliqué, la semaine de travail est de 39 heures, le montant du RSA est diminué de moitié, beaucoup d'infrastructures manquent, entre autres inégalités flagrantes. Ce premier mouvement avait été suspendu suite à la mise en place de l'état d'urgence qui avait interdit la tenue de barrages. La loi El Khomri du printemps 2016 est venue raviver le mécontentement social à Mayotte, prenant la forme de manifestations massives et de blocage des voies de communication du pays. Des émeutes ont aussi eu lieu. Elles ont été présentées comme n'ayant pas de lien avec le mouvement, mais on peut supposer qu'elles sont le fruit du terreau socio-économique de l'île.

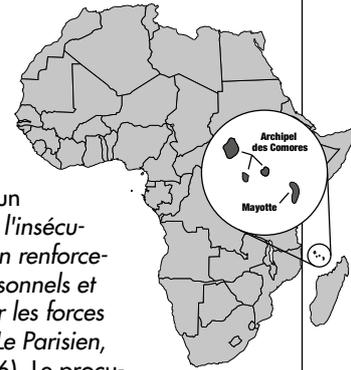
Les revendications intéressent moins les médias que "les violences". Suite à la mort d'un "métropolitain" poignardé par des jeunes adolescents, une journée "île morte" avec une marche est organisée, très relayée médiatiquement. On apprend que 5000 à 6000 personnes y participent (quand on ignore toujours combien de personnes exactement ont participé aux manifestations et au blocage de l'île). Manuel Valls a annoncé un lot de mesures pour Mayotte : plusieurs, étalées sur le long terme, concernent la situation économique et ne sont pas toutes "encore totalement

défini[es]", mais la seule déployée en urgence est un "plan contre l'insécurité" avec "un renforcement de personnels et moyens pour les forces de l'ordre" (Le Parisien, 26 avril 2016). Le procureur de Mayotte, Joël Garrigue, décrit lui-même les racines économiques de la "délinquance" : "les cambrioleurs ouvrent tout, y compris le frigo. Ailleurs, je n'avais jamais vu ça"... Rares sont les publications qui parlent dans le même temps d'une autre insécurité, massive et venant

de l'État français. L'exacerbation d'une identité nationale française mène en ce moment à une "chasse aux étrangers" par des Mahorais qui expulsent de leur maison ceux qui étaient encore leurs concitoyens il y a quelques années. La Cimade dénonce l'inaction complice des autorités françaises. Il convient de rappeler que l'occupation illégale de Mayotte par la France (1), qui a dressé une frontière au milieu des îles comoriennes, tue régulièrement. Migreurop et d'autres rappellent que la militarisation de la frontière "n'a pas stoppé les déplacements ou les retours consécutifs à une expulsion vers Mayotte, mais a eu pour conséquence directe la mort en mer de milliers de personnes". De ces morts-là, imputables à la politique coloniale, il n'en sera pas question.

Note de la rédaction : depuis l'écriture de cet article, la situation sur place s'est encore aggravée.

(1) Lire "Dossier noir n°19, Comores-Mayotte : une histoire néocoloniale" de Pierre Caminade, éd. Agone/Survie.



Une chronique de : Survie, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <http://survie.org>



le G8 dans ce but. Or cette initiative favorise en réalité un modèle agricole industriel et tourné vers les exportations au détriment d'une agriculture paysanne et familiale. Mis en place sans concertation avec les populations concernées, ce système facilite l'accaparement des terres et la mainmise sur les semences par les multinationales comme Cargill, Dupont, Monsanto, Nestlé, Syngenta, Unilever... L'incitation de ce pro-

gramme à adopter des standards de semences industrielles, ce qui rendra difficile l'échange de semences traditionnelles, est particulièrement critiqué par la Commission, qui appelle aussi à cesser de soutenir la culture d'OGM en Afrique, protégés par des brevets qui en interdisent la libre reproduction. (Source : Inf'OGM, mai 2016).



Environnement

Notre-Dame-des-Landes



◆ Conférence environnementale : Notre-Dame-des-Landes s'invite.

Le 25 avril 2016, lors de la conférence environnementale à l'Élysée, un drôle d'invité surprise s'est incrusté pour pouvoir parler de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Devant le refus des autorités de le faire entrer, les Amis de la Terre lui ont cédé leur siège, pour contraindre le gouvernement à entendre la voix des opposant-e-s.

◆ **La CGT est contre.** Après la CGT Loire-Atlantique, c'est le collectif des syndicats CGT du groupe Vinci qui a pris position contre le projet d'aéroport et contre les expulsions des habitants de la

ZAD. Il demande une étude indépendante pour améliorer le fonctionnement de l'aéroport existant.

◆ **... mais le Parti communiste est pour !** Non seulement le congrès départemental de Loire-Atlantique du parti appelait le 28 mai 2016 à s'engager pour le "oui" au référendum (à 92% des voix !), mais le Comité exécutif national du PCF a émis le 31 mai un avis favorable au projet... à condition notamment que soit poursuivi "l'entretien de la piste actuelle pour maintenir les usines Airbus". Sans commentaire...

Trans... portez-vous bien !

L'Association Régionale pour l'Initiation à la Nature et à l'Environnement en Alsace (ARIENA) a réalisé un cahier pédagogique sur les transports.

Ce cahier a pour objectif d'amener l'enfant à appréhender la problématique environnementale liée à la mobilité, à établir des liens entre celle-ci, son cadre de vie et ses pratiques quotidiennes, à être en mesure d'expérimenter les alternatives plus respectueuses de l'environnement.

Dans ce cahier, on trouve le dessin ci-dessous qui explique comment on peut transporter 25 personnes, avec les conséquences en fonction des modes de transport.

ARIENA, 6, route de Berghheim, 67600 Sélestat, tél. : 03 88 58 38 48, <http://ariena.org>

POUR TRANSPORTER CES 25 PERSONNES...



IL FAUT 20 VOITURES	OU	IL FAUT 1 BUS	OU	IL FAUT 25 VÉLOS

Extrait du cahier d'ariena n° 4 — Trans... portez-vous bien!

Des alternatives alimentaires récompensées

L'association Générations Futures et la Mutuelle Familiale ont décerné en mars 2016 le prix "De la santé dans nos paniers" à plusieurs projets innovants dans le domaine de l'alimentation saine et accessible socialement. Parmi les initiatives récompensées :

◆ **Le Bocal Local**, dans la région bordelaise, intervient chez des particuliers pour l'entretien de potagers et d'arbres fruitiers, la récolte de surplus de production, leur transformation éventuelle et leur redistribution auprès d'associations d'aide alimentaire pour des populations précaires. Il réalise des zones de cultures pédagogiques sur des terrains communaux et apporte des conseils pour le passage à la permaculture.

◆ **Echanges pour une terre solidaire**, en Picardie, intervient auprès de publics variés (établissements scolaires, centres sociaux, missions locales,...) pour sensibiliser aux enjeux d'une alimentation saine et durable : saisonnalité, produits bio et locaux, et aider les jeunes à aiguiser leur esprit critique face à la publicité agroalimentaire.

◆ **ECOS**, association nantaise, pour son micro-marché permettant l'accès en circuit court à une alimentation bio et locale pour des populations précaires.

Le Bocal Local, 23, avenue de la Mairie, 33 370 Pompignac, www.lebocallocal.com.

Association Échanges pour une Terre Solidaire, 2, rue de l'Écu, 60700 Pont Sainte Maxence, www.echangesterresolidaire.org.

Association Ecos, Maison des Associations Mangin-Beaulieu, 10, rue Anatole de Monzie, 44200 Nantes, www.ecosnantes.org, www.micromarche.fr.

» Isère

Center Parcs de Roybon subventionné !

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, nouvellement à droite, a voté le 14 avril 2016 une subvention de 4,7 millions d'euros au projet de Center parcs de Roybon (Isère). Un vote pour le moins étonnant : pourquoi un projet touristique privé a-t-il besoin de subventions ? Comment une collectivité locale peut-elle voter des aides financières à un projet dont le tribunal administratif a jugé en première instance, le 16 juillet 2015, qu'il était illégal (non respect de la loi sur l'eau) ? L'ancienne majorité socialiste avait suspendu en 2014 une aide de 7 millions, dans l'attente des décisions de justice. Suite à des dysfonctionnements dans la préparation du budget de la région, les groupes de gauche avaient quitté la salle au moment du vote à l'exception du groupe écologiste-Parti de gauche qui est le seul à avoir voté contre. Les opposants au projet font remarquer que ce genre de projet repose sur deux leviers financiers : pomper le maximum d'argent public et acheter des terres agricoles pour les revendre en terrain à bâtir. Sans cela, ces projets n'ont aucune rentabilité.

Renseignement : Association pour les Chambaran sans Center parcs, chez René Meynier, 1910, route de la Verne, 38940 Roybon, www.pccsp.org



▲ Képis blancs sur le Larzac

Pendant combien de temps une lutte victorieuse contre l'armée peut-elle bloquer celle-ci sur ses propres terrains ? Alors que l'Etat a accepté de prolonger la location des terres aux structures collectives du Larzac, l'arrivée au camp militaire de la Légion étrangère début 2016 semble marquer un tournant : à plusieurs reprises, des manœuvres ont été observées en dehors du camp, suscitant les protestations de nombreux paysans. Un collectif s'est mis en place, "Gardem Lo Larzac", qui proteste à chaque incursion. L'Etat-major répond que sur le territoire français "l'armée est partout chez elle" et des élus affirment que l'armée est un moyen de lutter contre "le déclin économique" du plateau du Larzac... plateau qui a la particularité d'être l'un des seuls territoires en France où le nombre d'agriculteurs est en hausse. Une action devant la préfecture de Millau a eu lieu le 12 mai 2016. Une marche antimilitariste s'est tenue sur le plateau, le 18 juin 2016. Retour à la lutte ?

<https://www.facebook.com/Collectif-Gardem-Lo-Larzac-408882059321808/>

» Moruroa

Deux cancers reconnus comme maladie professionnelle

Il aura fallu neuf ans de procédures juridiques pour arriver enfin à ce que le 15 mars 2016, la Cour d'Appel de Papeete reconnaisse en maladie professionnelle les cancers de Lucien Faara (décédé aujourd'hui) et Robert Voirin. Les deux ont été salariés du CEA, commissariat à l'énergie atomique au moment des essais nucléaires. La longueur de la procédure s'explique par les recours du CEA et de la caisse de prévoyance sociale (CPS). Le jugement précise qu'il est "établi que le commissariat à l'énergie atomique avait conscience du danger auquel étaient exposés les salariés sur les sites de tirs nucléaires, notamment atmosphériques, en Polynésie" et que ce même CEA est "présumé avoir commis un manquement à son obligation de sécurité" et "qu'il n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour préserver" ces travailleurs du danger qui les menaçait. Pour deux cas qui ont réussi à aller au bout de la procédure, combien d'autres auront abandonné en cours ?

» CHRONIQUE

NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Patrice Bouveret

Valse à deux temps des pro-nucléaires

Les partisans de la bombe seraient-ils inquiets ? En effet, depuis quelques mois, nous assistons en France à une véritable offensive en faveur de l'arme nucléaire, alors que des négociations se déroulent au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour faire avancer le désarmement nucléaire.

Certes, l'arme atomique est consubstantielle à la Cinquième République. Elle en serait même la clef de voute. L'élection du président de la République au suffrage universel a été voulue par le général de Gaulle pour lui donner la légitimité d'appuyer sur le bouton.

Du temps de la royauté, c'était dans une cathédrale que le roi recevait le sceptre, symbole de son pouvoir de vie ou de mort sur ses sujets. Aujourd'hui, c'est à l'ombre de l'Élysée, dans le plus grand secret, que s'effectue le rituel de passation du pouvoir : la transmission des codes d'engagement du feu nucléaire. Le président de la République serait même "transfiguré" lorsque les codes d'engagement de la bombe lui sont remis.

Premier temps, début mars : la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale a décidé la mise en place d'une "mission d'information sur les enjeux industriels et technologiques du renouvellement des deux composantes de la dissuasion". Rapporteurs : pas de jaloux, un socialiste et un républicain. But : préparer une nouvelle modernisation des armes nucléaires (sous-marins de troisième génération, nouveau missile nucléaire aéroporté, etc.). Mais, vu sous un seul angle : étudier l'impact — forcément positif ! — sur l'économie et

l'excellence technologique de la France. En revanche, l'utilité d'une telle arme de destruction massive, les enjeux de la prolifération, les risques d'une utilisation (accidentelle ou volontaire), les coûts environnementaux et sociaux, etc., ne sont pas au programme !

Deuxième temps : jouer sur l'opinion publique, avec la diffusion en mars d'un documentaire (1) et la publication, début mai, du livre *Le Président et la Bombe* (2), alors que s'amorce une nouvelle campagne présidentielle. Deux

outils de propagande atomique comme on n'en fait plus. Avec, au final, une seule préoccupation pour les partisans de la bombe : justifier l'augmentation que le renouvellement va entraîner. De 4 milliards pas an, elles devraient atteindre plus de 6 milliards d'euros d'ici 2025.

Manque le troisième temps : la participation de la France aux débats de l'ONU sur le désarmement nucléaire. Pas

d'accord ? Manifestez-vous, dites-le à vos députés (3) !



(1) *La France, le président et la bombe*, documentaire de Bruno Tertrais, Jean Guisnel et Stéphane Gabet, diffusé le 22 mars 2016 sur France 5, réalisé par Stéphane Gabet et... *l'Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD)* ! Voir www.obsarm.org/spip.php?article270
 (2) *Le Président et la Bombe - Jupiter à l'Élysée*, Jean Guisnel et Bruno Tertrais, Odile Jacob, mai 2016, 325 pp.
 (3) Voir le modèle de courrier à envoyer aux députés, diffusé par le collectif Armes nucléaires STOP : <https://armesnucleairesstop.files.wordpress.com/2016/04/lettre-deputes.pdf>



Climat

Blocages contre les énergies fossiles

Du 4 au 15 mai 2016, de très nombreuses actions se sont déroulées dans le monde pour bloquer des sites ou des sièges d'entreprises en lien avec l'exploitation des énergies fossiles.

A Ffos-y-fran (Pays-de-Galles), plusieurs centaines de personnes ont bloqué la plus importante mine de charbon du Royaume-Uni. A Spremberg, près de la frontière polonaise, l'une des plus grosses mines de lignite d'Allemagne, a été bloquée par 3000 militants pendant deux jours, obligeant la centrale thermique voisine de Vattenfall à réduire son activité à 20 % de sa capacité. A Wellington (Nouvelle-Zélande), plusieurs agences de la banque ANZ, qui dispose de 13 milliards d'avoir dans les énergies fossiles, ont été bloquées pendant une journée. En Australie, c'est le port charbonnier de Newcastle qui a été occupé par près de 2000 personnes en canoës, kayaks et bateaux. Des blocages ont également eu lieu dans une raffinerie de pétrole de l'Etat de Washington (ouest des Etats-Unis), la centrale thermique de Pecém au Brésil, le site d'Aliaga à Izmir (Turquie)...

Plus d'infos : breakfree2016.org



Blocage de la mine de Ffos-y-fran (Pays-de-Galles)

Amy Sciffie



Blocage du port charbonnier de Newcastle (Australie)

DR



Blocage de la mine de lignite de Spremberg (Allemagne)

DR

Annonces

» Agir ensemble

■ **Bure.** La maison de résistance de Bure, contre le projet d'enfouissement des déchets radioactifs, cherche des personnes qui peuvent venir animer bénévolement les lieux en s'engageant pour quelques mois (une année complète est l'idéal : cela permet de suivre le rythme du potager, de bien connaître les lieux...). Pour en savoir plus : *Bure zone libre*, 2, rue de l'Eglise, 55 290 Bure, tél. : 03 29 45 41 77.

» Vivre ensemble

■ **Projet d'écovillage** avec trois principes fondateurs : 1) une nourriture végétarienne la plus vivante possible ; 2) une belle dimension spirituelle, sans besoin de religion, et une réelle maturité intérieure, sans besoin de médium ou guérisseur ; 3) ni machine, ni internet, ni portable, et pas de dépendance. Comme structure juridique, une coopérative d'habitants (propriété collective

démocratique et hors spéculation immobilière). Un lieu de vie plein d'humanité, de partage, d'entraide et de rire, avec une réelle autonomie et un milieu naturel pleinement respecté. *Contactons-nous : Erwann*, tél. : 02 98 50 67 56.

» Rencontres

■ La Femme est l'avenir de l'Homme
Mais déjà de mémoire
Le passé et l'avenir
Ce sont des instants précieux à vivre
Poétesses vous offrant par mes mains
La liberté de votre conscience et compétence
Vers d'autres partages
Une confiance d'Homme debout en M'Arche
O Négritudes vers une Noblesse caute
Une Union sacrée est en chemin
Ecrivons-nous
Pour le début d'un vrai partage.
Libre "semeurs de mots", Gilles Gérard, 51, rue de Montparnasse, 75014 Paris.

» Vacances

■ **Gard.** Entre mer et Cévennes, location d'été à Aujargues, proche Sommières. Pour 1 à 2 personnes. 280 €/semaine. Vous habiterez notre maison pendant que nous sommes en estive au jardin. 1 chambre, salle de bains/WC, cuisine, salon, cellier, terrasse arborée et fleurie. Simplicité heureuse sans superflu, électricité Enercoop, maison rénovée bio, pas d'ondes nocives ni de gadgets. Il n'y a PAS de télé, WIFI, micro-ondes, lave-vaisselle, piscine. *Astrid Gérard*, tél. : 04 66 80 34 75 - a.almade@free.fr

■ **Toscane.** Pour les amoureux de la nature, des vacances au milieu des bois, entre oliviers et chânes-lièges, avec des chèvres au pâturage... à 3,5 km de la "civilisation", idéal pour les enfants, gîte accueil paysan, 380€ la semaine. *Marco et Patricia* 0039 0566 912962, <http://web.tiscali.it/lamastrine>

» Immobilier

■ **Seine-Maritime.** Agriculteur exploitant en polyculture (œufs, agneau, fruits) et gérant une ferme pédagogique et un gîte d'enfants, j'arrête mon activité et vends le corps de ferme : une grande maison rénovée sur 3 niveaux (150 m² habitables), une grande salle d'accueil pour 50 personnes. Chauffe-eau solaire et panneaux photovoltaïques. Citerne de 12 m³, avec double circuit d'eau. Bâtiments agricoles. Verger (17 ans) d'une cinquantaine d'arbres. Une centaine de petits fruits rouges (cassis, groseilles, framboises). 3,5 ha d'herbages entourés de 450 m de haie brise-vent. 40 kms à l'est de Rouen, prix : 290 000 €. *Vallois Luc & Godeleine, La croix, 76 780 Fry*, tél. : 09 54 67 28 15.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle** : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

BAYONNE :

• FORUM CONTRE LES GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSÉS

15 au 17 juillet

Le 6^e forum international contre les grands projets inutiles et imposés se tiendra cette année à Bayonne, à la salle de la Société nautique, 8, avenue Resplandy. Au programme, de nombreux ateliers pour échanger entre les luttes et des conférences-débats sur la lutte contre le changement climatique avec un représentant du mouvement Action non-violence COP21, sur l'économie et les GPII. Parmi les ateliers : intérêt de continuer la lutte quand la construction d'un projet est commencée, quelles actions non violentes, le chantage à l'emploi, la géo-ingénierie grand projet inutile de demain, rentabilité des GPII et décryptage des calculs officiels, préparation d'une journée d'action commune en décembre 2016, la menace des grands projets

énergétiques européens, la question des déchets... C'est co-organisé par Bizi !, Attac Pays basque et le CADE.

<http://forum-gpii-bayonne.monsite-orange.fr/>

• CARAVANE CYCLISTE VAL DE SUZE - BAYONNE CONTRE LES GRANDS PROJETS INUTILES

4 au 14 juillet

Une caravane cycliste est organisée par les opposants au tunnel de la ligne Lyon-Turin en Val de Suze pour rejoindre le forum de Bayonne. Le départ se fait de Bussoleno (Italie) le 4 juillet pour des étapes le 5 à Grenoble (nanotechnologies), le 6 à Valence (Center parcs de Roybon), le 7 à Pierrelatte (nucléaire), le 8 à Nîmes, le 9 à Sète (projet de méga-port), le 10 à Narbonne (échec de la ligne LGV Perpignan-Figueras), le 11 à Carcassonne puis train jusqu'à Lourdes, le 13 à Orthez, le 14 à Bayonne (LGV Paris-Bordeaux-Toulouse).

Renseignements : sar.to@live.it

écovillages diminuent leurs émissions de CO₂
<http://www.geneuropeconference2016.org/>

HAUTES-ALPES : SENS ET AUTONOMIE

4 au 8 juillet

à Eourres, formation pour transmettre techniques et solutions pratiques pour construire, s'alimenter de manière autonome, préserver la planète : choix des matériaux, économie d'énergie, activités locales, conservation des savoir-faire, accompagner le changement de vie.

Association Lesa, tél : 04 92 49 65 93, www.sens-et-autonomie.com

ISÈRE : JARDINS D'UTOPIE

6 juillet

Silence avait présenté dans son n°404 ce jardin autogéré implanté sur le campus de Saint-Martin-d'Hères. Malgré de nombreuses pressions de la direction de l'université, il est toujours là ! Une permanence ouverte est organisée pour présenter cette démarche agro-politique, de 16 à 18h devant la bibliothèque Universitaire Droit-Lettres.

Infos sur jardins-utopie.net.

ARLES : CONVIVENCIA

11-16 juillet

Sur le thème "Art du partage, partage de l'art". Tables rondes : "Les circuits courts en questions" le 13 à 14 h et "A votre monnaie, citoyens" le 15 à 14 h. Ateliers d'écriture, monnaie locale éphémère, expositions, auto-réparation de vélos, jeux, toilettes sèches, concerts, buffet et boissons, etc. A l'Espace Léon Blum, rue Métras.

Contact : convivencia.over-blog.net, tél. : 04 90 47 55 35.

PONTARLIER : (F)ESTIVES

DE L'OBJECTION DE CROISSANCE

13 au 17 juillet

agri-bio



SAÔNE-ET-LOIRE : COURS CERTIFIÉ DE PERMACULTURE

5 au 18 août

A Saint-Usuge, sur l'Ecolieu Ô Saveur de l'Instant avec Monika Frank, Hervé Covès et Franck Chevallier. Retrouvez l'ensemble des enseignements tels que proposés par Bill Mollison dans un campement permacole en auto-gestion. En plus du cursus théorique de 72h, des ateliers de mise en pratique dont le thème central sera "retrouver de l'autonomie et se réapproprier des savoir-faire". La vie en collectif fera partie intégrante de cette formation. Créativité, partage, écoute et bienveillance !
Tél : 03 73 27 05 75 - infos@osaveurdelinstant.fr
<http://activites.osaveurdelinstant.fr>

décroissance, transition



BARCELONE ET CERBÈRE : UNIVERSITÉ D'ÉTÉ SUR LA DÉCROISSANCE ET LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

4 au 15 juillet

Première semaine à Barcelone pour étudier les démarches vers une justice environnementale. Deuxième semaine à Can Decreix à Cerbère (voir reportage dans le numéro de janvier) pour des expériences concrètes de décroissance. Tout en anglais.

ICTA, <http://ictaweb.uab.cat/>
Research & Degrowth, www.degrowth.org

ESPAGNE : RENCONTRE DES ÉCOVILLAGES

4 au 6 juillet

à Arterra Bizimodu, en Navarre, à l'est de Pampelune. Exposition sur les technologies soutenables, débats sur comment les

EST :

• DE BURE À VALDUC, LE HALAGE DU DÉBAT

29 juillet au 6 août

Les "Bure haleurs", groupe musicien militant, organise pour la 5e année une vélorution "dégantée" entre Bure (Meuse) et Valduc (Côte d'Or), avec comme itinéraire : le 29 à Bure (projet de site d'enfouissement des déchets radioactifs), le 30 à Saint-Dizier (sa base militaire, ses "Rafale" et ses bombes), le 31 à Soulaire (ses déchets nucléaires, petits, mais costauds), le 1er août à Colombey-les-deux-Eglises (la mémoire du Général de Gaulle et de la force atomique), le 2 à Chaumont, le 3 à Langres (Diderot et les principes des Lumières), le 4 à Selongey, le 5 à Dijon (la moutarde nous monte au nez !), et le 6 août à Valduc (son centre du CEA pour l'entretien des bombes atomiques) juste à temps pour le jeûne pour le désarmement nucléaire du 6 au 9 août.

Les Bures Haleurs, tél. : 06 61 40 41 30 (David), www.lehalagedebat.wordpress.com

• NAGASAKI-HIROSHIMA

Jeûne du 6 au 9 août

A Paris, Londres, Büchel (Allemagne), Los Alamos (Etats-Unis), Valduc (Côte d'Or), La Hague (Manche), l'Île Longue (Finistère). Jeûne du 6 août, anniversaire du bombardement de Hiroshima, au 9 août, anniversaire de celui de Nagasaki. Ces jeûnes ont été initiés par Solange Fernex et Théodore Monod en 1983. Celui de La Hague fera plus spécifiquement le lien entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire, car c'est pour fabriquer la bombe atomique que la France a lié son économie au nucléaire. A Paris, il sera précédé le 5 août d'une journée de formation à l'action non-violente animée par Serge Perrin du MAN-Lyon (contacter Patrice Coulon, tél : 06 21 23 23 98, patrice.coulon@neuf.fr).

Où que nous soyons, jeûnons du 6 au 9 août ! Chacun(e) peut jeûner chez soi, en nous avertissant.

www.maisondevigilance.com ou tél. : 06 32 71 69 90

A la MFR, 20, rue des Granges

• 13/14 juillet : Espace d'échange sur la construction politique nécessaire aux Objecteurs de croissance et Décroissants.
• 15/16/17 juillet : Alimentation et décroissance : recherches et expérimentations sur la production, la distribution et la consommation des aliments face à l'effondrement.
www.objectiondecroissance.org

BELGIQUE : CHANGE LE MONDE

16 juillet

A Virton, tout au sud de la Belgique (proche Ardennes). Une trentaine d'associations vous attendent pour mettre en évidence des pratiques de transition, des combats solidaires, des initiatives citoyennes, des modèles alternatifs. Avec des ateliers, des jeux, des spectacles, des débats. C'est gratuit. C'est festif.

Infos : www.cncd.be.changelemonde

BUDAPEST : CONFÉRENCE

SUR LA DÉCROISSANCE

30 août au 3 septembre

La 5^e conférence internationale sur la décroissance, pour une soutenabilité écologique et une équité sociale, se tiendra à Budapest. Cette rencontre explorera les défis et expériences actuelles de la décroissance à travers le monde en partant de l'expérience locale post-socialiste. Ivan Illich, Nicholas Georgescu-Roegen ou André Gorz sont originaires de cette région. En référence également à Karl Polanyi et son ouvrage *La Grande Transformation*, sera abordée la question : dans quelle mesure la décroissance peut-elle tracer des nouvelles voies vers de grandes transformations désirables ? La rencontre se base sur des recherches académiques mais inclut également des activités culturelles, artistiques, manuelles, et s'insère dans une semaine d'activisme décroissant ancré dans les alternatives de Budapest.

Organisé entre autres par degrowth.org. Informations sur budapest.degrowth.org.

éducation



LOZÈRE : VIVRE SANS MAÎTRES ?

25-28 août

Notre société fonctionne sur le modèle dominateur-soumis (experts-profanes, gouvernants-citoyens, chefs-exécutants, parents-enfants, profs-élèves...). Quels sont les ressorts profonds de cette relation ? Est-elle inévitable ? S'apprend-elle et si oui comment ? Comment fonctionne la manipulation ? La contrainte ? 3 jours pour approfondir la réflexion sur la dominance, à Florac.

Contact : CREA-Apprendre la vie, education-authentique.org. Valérie : 06 82 60 31 07, inscriptioncrea@yahoo.fr

énergies



AVIGNON : RENCONTRES D'ÉTÉ DU RÉSEAU SORTIR DU NUCLÉAIRE

18 au 23 août

Parc-camping des Libertés, à 5 km du centre-ville. Au programme, des ateliers sur les questions de fonds et d'actualité (EPR à Flamanville, Cigéo à Bure, arrêt des 58 réacteurs vieillissants, démantèlement de la bombe atomique, réinvestissement dans les solutions renouvelables, convergences des luttes écologiques et sociales...)

Programme : <http://sortirdu nucleaire.org/Rencontres-d-ete>

environnement



NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupants avant votre arrivée : depuis le début de 2016, les lieux sont saturés !

Contact : reclaimthefields@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>.

ISÈRE : ZAD DE ROYBON
Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.
Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

GREUSE : FESTIVAL STOP MINES

23 juillet

A Bord-Saint-Georges, lieu-dit Les Fayolles. Rassemblement contre les projets miniers, dans le cadre d'une journée internationale contre l'industrie minière. Rencontre nationale des collectifs anti-extractivistes. A partir de 14h, conférences de Anna Bednik, Nicolas Sercirion, Guy Auger... Projections, débats, marché artisanal, animations pour petits et grands, balade botanique. 19h30 : musique. "Parce que nos territoires ne sont pas minables !".
Infos : www.stopmines23.fr et <https://www.facebook.com/festivalnomineland>.

LOT-ET-GARONNE :

CAMP CLIMAT - ESPÈRE 2016

5-15 août

A Villeneuve-sur-Lot. Organisé par Action Non Violente COP21, Alternatiba et les Amis de la terre, ce camp "plus chaud que le climat" est un temps pour se former en profondeur sur des thèmes tels que le climat, la stratégie, l'action non-violente, et pour acquérir des compétences en communication, logistique, organisation, etc. Il sera aussi un temps de rencontres, d'échanges d'expériences, d'activités et de convivialité pour renforcer nos liens et nos luttes.

Inscriptions sur le site anv-cop21.org.

femmes, hommes, etc.



DRÔME : FEMMES EN RÉSISTANCE

Jusqu'au 28 août

à l'Espace Jeanne-de-Flandreys, square Charles-Aznavor, à Valence. Exposition photographique de Pierre-Yves Ginet. 80 photos de 22 pays.

Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org

fêtes, foires, salons



MAYENNE : PLANÈTE EN FÊTE

1er et 2 juillet

A Brécé. Conférences, témoignages et expositions sur le thème de la citoyenneté, la non-violence, la démocratie locale...
www.planete-en-fete.fr

ARIÈGE : 5e MARCHÉ 0 INITIATIVES

24 juillet

A Sainte-Croix-Volvestre. Sur le thème "Histoires d'eau". Organisé par l'association Marché de Sainte-Croix. Marché des producteurs locaux, village associatif, ateliers, grand forum débat, animations pour les enfants,

Échange d'encart contre stand

agenda

JEUNES ET NATURE

Tout au long de l'été, des camps pour découvrir la nature en s'amusant. Autonomie, créativité, éducation populaire...

- Premiers pas dans la nature, 6-9 ans, dans le Trièves/Devoluy
 - Je découvre la vie en pleine nature, 10-13 ans, Haute-Loire
 - Je découvre la rivière, sur des radeaux, 10-13 ans, Allier
 - Je découvre la randonnée en montagne, 14-17 ans, avec des ânes, Hautes-Alpes
 - Je construis mon séjour, 14-17 ans.
- Associations Jeunes et nature, MNEI Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, www.jeunes-nature.org.

expositions... et une bonne dose de bonne humeur. En prélude, le dimanche 17 juillet balade sur le chemin des moulins, (le matin), en partenariat avec l'association Patrimoine-en-Volvestre, à la découverte des anciens moulins du Volp en compagnie de Christiane Miramont. Et le mercredi 20 juillet, Croc'livres d'occasion, de 9h à 13h, sur le marché de Sainte-Croix. Association Marché de Sainte-Croix, marche-sainte-croix@orange.fr, tél : 06 43 20 87 93.

MAINE-ET-LOIRE :

Eco-Festival L'ARBRE QUI MARCHÉ

19 au 21 août

A Vergennes, hameau "Le Marais". Eco-festival sans alcool avec autour de concerts, des conférences (alimentation, santé, environnement, peuples premiers...), ateliers (musique, poterie, forge, vannerie, sculpture sur bois, yoga, tai-chi, kung fu, danses africaines, danse contact, danse bretonne, fabrication d'une éolienne, valorisation des talus), animations, marché d'artisans, pôle enfants, forum associatif...

www.larbrequimarche.asso.fr

AUDE : AUDE À LA BIO

30 et 31 juillet

A Couiza, 18^e foire aux alternatives agro-écologiques en Languedoc-Roussillon. Thème de l'année : devenir plus libre de choisir, plus libre de faire. Marché, restauration saine, conférences, débats, films, ateliers, tables rondes, animations, concert gratuit le samedi soir, zone de gratuité. 130 exposants. Libre participation aux frais. Nature-et-Progrès Aude, 12, rue des Génêts, 11300 Limoux, tél : 04 68 20 94 75, http://np11.org

Films, spectacle, culture

SAVOIE-ISÈRE : GRÉSIS DOS D'ÂNE.

12-14 juillet

La Compagnie Artiflette organise une tournée locale et artisanale à travers la vallée du Grésivaudan entre Chambéry et Grenoble avec un spectacle de cirque burlesque. Originalité : cela se fait à pieds, à vélo et avec des ânes, ponctué d'ateliers de jeux d'éducation populaire et dans un esprit de lenteur.

Contact et informations : Compagnie Artiflette, tél : 04 76 40 07 82, www.artiflette.com.

BRETAGNE : L'Océanoptisme

L'association Liberbed (de libre en latin et monde en breton) organise de juin à septembre 2016 un tour des côtes bretonnes en bateau à voile, pour mener différentes actions d'éducation populaire et d'éducation à l'environnement dans le cadre d'événements culturels estivaux. Le bateau accostera à Saint-Malo (1^{er} au 3 juillet), Brest (13 au 18 juillet), Douarnenez (19 au 24 juillet), île d'Houat (29 et 30 juillet), Sarzeau (6 et 7 août), Concarneau (12 au 15 août), île de Groix (18 au 22 août), Locol-Mendon (1^{er} au 3 septembre), île d'Yeu (17 et 18 septembre), île d'Aix (23 au 25 septembre). Liberbed, L'Epinau, 35760 Saint-Grégoire, liberbed@riseup.net, tél : 07 83 95 92 22.

EST DE LA FRANCE : PALESTINE TOUR

14-24 juillet

Caravane qui animera des spectacles de rue sur le thème de la situation en Palestine, en voiture et en camping, avec le groupe musical Karmel Japha, auteur de la chanson "J'ferai plus le boycott".

Inscriptions et renseignements : remi@desobeir.net.

PAU : FESTIVAL EMMAÛS

26 et 27 juillet

Village associatif (avec une quarantaine d'associations) et conférences-débats. Entrée gratuite, concerts payants.

Village Emmaüs Lescaur-Pau, chemin Salié, 64230 Lescaur, tél : 05 59 81 17 82 www.emmaus-lescaur-pau.com

FINISTÈRE :

RENCONTRE DES JEUNES ESPÉRANTISTES

30 juillet au 6 août

A Le Conquet. Semaine festive organisée par l'association de jeunes Jéfo.

Espéranto Jeunes, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86, http://esperanto-jeunes.org

AISNE : FESTIVAL DES VERS SOLIDAIRES

12 au 14 août

A Saint-Gobain. Village associatif, conférences, ateliers, restauration et concerts

Programme : www.vers-solidaires.org

paix

RHÔNE : FORUM D'ÉTÉ DU MAN

10-15 juillet

Rencontres d'été du Mouvement pour une Alternative Non-violente. Thème : "Le fond de l'air effraie, chouette la non-violence !". Au Centre Valpré à Ecully.

Contact et inscription : MAN Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 06 28 96 31 85, man.lyon@nonviolence.fr.

société, politique

LYON : DIALOGUES EN HUMANITÉ

1-3 juillet

Rencontres au Parc de la Tête d'or, agoras-débats, ateliers pratiques, concerts, cuisine locale et du monde, expositions, dédicaces, projections... Autour des axes de la résistance créatrice, de l'expérimentation émanicipatrice et de la vision transformatrice.

Infos sur http://dialoguesenhumanite.org.

MAINE-ET-LOIRE : RENCONTRE SYSTÈMES

D'ÉCHANGES LOCAUX

4 au 11 juillet

Au château espérantiste de Grésillon, à Bauge-en-Anjou. Thème de l'année : échanges de savoirs et savoir-faire, rencontre avec les RERS, Réseaux d'échanges réciproques de savoirs. Chambres en dortoir ou camping. Activités pour tous les âges. Réservé aux membres d'un SEL.

Selidaire, http://seldefrance.communiforge.net/

BESANÇON : UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

6 au 9 juillet

Organisé par le CRID et ATTAC autour du thème "des utopies aux alternatives, agissons ensemble". Une centaine d'associations invitées. Débat un mois avant le forum social de Montréal.

Programme : www.universite-si.org

VAUCLUSE : LES SEL, FACTEUR DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ ?

18 au 21 juillet

A Visan. SEL et laïcité, citoyenneté, militantisme... Quelles valeurs dans la charte actuelle des SEL, sont-elles assez claires ? Réservé aux membres d'un SEL.

Renseignements : guillon.marc580@gmail.com

ARIÈGE : FESTIVAL RÉSISTANCES

8 au 16 juillet

La 20^e édition festival du film "Résistances" présente des films autour de quatre thématiques principales : une éducation joyeuse (9-10 juillet, 10 films), étrangers à domicile (11-12 juillet, 11 films), voyages entre désirs et désastres (13-14 juillet, 12 films), parole sous presse (15-16 juillet, 8 films), ainsi qu'un zoom autour du cinéma grec (10 films), des films pour les enfants et des projections en plein air chaque soir. Au total, une centaine de films, 30 réalisateurs présents (invité d'honneur : Robert Guédiguian), 6 apéros-concerts, un bal populaire... et 80 bénévoles.

Festival Résistances, 24, avenue de Gaulle, 09000 Foix, tél : 05 61 65 44 23, festival-resistances.fr.

LOT-ET-GARONNE :

FESTIVAL INTERNATIONAL DU JOURNALISME

29-31 juillet

A Couthures (à côté de Marmande). Expositions photo, rencontres avec des journalistes (Flore Vasseur, Léna Mauger, Kamel Daoud, Mathilde Boussin...), des écrivains (Delphine Minoui, David Thomson, Camilla Panhard, Gilles Lartigot), des dessinateurs (Art Spiegelmann, Nadia Khari...), des photographes (Eric Bouvet, Abbas, Alain Labolle...), des lanceurs d'alerte (Irène Frachon, Tobie Nathan). Conférences sur l'agroécologie, l'éducation alternative, sur les prisons ouvertes, les patients qui font bouger la médecine, les migrants. Atelier sur les usages d'internet, la protection des données. Théâtre autour de la lutte des salariées de Samsonite, courts-métrages avec Arte Radio. Co-organisé par les revues XXI, 6 Mois, Harpers, internationale, Reportagen...

Programme complet : http://www.les-ateliers-de-couthures.fr ou tél : 01 85 73 02 12.

MONTRÉAL : FORUM SOCIAL MONDIAL

9 au 14 août

Pour la première fois, le Forum social mondial se tiendra dans un pays du "Nord" (12^e édition). Ce rassemblement de la société civile propose des thèmes de débat extrêmement variés. Une marche se tiendra le mardi 9 après-midi, des ateliers autogérés du mercredi au vendredi. Le samedi sera consacré à une présentation du résultat des ateliers.

Programme complet : https://fsm2016.org

MARNE : CAMP D'ÉTÉ DÉCOLONIAL

25-28 août

Destiné aux personnes impactées par le racisme d'Etat. Formations sur capitalisme, racisme et impérialisme ; comment construire une campagne de mobilisation ; décoloniser l'imagination ; le racisme médical ; l'afro-féminisme ; la justice climatique ; l'abolition de la prison, la désobéissance civile ; qu'est-ce qu'une alliée ; l'intersectionnalité ; création artistique politique ; violence et harcèlement policier... Ateliers : le racisme genré, comment les ONG humanitaires servent les intérêts de l'impérialisme, combattre les politiques anti-migrations ; combattre le racisme en milieu scolaire, construire une lutte antipatriarcale décoloniale, solidarités internationales... Tables-rondes : les transformations du racisme d'Etat, lutte anti-raciste et anticapitalisme... Renseignements : http://ce-decolonial.org.

LORIENT : JOURNÉES D'ÉTÉ DES ÉCOLOGISTES

25 au 27 août

Journées de débats en ateliers et en plénières pour progresser autour des questions qui vont animer les débats en 2017.

http://jde.eelv.fr/contacts/ ou 01 53 19 53 19.

MORBIHAN : UNIVERSITÉ ENSEMBLE !

27-30 août

A Guidel, sur le thème "nouvelles crises, nouvelles guerres, nouvelles issues". Débats sur le capitalisme au 21^e siècle, la place de l'Europe, un monde de chacun

pour soi, la plaie du chômage, la dérive sécuritaire, le rôle des expériences sociales, le FN aux portes du pouvoir.

Ensemble UDT, 26, rue Malmaison, 93170 Bagnolet, www.ensemble-fdg.org

santé

GENÈVE : DIXIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigie devant le siège de l'OMS pour dénoncer sa soumission au lobby nucléaire. La dissimulation et la non-assistance sont des crimes. Le collectif assure votre hébergement. Prendre contact avant pour annoncer votre venue.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, paul.roullaud@independentwho.org, www.independentwho.org

ARIÈGE : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES FAUCHEURS VOLONTAIRES

15-17 juillet

A La Bastide-de-Sérou. Camping à 1,5 km du lieu de l'AG. Journée "Faucheurs" le 14 juillet au festival Résistances de Foix.

Contact : Sandrine M., ouchlibi@orange.fr.

CREUSE : HYGIÉNISTES AUTHENTIQUES

1^{er} au 5 août

Salle polyvalente de Saint-Dizier-les-Domaines. Causeries en matinée : de la bouche à l'anus, stratégie pour réussir le jeûne, cause et repères de la toxémie, origine de l'énergie vitale, vivre une meilleure santé... Réservation auprès de Roger Marteau, hameau de Beybe, 23270 Saint-Dizier-les-Domaines, tél : 05 55 80 86 41, marteau-roger@orange.fr

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 18 et vendredi 19 août

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

PARIS : VÉLORUTION

2 juillet

Départ place de la Bastille à 14h

http://velorution.org/paris/vlr/

TOULOUSE : VÉLORUTION UNIVERSELLE

7-10 juillet

Des centaines d'heureux vélorutionnaires sont attendus pour faire la fête, camper ensemble et débattre. Un grand défilé festif cycliste aura lieu durant le week-end, pour se réapproprier un segment de rocades et de routes habituellement réservées aux autodéfilés.

Contact : http://velorutionuniverselle.org, contact@velorution-toulouse.org.

3 et 4 Sept 2016
Samedi de 10h à 20h
Dimanche de 10h à 19h

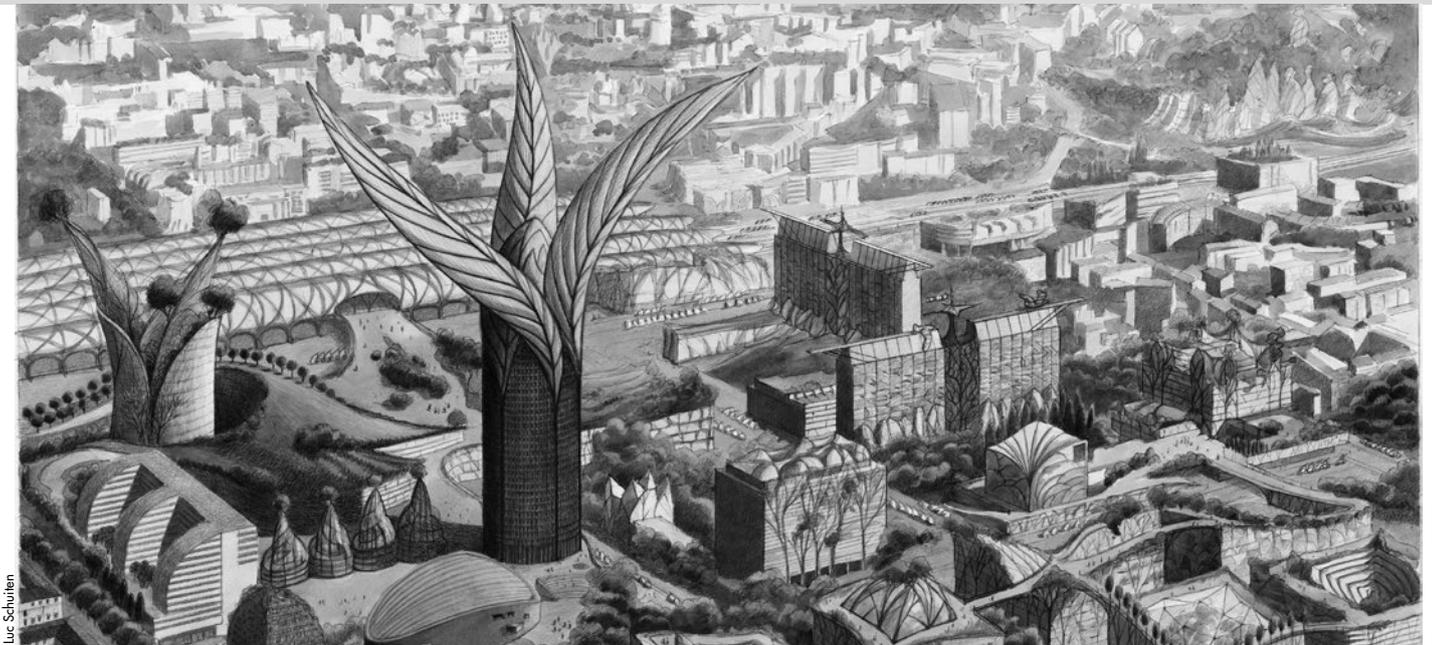
Festival de l'Avenir au Naturel

L'ALBENC

- Foire bio Entrée gratuite
- 200 exposants
- Conférences
- Ateliers et Animations
- Buvette bio
- Concerts

isère
www.isere.fr

ORGANISATEUR
Réseau Nature Isère
04 78 36 59 33
94190 VILLAGNE
www.nature.isere.fr



▲ Le quartier de la Part-Dieu à Lyon en 2100, imaginé par Luc Schuiten.

Imaginer des utopies écologiques

Comment des étudiants se réapproprient-ils les idées issues de l'écologie sociale ? Quelques mois avant l'émergence de Nuit Debout, à partir de la lecture de Murray Bookchin et de textes sur l'écologie sociale, des étudiants en sciences politiques de l'université de Lyon II ont reçu comme consigne, dans le cours de Pinar Selek (1), de décrire leur propre utopie.

TOUT D'ABORD, LE FAIT MÊME DE CONCEVOIR une utopie ne semble pas si évident pour ces jeunes aujourd'hui. Lola commence ainsi : "En 2015, tout portait à croire que nous allions vers une société plus libéralisée et plus renfermée sur elle-même." Mata'i confirme ce dur constat : "Nous vivons dans un monde social très hiérarchisé, traversé par de multiples dominations qui s'imbriquent et se renforcent."

Un certain nombre d'étudiant-e-s, comme Neila, n'imaginent pas une utopie ex nihilo mais se basent sur de nombreuses alternatives déjà existantes — AMAP, covoiturage, maraîchage urbain, SEL, monnaies complémentaires... —, sur des mouvements comme celui de la transition, ou encore sur des mesures telles que la gratuité des transports en commun.

"UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE SERAIT UNE SOCIÉTÉ SANS INÉGALITÉS SOCIALES, ÉCONOMIQUES, INTELLECTUELLES" (SAMIHATE)

Au niveau politique, la majorité des étudiants envisagent de créer des assemblées communales afin de restaurer la démocratie directe. Maxime imagine

que "cette assemblée populaire débat des points soulevés par les citoyens à partir de cent citoyens pour un même sujet. Ceux qui y siègent sont tirés au sort pour une année. Ensuite, ils sont retirés du pot pour les prochains tirages au sort, jusqu'à ce que chacun ait participé". Mata'i précise que "pour les choix relevant d'un échelon plus grand, comme la construction d'une ligne de chemin de fer, les communes enverraient des représentants tirés au sort dans l'assemblée décisionnelle départementale ou régionale compétente, qui, elle-même, pourrait désigner des représentants nationaux et internationaux".

Selon Romain, la réappropriation de l'espace public passe par la suppression "des publicités des grandes entreprises et [l'attribution des] espaces publicitaires aux habitants, qui pourraient ainsi faire la promotion des événements qu'ils organisent".

DES ORGANISATIONS SOCIALES ET SPATIALES RÉDUITES POUR FAVORISER LA PROXIMITÉ

Le sujet sur lequel les étudiants sont le plus bavards est l'organisation sociale de leur cité imaginaire. Ils imaginent, comme Félix, des communautés de taille

(1) Pinar Selek est une sociologue turque. Ses études sur les groupes opprimés (enfants de rues, féministes, homosexuels, objecteurs de conscience, kurdes...) lui valent des procès truqués de la part des autorités de son pays pour la faire taire. Elle enseigne maintenant en France où elle collabore à plusieurs revues dont Silence.



▲ Dessin de station thermale conçue par Hundertwasser en Autriche

réduite : "Politiquement et civiquement, la ville sera composée de cinq districts regroupant chacun 5000 habitants. Chacun de ces districts est composé de dix quartiers. Ces quartiers sont le centre de la vie locale : ils permettent une interconnaissance des habitants." Pour Mathieu, "il n'y a pas de grands ensembles urbains, seulement des petits, étalés sur une zone assez vaste pour qu'il y ait des champs de culture, des jardins et des parcs à l'intérieur de la zone urbaine".

Adrien s'attache à présenter l'organisation spatiale : "Au centre se trouve le forum, où sont discutées, par l'ensemble des habitants, toutes les questions touchant à l'administration de la ville et à l'activité législative. De grands axes partent de la place centrale. Autour de la place sont réparties des "zones d'habitations mixtes", où se trouvent la plupart des habitations et des ateliers. Autour de la ville se trouvent les fermes biologiques assurant l'autosuffisance de la ville."

Lola insiste sur l'importance des services de proximité : "Afin de réduire l'extension des villes mais aussi afin de revenir à des modes de vie plus doux et plus lents, les super- et hypermarchés ont été tout simplement interdits et détruits. L'espace libéré par ces grands hangars et les parkings (devenus inutiles du fait de la non-circulation des voitures en ville) a donné lieu à l'ouverture de petites épiceries, boulangeries, quincailleries, brasseries, etc., ainsi qu'à des espaces permettant de mettre en place des potagers cultivables par la communauté." La relocalisation des productions occupe une place importante dans les réflexions des étudiants (2).

SE LOGER, TRAVAILLER, ÉCHANGER AUTREMENT POUR REPENSER LES RAPPORTS DE DOMINATION

La cité s'accompagne de la mise en place de nouveaux modes d'échanges comme la gratuité, le don, le troc ou les échanges de services. Pour

Léonie, "l'accumulation des biens devra être limitée par l'assemblée municipale". Et Amélie supprime la "transmission de biens par la relation de parenté (pas d'héritage, donc), pour éviter de capitaliser les biens et de recréer une certaine hiérarchie destructrice".

Le logement permet, pour certains, de repenser les rapports de domination entre l'humain et la nature. Selon Amélie, "les lieux de vie seront construits de telle façon que la nature puisse entrer au sein des maisons". Mata'i pense ainsi qu'une "société écologique éviterait de détruire les écosystèmes. Il s'agirait de s'installer 'dedans' plutôt qu' 'à la place de' ". Edith imagine que "les animaux seraient des cohabitants de la communauté".

Léonie envisage d'instaurer "une limite de quatre heures de travail par jour, afin de permettre aux habitants de se rendre dans les ateliers et de profiter de la nature". Lola explique que "plus personne n'est dépendant d'un emploi pour survivre, grâce à un salaire minimum distribué en tickets de rationnement pour se nourrir, se vêtir et avoir un logement".

Félix prévoit que "la médecine est maintenant préventive. Les coûts sont ainsi diminués, et le traitement des soucis de santé est effectué en amont, avant que de réels problèmes apparaissent".

UNE NOUVELLE ÉDUCATION AVANT TOUT

Les étudiants sont très prolixes sur la question de l'éducation. Pour Claire, "afin de supprimer les rapports de domination, les enfants auront des cours relevant d'une autre forme de pédagogie, non identique sur tout le territoire. Les enfants seront invités à comprendre le monde qui les entoure en fonction des animaux, des autres personnes". Clara imagine une nouvelle pédagogie : "Il est essentiel que les professeurs et les éducateurs soient en priorité attentifs à l'enfant, afin que celui-ci puisse se doter d'une sérénité

(2) On pourra relire le dossier du n°307 de février 2004 "Ecocités, vers des villes plus écologiques".



▲ Dessin de Mandragore pour l'affiche des 25 ans de Silence.

et d'une cohérence intérieure." Amélie considère plutôt qu'il faut lutter contre "un savoir institutionnalisé, en créant des lieux d'éducation populaire où chacun peut apporter son savoir, et donc sa pierre à l'édifice, en produisant des connaissances à partir d'expériences". Nicolas va plus loin en considérant qu'il faut "ne plus considérer seulement l'enfant comme un être en formation, mais l'inclure directement dans la vie de la collectivité".

Seule Lola évoque la question des prisons dans son utopie, en imaginant que "des programmes de réinsertion viennent progressivement remplacer l'incarcération, entraînant un démantèlement rapide des prisons. Par exemple, un jeune condamné pour avoir braqué une épicerie suivra une formation de prévention à la délinquance et devra ensuite, pendant un temps donné, dispenser à son tour cette formation. La récidive deviendra ainsi quasiment inexistante grâce à la non-incarcération, à des peines tournées vers l'action".

ET FINALEMENT, COMMENT Y ARRIVER ?

Seuls deux étudiants ont réfléchi aux leviers politiques permettant l'avènement de leur utopie.

Yohan imagine que "c'est le 18 décembre 2100 que tout a véritablement commencé. Pour la première fois était élue présidente de la République une femme porteuse des principes de l'écologie sociale. Conformément à son programme, et en accord avec le slogan "On arrête tout et on réfléchit" (...), elle mit un terme, dès le premier jour de son mandat, aux affaires en cours dans la totalité des institutions de l'Etat, puis posa sa démission".

Lola, elle, espère que c'est la victoire contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes qui lancera un grand changement dans le pays : "Le nihilisme désespéré des jeunes générations, pessimistes

quant à la possibilité véritable de changer la société par une action politique, n'a plus lieu d'être. Cette première grande victoire permet de redonner espoir, mais 'libère' également les résistants implantés à Notre-Dame-des-Landes. Ces résistants vont (...) s'implanter localement pour faire naître des foyers de résistance, de luttes, en discutant des problèmes et des solutions avec les locaux, favorisant ainsi l'émergence d'animateurs politiques qui, à leur tour, s'implanteront dans d'autres localités. (...) De cette façon, peu à peu, les gens se sont mobilisés localement pour négocier des demandes, puis exiger plus de démocratie participative, ce qui a permis d'opposer un contre-pouvoir aux forces politiques institutionnelles. (...) C'est une phase de transition (puisque nous sommes en 2060) qui doit aller jusqu'au municipalisme libertaire total".

Enfin, une bonne partie d'entre eux concluent, comme Edith et Thibaut, que "nous ne pouvons que constater l'immense écart qui nous sépare actuellement de ce modèle utopique".

Gaëlle Ronsin ■

Réguler la technologie mais pas la supprimer

Dans les réflexions de ces étudiants, la technologie occupe une part importante. Lola imagine que "de nombreuses firmes ont été condamnées pour délit d'obsolescence programmée de leurs produits". Mais la majorité reste attachée à ses bienfaits potentiels, comme le dit Guillaume : "La technologie et l'informatique devront être régulés pour être utiles à la société et soulager la vie des travailleurs. C'est pourquoi elles ne doivent pas être supprimées."



Mineurs isolés étrangers : une discrimination institutionnalisée ?

Guinéens, congolais, afghans... Ils sont des milliers de mineurs à partir, seuls, vers la France, pour accéder aux études ou fuir des situations désastreuses. Alors que les départements doivent les prendre en charge, une partie d'entre eux sont délibérément jetés à la rue. Une rude bataille administrative s'engage alors pour ces jeunes qui souhaitent rester sur le territoire.

(*) les prénoms ont été changés.

VOILÀ TROIS ANS QU'IL LUTTE POUR prouver son identité. Trois ans que l'administration le considère comme un fraudeur, comme un menteur. Kevin (*) a 18 ans. Congolais, il est arrivé en France, dans les Côtes-d'Armor, en 2013, afin d'accéder aux études et à un avenir meilleur. Seul, il était ce qu'on appelle un mineur isolé étranger (MIE). Comme tout mineur isolé (1), le département d'accueil devait le prendre en charge au sein du dispositif d'Aide sociale à l'enfance (ASE).

Mais il est accusé d'avoir menti sur son âge dans le but de bénéficier du dispositif. Il en est alors exclu, livré à lui-même et donc à la précarité. Aujourd'hui, bien qu'ayant les documents officiels prouvant sa bonne foi, il est toujours sous la menace de l'obligation de quitter le territoire français ordonnée par la préfecture.

Comme lui, dans les Côtes-d'Armor, ils sont une quinzaine de jeunes étrangers sortis de l'ASE à se heurter aux méandres d'une administration intangible. En France, environ 8000 MIE étaient pris en charge par

l'Aide sociale à l'enfance en 2013... mais impossible d'avoir le nombre précis des jeunes qui en sont exclus.

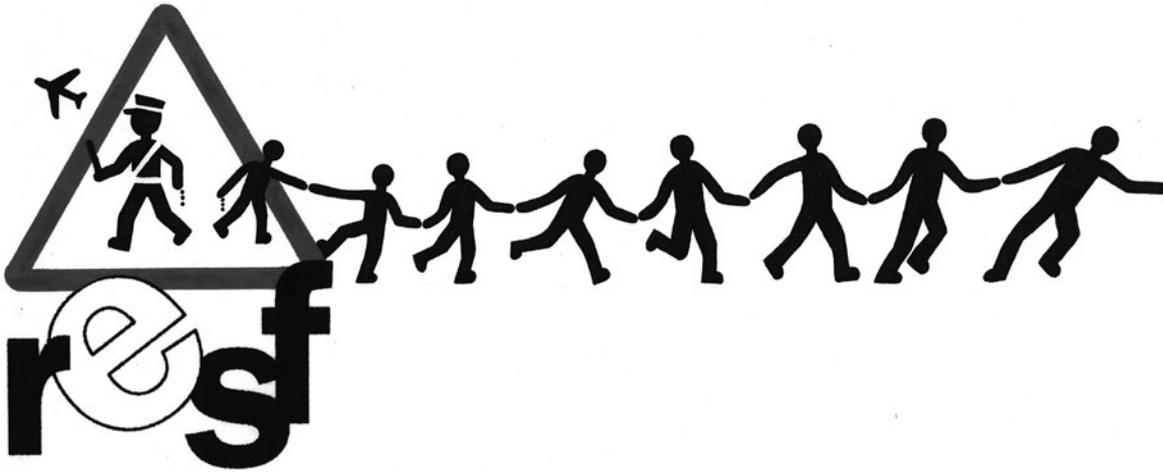
UNE ÉVALUATION TRÈS SUBJECTIVE

En entrant sur le territoire français, tous les mineurs isolés étrangers sont d'abord systématiquement mis à l'abri par le conseil départemental. Pendant cette phase, ils subissent une évaluation, censée confirmer leur âge réel. Sauf que cette évaluation est souvent imprécise, voire incohérente, et certains départements n'hésitent pas à utiliser systématiquement les très contestés tests osseux (2). Un simple doute suffit à exclure ces adolescents. Généralement, les préfectures emboîtent le pas en leur imposant une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

"Ils n'étudient pas les papiers comme il le faut", déplore Moussa. Il est Guinéen, et du haut de ses 19 ans, vit une situation similaire à celle de Kevin. "Ils nous disent que ce ne sont pas les bons papiers, poursuit-il.

(1) art. 2 de la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée en 1990.

(2) L'Ordre des médecins a notamment pointé leur absence de fiabilité. Ils sont aussi souvent appliqués sans le consentement du jeune, pourtant obligatoire.



L'ambassade les a attestés mais ils continuent de nous dire ça. On ne comprend pas... Pourquoi c'est comme ça ? (...) Ma carte consulaire [attestant de sa minorité à son arrivée en France] a été authentifiée par la police, mais ils ont dit que ce n'était pas valable. Si on nous dit que ce ne sont pas des vrais papiers, alors nos États ne sont pas de vrais États ?!"

CONSTRUIRE UN AVENIR VIABLE ? IMPOSSIBLE

La situation est dramatique pour ces adolescents, pourtant en grande majorité scolarisés. Moussa a pu obtenir haut la main un CAP de maçonnerie dans un lycée de Saint-Brieuc, à l'instar de plusieurs de ses camarades qui sont également titulaires d'un CAP. Pourtant, l'accès à l'emploi leur est impossible. "On a eu de la chance d'avoir des entreprises qui étaient prêtes à nous prendre, explique-t-il. Des patrons savent que ce qu'on dit est vrai". Malheureusement ces entreprises ne peuvent les embaucher tant qu'ils sont sous le coup d'une OQTF.

Alors, en attendant un dénouement, Kevin, Moussa et les autres survivent tant bien que mal. Un collectif citoyen s'est monté pour les soutenir. Il les aide tant dans les démarches administratives et judiciaires que dans la gestion du quotidien. Accéder à un logement et à une nourriture sans revenu ou aide financière est une tâche ardue. C'est donc le collectif, parfois soutenu par la mairie, qui s'en charge. Et malgré les mobilisations des lycéens et d'enseignants de Saint-Brieuc, la Préfecture et le Conseil départemental demeurent inflexibles.

UN PROBLÈME NATIONAL

Le souci est que chaque département fait ses démarches à sa sauce. L'afflux de réfugiés depuis

2013, combiné à des manques de moyens, a développé la tendance qu'ont certains conseils départementaux à exclure systématiquement une part des MIE de l'ASE. La circulaire Taubira, déposée en mai 2013 (3), qui était sensée harmoniser les pratiques, ne change pas grand chose. La France vient d'ailleurs d'être sérieusement réprimandée par l'Europe concernant ses procédures d'accueil des jeunes étrangers (4).

Gwenvael Delanoë ■

Des tests osseux imprécis

La circulaire Taubira prévoyait l'usage des tests osseux en dernier recours lors de l'enquête chargée de vérifier l'âge du jeune prétendant au droit à l'aide sociale à l'enfance (ASE). Or il apparaît que certains départements y ont recours systématiquement.

Pourtant, leur valeur scientifique est fortement contestable... et contestée : le Haut conseil de la santé publique (HCSP) affirme que "la détermination d'un âge osseux ne permet pas de déterminer l'âge exact du jeune lorsqu'il est proche de la majorité légale" (1). L'Ordre des médecins s'est également montré défavorable à cette pratique.

En effet, le HCSP explique : "les âges osseux ont été déterminés le plus souvent à partir de populations d'origine caucasienne, et pour celui qui constitue la norme de référence, l'atlas de Greulich et Pyle, une population

américaine issue de classes sociales moyennes ou élevées, recrutée dans les années 1930". Or "la maturation d'un individu a des variations physiologiques en fonction du sexe, de l'origine ethnique ou géographique, de l'état nutritionnel ou du statut socio-économique. Il existe

aussi des variations pathologiques en cas de maladie chronique par exemple". À cela s'ajoute l'écart-type d'un à deux ans de ces tests, qui complexifie l'évaluation de l'âge d'un jeune après ses quinze ans.

D'autres examens médicaux sont parfois pratiqués, comme la radiographie dentaire ou l'observation des caractères sexuels, mais leur précision n'est pas non-plus garantie. Malgré tout, leurs résultats suffisent à exclure de nombreux jeunes en situation déjà fragile.

(1) Avis relatif à l'évaluation de l'âge d'un jeune étranger isolé, 23 janvier 2014

(3) Partiellement annulée en 2013. La loi du 25 novembre 2015 n'abolira pas les tests osseux.

(4) Les 13 et 14 janvier 2016 la France a été auditionnée par les Nations Unies pour vérifier le respect de la Convention internationale des droits de l'enfant. Elle a notamment été rappelée à l'ordre pour sa pratique du test osseux "indigne" et ses manquements quant à la prise en charge des mineurs étrangers.





▲ Cantine au collège F. Mitterrand

Bientôt du bio dans toutes les cantines ?

Les producteurs bio peuvent-ils fournir 20 % des repas pour la restauration collective ? Les élus français multiplient les reculades... et pourtant la filière bio s'organise et trouve des solutions innovantes, comme le montrent ici le cuisinier Pascal Veaulin du Collectif les Pieds dans le Plat (CPP) et la municipalité de Lons-le-Saunier.

• Collectif Les pieds dans le plat : www.collectif-lespiedsdansleplat.fr.

• FNAB, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 38 38 69, www.fnab.org

A VANÇANT QUE LES FILIÈRES BIO NE sont pas en capacité de fournir 20 % des repas dans les cantines collectives, début mars 2016, les Sénateurs ont retiré cet objectif d'un projet de loi sur l'ancrage territorial. Selon eux, pour atteindre ces 20 %, la bio serait forcément d'importation. (1)

LA PRODUCTION DE BIO EST SUFFISANTE POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE

La Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique (FNAB) a répondu à cette objection : il y a trois milliards de repas par an servis dans la restauration collective. Pour assurer 20 % de ces repas, cela nécessiterait environ 400 000 hectares... Or fin 2015, l'agriculture bio représente 1,3 million d'hectares... dont 220 000 hectares nouveaux pour cette seule année. Au rythme actuel de conversion, cela ne représente donc qu'un délai de deux ans pour arriver à fournir ce débouché supplémentaire (en fait moins puisque les cantines utilisent déjà des produits biologiques à hauteur de 2,7 %).

Cela fait maintenant des années que les filières bio se sont organisées pour répondre à la demande de la restauration collective : une vingtaine de plate-forme de producteurs existent déjà et couvrent 70 % des départements. Une telle loi aurait pour conséquence d'inciter encore davantage d'agriculteurs à franchir le

pas de la conversion à l'agriculture biologique, ceux-ci ayant un débouché assuré.

Les expériences de cantines 100 % bio, comme celle de Langouët, en Ille-et-Vilaine qui fonctionne depuis dix ans, montrent que c'est non seulement possible, mais que cela ne coûte pas plus cher. Il existe déjà une centaine de cantines qui dépassent le 20 % bio en France (2) et cette démarche est en train de s'étendre.

DU BIO DANS LES ÉPINARDS

Prenons l'exemple de Pascal Veaulin, chef cuisinier dans un collège du Loiret, qui a réussi à introduire plus de 50 % de produits bio dans les repas. En 2003, ce jeune chef décide de relever le défi lancé par *Bio Centre* dans le cadre de l'opération *Printemps Bio* (3), de servir un repas bio complet aux élèves de son collège. "C'était difficile, car cela explosait mon budget, et au printemps il n'y avait pas la production locale en face..."

Suite à cela, Pascal continue laborieusement à introduire du bio dans ses repas. En 2008, la FNAB et l'Institut de formation de l'environnement créent un réseau de formateurs cuisiniers et diététiciens dont la mission sera d'accompagner la restauration collective d'Etat dans la démarche. Cela l'aide à introduire plus de bio, mais dans son collège les résultats sont mitigés, les

(1) Ces reculades de nos élus — généreusement influencés par les lobbys de l'agro-alimentaire — font qu'une des mesures positives du Grenelle de l'environnement de 2007 ne sera pas tenue : nous devions atteindre ces 20 % en 2012 !

(2) Voir www.restaurationbio.org

(3) www.printempsbio.com



▲ Cantine bio à Saint-Etienne (42)

moyens ne sont pas encore adéquats pour fabriquer le plus possible maison.

QUELLE EST LA RECETTE D'UNE CANTINE BIO ?

En 2013, il change de collège et cela débloque les choses : il y a plus de place pour faire des légumes, du matériel de cuisson mieux adapté et plus de personnel. Parmi les pratiques qu'il met en place pour diminuer les coûts et compenser celui de l'achat de la nourriture bio : proposer plusieurs plats au choix aux élèves, avec ou sans viande, ou remplacer la viande par des légumineuses (haricots, lentilles etc.). Il supprime aussi les fonds de sauces et autres préparations industrielles onéreuses, celles-ci contiennent beaucoup d'additifs dangereux pour la santé et servent de cache-misère quand les ingrédients n'ont pas de goût. Le plus important c'est la réappropriation du métier de cuisinier et de proposer au maximum des plats "fait maison" ; limiter le gaspillage, par exemple en réutilisant le vieux pain pour faire de la chapelure. Et le résultat est là : des repas avec un coût de matière première inférieur à 2,10 € par personne, pour une moyenne de 50 % à 70 % de produits bio utilisés (légumes frais, céréales, légumineuses, produits laitiers, œufs frais en coquille...).

"ILS EN REDEMANDENT !"

Tout n'est pas facile pour autant. Pascal fait face à des difficultés d'approvisionnement car la plateforme *Bio Centre*, principale fournisseuse de produit Bio locaux, a fait faillite. Il reconstruit donc une filière pour son collège et se tourne pour cela vers le *Gabor* (4) avec qui il construit un calendrier de semis de légumes pour toute l'année, ce qui l'aide à s'organiser pour les commandes de produits de saison et locaux.

Les parents et les enseignants sont contents de cette évolution. Quant aux élèves, "ils adorent : les courges en hiver, la purée de potimarron, les pâtes (artisanales), les lentilles, ils en redemandent". Pascal réalise des expositions de légumes de saisons et des repas à thèmes tout au long de l'année.

UN RÉSEAU DE RESTAURATION COLLECTIVE BIO

Au tournant de l'année 2013, la FNAB ne peut plus financer l'animation d'un réseau de formateurs spécialisés sur l'introduction de la bio dans la restauration collective. Faute de demandes publiques de formations bio, plusieurs cuisiniers et diététiciens issus du réseau veulent continuer à se former et en former d'autres. Pour cela, ils rédigent la "charte de Lorris" qui servira de cadre à la création d'une association : "le Collectif les Pieds dans le Plat", en 2014. Parmi eux Pascal Veaulin et Jean-Marc Mouillac. Ou encore Aurélie Bénazet, diététicienne. Elle fait cuisiner les lycéens en classe avec une cantine mobile et participe à introduire la bio dans la restauration de la ville de Château-Thierry (Aisne).

L'Agence bio qui fourmille de statistiques sur la bio indique que 87 % des Français sont intéressés par du bio dans la restauration à l'école, 76 % à l'hôpital, 73 % au travail et dans les maisons de retraite. 74 % des cantines scolaires ont déjà servi des produits bio.

Guillaume Gamblin ■

Rendre l'eau potable en passant à la bio

Le passage aux cantines bio a également un effet positif sur la pollution locale. La FNAB rappelle que dans les années 1990, la municipalité de Lons-le-Saunier, dans le Jura, a été confrontée à des problèmes de qualité de son eau potable. Plutôt que de construire une coûteuse usine de dépollution, elle a choisi de passer sa cuisine centrale (5000 repas par jour) à la bio, en achetant les produits sur le versant hydraulique concerné. Les agriculteurs et les éleveurs ont suivi... ce qui a fait baisser la pollution des nappes phréatiques.

Un label pour les cantines

L'entreprise Ecocert qui labellise les producteurs en agriculture biologique, a créé un label pour la restauration collective, le "label Ecocert en cuisine". Le premier restaurant à être labellisé en 2013 est celui de l'école primaire de Marsaneix (Périgord), où le chef de cuisine Jean-Marc Mouillac, réalise des repas avec 100 % de produits bio dont 86 % à moins de 20 km de la cantine. Pascal Veaulin a fait également réaliser un audit par Ecocert qui a calculé une moyenne à 63 % de bio, dont 20 % de produits bio issus de la filière locale, avec une marge de progression.

(4) GABOR : Groupement des Agriculteurs Biologiques et Biodynamistes de l'Orléanais et du Loiret, tél : 02 38 71 95 20.

Quelques lectures pour les vacances



ESSAIS

Je vous écris de l'usine

Jean-Pierre Levaray

Jean-Pierre Levaray a travaillé dans une usine d'engrais près de Rouen, appartenant au même groupe industriel qu'AZF à Toulouse. Pendant dix ans, il a tenu son carnet de bord à travers des chroniques publiées dans le mensuel

CQFD. Elles sont reprises ici, montrant les stratégies de pourrissement d'une usine géante où le profit l'emporte sur les considérations humaines : on y suit les accidents du travail, les grèves, le problème de l'amiante, les licenciements, la solidarité avec les victimes d'AZF... L'écriture est alerte et la chronique s'est arrêtée pour cause de départ à la retraite. Nul doute que l'auteur du précédent "Putain d'usine" va encore trouver de quoi aiguïser sa plume pour d'autres causes. FV.

• Ed. Libertalia, 2016, 368 p. 15€

Ils ont construit leur maison

Julie Barbeillon, Anne-Elisabeth Bertucci, Céline Cammarata

28 exemples de maisons autoconstruites, avec de nombreuses photos montrant les étapes des chantiers et l'ambiance après la réalisation. De beaux reportages comme on les lit dans la revue La maison écologique. Le livre se termine par un carnet technique plein de conseils pour ceux et celles qui veulent se lancer dans l'aventure. On regrettera toutefois le peu de réflexion critique sur le choix de la maison individuelle (deux projets collectifs dans tout le livre), la question de la taille des logements (200 m² pour deux personnes, même en passif, cela consomme sans doute plus qu'un logement en collectif sur 70 m² moins isolé !) et l'option, pour certains, de la pleine nature (ce qui implique ensuite d'autres coûts comme le recours à la voiture). MB.

• Ed. La Martinière, 2016, 24 p. 29,90€

BEAU LIVRE

Vélos urbains

De la roue libre au fixie

Laurent Belando

L'auteur a réalisé, principalement dans les rues de Paris, 70 portraits de cyclistes urbains avec leurs vélos et les a ensuite classés selon différentes tribus. Les photos sont belles, mais on sent quand même une fascination pour des usages non utilitaires du vélo : courses, jeux, mode, compétition... et l'auteur n'a bizarrement rencontré ni vélos couchés ni vélos carénés. On ressort de la lecture de ce livre partagé : c'est bien de montrer de jolis vélos, mais cela reste très technique et donc dépolitisé... à part une référence aux vélorutions parisiennes. FV.

• Ed. Tana, 2015, 192 p. 25€



ROMANS

Pristina

Toine Heijmans

Les sans-papiers sont d'autant plus difficiles à expulser qu'ils sont présents sur le territoire depuis longtemps. Albert Drilling, fonctionnaire néerlandais, est chargé de négocier leur départ pour éviter les tempêtes médiatiques. Il se rend sur une île sur la trace d'une jeune fille connue sous le nom d'Irin Past. S'il parvient au final à la déloger, cela ne se fera pas sans mal... et sans le résultat qu'il espère. Toine Heijmans réussit à nous faire partager les états d'âme de ce fonctionnaire, d'Irin Past, mais aussi du maire et de quelques autres personnages. L'enfermement de l'île permet une dramatisation de la situation et aborde en profondeur ce positionnement de nos gouvernements qui ne veulent pas se laisser déborder par l'immigration. Une passionnante réflexion sur l'humanisme. Le final du livre est somptueux ! MB.

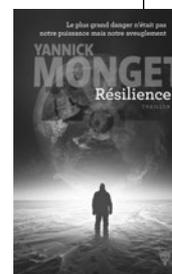
• Traduction Danielle Losman, éd. Christian Bourgois, 2016, 384 p. 18€

Résilience

Yannick Monget

Dans un futur proche, une épidémie se déclenche. Particulièrement virulente, elle se propage rapidement au niveau mondial. Et ce que n'avaient pas prévu les promoteurs du nucléaire, c'est qu'une bonne partie du personnel pouvait tomber malade en même temps. Nous suivons donc deux histoires : une qui se passe avec les survivants et l'autre qui commence 100 jours avant l'effondrement. Astucieusement, par les dialogues de ce thriller au suspense allant crescendo, l'auteur rappelle tous les dangers de l'énergie nucléaire... mais également les problèmes qui nous attendent dans le domaine du réchauffement climatique, des cyber-attaques, de la santé... On ne lâche plus le livre une fois commencé... même si la chute finale est un peu décevante. Des annexes permettent au lecteur d'en savoir plus sur le nucléaire. MB.

• Ed. de la Martinière, 2016, 688 p. 22,90€



JEUNESSE

Ma nounou est une girafe*Perrine Joe, Anne-Soline Sintès***Interdit aux éléphants,***Lisa Mantchev, Taeun Yoo*

Dès 5 ans chacun. La nouvelle nounou d'Arsène est une girafe. Tout se passe bien et le garçon l'aime beaucoup. Mais au village fleurissent des écriteaux "Interdit aux longs cous". Arsène est choqué, il organise une manifestation. Puis il va voir le monsieur qui a posé tous ces écriteaux... pour découvrir qu'il est très petit et que les longs cous lui cachent la vue. Il suffisait de le dire : en montant sur leur dos, le problème est résolu. Quant au narrateur de la seconde histoire, il vit avec un mini-éléphant comme animal familier, mais à l'entrée du Club des animaux trône un panneau "Interdit aux éléphants". Passée la consternation, son maître va rencontrer d'autres enfants dont les animaux hors-normes (putois, hérisson...) ne sont pas acceptés dans ce club.

Ensemble, ils vont ouvrir un nouvel espace de jeux, qui cette fois-ci sera ouvert à tou-te-s. Deux livres bien faits et aux thèmes très voisins, un peu à la manière de "Matin brun". Deux manières astucieuses et positives d'affronter des situations d'exclusion, et qui peuvent parler de racisme, de sexisme, des normes d'apparences ou encore du handicap. GG

- *Ma nounou est une girafe* éd. Père fouettard, 2016, 32 p., 13€.
- *Interdit aux éléphants*, éd. des éléphants, 2015, 40 p., 14€.

Le meilleur cow-boy de l'ouest*Fred L*

Le concours pour élire le meilleur cow-boy de l'ouest est bouleversé par l'arrivée d'un nouveau candidat, un petit concurrent au sourire sympathique et aux bottes trop grandes pour lui. Il remporte haut la main l'ensemble des épreuves en les subvertissant, dansant la polka sur le cheval de rodéo, sympathisant avec les Indiens au lieu de les massacrer, ramenant la lune plutôt que du gibier... Cerise sur le gâteau, le vainqueur



révèle finalement qu'il est une fille. Un petit livre bourré d'humour, subversif et réjouissant ! GG

- *Ed. Tom'Poche, 2015, 30 p., 5,5€*

Blanche-neige et les 77 nains*Daïve Cali, Raphaëlle Barbanègre*

Dès 5 ans. Alors qu'elle fuit une méchante sorcière, Blanche Neige rencontre 77 nains bien sympathiques qui lui proposent de trouver refuge dans leur maison, en échange d'un petit coup de main pour le ménage. Son quotidien se transforme alors en une suite intense et ininterrompue de tâches ménagères et de soins au service des nains. Épuisée et excédée, elle part de ce foyer, se trouve trop heureuse de manger la pomme que lui tend la sorcière et de pouvoir enfin dormir et paresser en paix ! Cette fable illustrée de manière colorée met en lumière de manière à la fois subtile et évidente l'exploitation domestique des femmes, l'héroïne étant ici confrontée à une domination "douce" et souriante. Et l'album s'achève sur une libération jubilatoire ! GG

- *Talents hauts, 2016, 32 p., 15€*



BANDES DESSINÉES

Alexandra David-Neel, Les Chemins de Lassa*Christian Perrissin, Boro Pavlovic***Rimbaud, l'explorateur maudit***Philippe Thirault, Thomas Verguet***Darwin, T1, à bord du Beagle***Christian Clot, Fabio Bono*

La collection Explora de Glénat retrace le parcours de grands explorateurs. Alexandra David-Neel, dans des conditions terribles, sera la première femme occidentale à pénétrer dans la capitale interdite du Tibet. Rimbaud, poète instable, se lance dans différents commerces en Ethiopie ; Darwin, jeune naturaliste, embarque dans un tour du monde maritime au cours duquel il va commencer à douter que la création du monde se soit faite en sept jours. Chaque BD est complétée par un cahier qui replace l'histoire dans son contexte. C'est très réussi pour Darwin et Alexandra David-Neel, un peu moins pour Rimbaud. MB.

- *Ed. Glénat, 2006, 56 p. chacun, 15€ le volume.*



interroger les ouvriers qui pendant un temps se sont concertés pour créer une société coopérative, mais qui y ont renoncé. A la manière d'Etienne Davodeau (Les Ignorants), il se met en scène dialoguant avec les membres de sa famille, les salariés et même les anciens salariés qui se sont mis à leur compte. On passe un peu trop de temps à rouler sur les routes ardéchoises, mais le résultat est quand même fort bien réussi. Cela interroge sur le rôle des petites entreprises et les difficultés de mener un projet collectif. FV.

- *Ed. Futuropolis, 2016, 136 p. 20€*

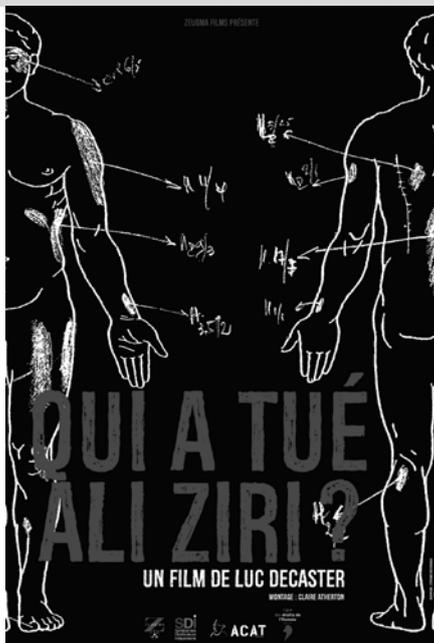
La poussière de plomb*Henri Labbé, Dominique Heinry, Alexis Robin*

Inspiré de la vie de Cesare Battisti, ce roman graphique retrace le passage d'un groupe militant italien né de la contestation de 1968 à la lutte armée. On y découvre la critique du Parti communiste de l'époque, les attentats aveugles de l'extrême-droite, le rôle obscur de la Mafia, les frontières poreuses entre le banditisme et la lutte militante. Des jeunes de 17 à 25 ans vont ainsi passer de la distribution de tracts au hold-up sanglant. L'histoire montre clairement les intérêts de chacun. Il s'en suit une interminable cavale, certains se réfugiant alors en France. Une radicalisation qui à l'époque s'est également déclinée en Allemagne (Baader) et en France (Action directe)... avec peut-être les mêmes manipulations politiques. Un récit passionnant qui nous permet de bien comprendre l'histoire italienne de l'époque. MB.

- *Ed. Delcourt, 2016, 224 p. 24€*

**La menuiserie***Aurel*

Depuis plusieurs générations, en Ardèche, la famille d'Aurel se transmet une menuiserie. Mais Aurel lui préférant les planches... de BD, la menuiserie va fermer avec le départ de son père à la retraite. Aurel va



Longue quête de justice pour un vieux chibani ⁽¹⁾

Avez-vous vu le dernier film de Luc Decaster (2) ? Sans doute pas, et pour cause ! Tourné sans budget, produit à grand-peine, distribué avec l'aide de militants, il fait partie d'un cinéma en marge très peu visible. D'autant plus quand il s'agit de s'élever contre des bastions du pouvoir, police et justice.

LE 9 JUIN 2009, À LA SUITE D'UN CONTRÔLE routier, Arezki Kerfali, 62 ans, et Ali Ziri, 69 ans, sont conduits au commissariat de police d'Argenteuil. Le premier en ressortira couvert d'hématomes, poignet cassé. Le deuxième décèdera, victime d'un arrêt cardiaque selon la version officielle. En soutien à la famille vivant en Kabylie, un collectif d'associations et d'habitants se met en marche.

VIOLATION DES DROITS HUMAINS ET IMPUNITÉ

La contre-expertise médicale révèle 27 hématomes et des signes d'asphyxie "de type mécanique". La commission nationale de déontologie sur la sécurité (3), au vu de l'enregistrement de la caméra du commissariat, déclare "inhumain et dégradant" le traitement subi par les deux hommes.

Le calvaire judiciaire commence et, sept ans après, il dure toujours. Non-lieux à répétition, délocalisation à la Cour de Rennes qui ne répond en rien aux injonctions de la Cour de cassation ! Ainsi, à aucun moment les policiers ne sont auditionnés, ni les témoins, et la vidéo du commissariat n'est jamais visionnée ! Le déni de justice est patent et nourrit une impunité tenace.

UNE CAMÉRA MILITANTE

Pour Luc Decaster, chaque choix esthétique vise le respect des personnes et des spectateurs. Ainsi, pas de commentaire surajouté, juste distance de la caméra, temps réels non découpés. Il montre de l'intérieur le quotidien du collectif. Manifestations, tractage sur le marché, élaborations tâtonnantes de communiqués, émotions partagées avec les familles prises dans d'autres histoires similaires, appel à ce que chacun donne 1 euro pour partager la propriété d'une plaque commémorative (que la mairie fera ôter...). Il souligne que cette "affaire", loin d'être isolée, s'inscrit dans une longue histoire de violences policières contre des personnes issues de l'immigration. Bavures ? Bavures hélas répétées ? Ou partie intrinsèque d'un système de contrôle social brutal et raciste ?

Le dernier recours judiciaire est désormais la Cour européenne des droits de l'homme. La foi en la justice des tribunaux devient pour le moins difficile mais le collectif tient bon et ne cède pas à la tentation de la violence. Le film et la minutieuse documentation des faits réalisée à son occasion (4) empêcheront que l'histoire de Ali Ziri soit occultée. Et restaurent sa dignité.

Parmi les autres films de Luc Decaster, *On est là !*, en 2012 (lutte de travailleurs africains sans papiers dans une entreprise de nettoyage), ou *Rêve d'usine*, en 2003 (lutte lors d'une fermeture d'usine).

(1) Travaux ingrats, foyers Sonacotra, situations compliquées à la retraite : tel est le lot des chibanis, migrants maghrébins arrivés en France à partir de 1945.

(2) *Qui a tué Ali Ziri ?*, sortie le 7 octobre 2015, montage : Claire Atherton, production indépendante : Zeugma Films

(3) Remplacée depuis 2011 par le Défenseur des droits

(4) Voir www.zeugma-film.fr

Monnaie locale et cotisations sociales

Dans le numéro d'avril, un lecteur pose la question des monnaies locales et des cotisations sociales, en demandant si celles-ci sont aussi prélevées sur les paiements en monnaie locale. La réponse est oui, car les prestataires (commerçants, artisans...) qui acceptent la monnaie locale l'enregistrent dans leur comptabilité comme un paiement en euros, sans distinguer entre les deux monnaies. Ses cotisations sociales sont donc calculées sur l'ensemble des ses encaissements, quelle que soit la monnaie dans laquelle il a été payé (et il les paiera en euros).

Catherine Pierson

Membre de la collégiale de "la Sonnante", monnaie locale des Hautes Pyrénées.
www.lasonnante.fr



Dépistage des cancers du sein

Je souhaite réagir à l'article "Dépistage des cancers du sein", questions aux Delépine, oncologue et cancérologue (Silence n°444 page 2).

Ils déconseillent le dépistage du cancer du sein par mammographie, la prévention pouvant se faire uniquement par palpation. Or, si cette

non sensibles à la palpation. De plus, c'est une sorte de cancer à développement rapide, et lorsqu'il est non sensible aux hormones (triple négatif), mortel à 25% environ, même avec traitement.

Si j'avais suivi ce conseil, malgré une visite chez mon (très bon) gynécologue un mois avant, je n'aurais pas su, avec aucun autre signe extérieur, que j'avais 2 tumeurs de 15mm et 19 mm contre le sternum, avec de forts risques de propagation aux os et poumons, vu la proximité. Quel serait mon pourcentage de vie dans ce cas ? Prise à temps, j'ai pu conserver mon sein, mais la guérison totale requiert du temps. C'est le surdiagnostic (tumeurs de moins de 10 ou 15 mm) qui est



méthode est effectivement valable pour 90% des cancers du sein, dits canaux (des canaux amenant le lait au mamelon), elle est totalement inefficace sur 10% des cancers, dits lobulaires (des lobules qui produisent le lait), situés très profondément contre le sternum,

contestable. Chaque patiente a le droit de dire non à une surmédicalisation, et exiger plutôt un suivi régulier.

Françoise Tlemsamani
Charente-Maritime

NEF, encore un effort !

En réaction au dossier sur les coopératives et plus précisément la Nef [Silence n° 444], voici l'expérience de la SAS "Voilà l'Soleil" (à fonctionnement coopératif). 33 associés ont financé un toit photovoltaïque sur une ferme appartenant à Terre de Liens. La vente d'électricité doit rapporter environ 3000 euros par an. Par souci de cohérence nous avons ouvert un compte à la Nef. Mais nous avons été très étonnés par les frais de tenu de compte : 640 euros par an + 180 euros pour avoir accès au compte par internet soit 820 euros de frais bancaires annuels ! Nous avons essayé de négocier le tarif associatif en nous appuyant sur le but de la SAS (complètement désintéressé) et en adéquation avec les valeurs de la Nef, mais sans succès ! Nous avons donc fermé notre compte et ouvert un compte à la Banque Postale (192 euros par an pour les sociétés). Dommage ! Il y a encore du travail pour améliorer le fonctionnement de la Nef !

Lionel Reisler
Gard

L'égalité est vitale

Le désordre climatique va recréer une égalité face au désastre écologique, auquel seule une grande égalité sociale nous permettra de garder une toute petite chance de résister. (...) Car il pourrait y avoir des températures au niveau desquelles, ni la transpiration des pauvres, ni la climatisation des riches ne leur permettraient de survivre. (...)

Non seulement "L'égalité est meilleure pour tous", comme le démontre magistralement l'ouvrage de Richard Wilkinson et Kate Pickett (*Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins, 2013), mais elle est vitale. Car notre bien commun, une biosphère humainement habitable, ne pourra pas être préservé sans une plus grande égalité sociale et une plus grande prise en compte des lois naturelles.

En effet les situations économiques, qui sont le fruit de relations entre les hommes, sont négociables et améliorables très vite. Mais les lois de la physique (principes de Carnot) et de la géophysique (lois de l'entropie) ne sont pas négociables. (...) Il nous faut donc, de toute urgence, cesser de regarder l'écologie avec des lunettes d'économistes, et regarder au plus vite l'économie avec des lunettes d'écologistes. (...)

Jean Monestier

Pyrénées-Orientales

Recyclage

J'aimerais réagir sur l'article Zerowaste (Silence n°443 page 23, "Faut-il payer une taxe si on ne produit plus de déchets ?"). En Allemagne, dans le nord (Schleswig-Holstein), il existe un système intéressant de taxe sur les ordures ménagères. Comme beaucoup de gens trient très bien leurs ordures, les bouteilles en verre rapportées au magasin (rémunérées en bons d'achat), les végétaux au compost, papiers

et cartons pour allumer le feu, etc, beaucoup de gens n'ont plus besoin de remplir toute la grande poubelle. Alors ils peuvent opter pour des genres de bacs insert pour la poubelle qui correspond au réel besoin d'ordures à évacuer. De plus

il est possible de ne la faire enlever que tous les quinze jours, voire moins. Résultat de l'opération, les gens payent moins pour les taxes ordures et sont en même temps plus responsables. Il n'y a pas de bouteilles ni en verre ni en plastique qui traînent dans la nature puisqu'elles sont ramenées en magasin. Pourquoi les politiques ne s'inspirent-ils pas de cet exemple ? Si ça fonctionne bien ailleurs depuis des années, cela ne pourrait-il pas fonctionner en France ?

Frauke Stein
Cantal



De la montée du FN

Les élections régionales 2015 ont été marquées par les sommets atteints par les listes du FN, lequel est devenu le 1er parti de France.

(...)
Ce parti, surfe sur la crainte de l'autre, cet immigré, ce migrant, qui risque de prendre le travail d'un "bon français de souche". Les électeurs, depuis longtemps, considèrent que la question prioritaire est justement cet accès à l'emploi, loin devant tous les autres thèmes (dont celui de la protection de l'environnement et même de la sécurité).

Or, depuis des décennies, aucune des formations au pouvoir, malgré les alternances successives, n'est parvenue à infléchir la courbe du chômage.

Deux faits concourent à la désorientation de l'électeur :

- Il est de plus en plus difficile de distinguer ce qui sépare les orientations économiques dites de gauche (notamment par la « macronisation ») et celles de droite (qui elles sont bien connues).

- L'offre politique est assez pauvre et peu audible sur une alternative économique crédible.

C'est en grande partie ce qui explique la montée du FN, qui se place ainsi pour les présidentielles de 2017, en espérant réitérer le scénario du scrutin de 2002.

Face au désespoir électoral grandissant, outre la nécessaire dénonciation continuelle de l'imposture générale que représente le FN, il est urgent de proposer, à l'occasion des prochaines élections présidentielles, un scénario politique et économique fort et novateur. Pour ce faire, il est temps de parvenir à créer une coalition de politique de transformation.

Et ainsi voir émerger en France une force politique citoyenne, solidaire, écologique et profondément sociale à l'image de ce qui se joue dans d'autres pays comme en Grèce et en Espagne.

(...)
De plus en plus, émergent, à petite échelle, des expériences alternatives concluantes qui, de plus, tissent, du lien social. Le mouvement "En transition" est un laboratoire d'idées novatrices et le succès du film "Demain" démontre une attente forte de développement alternatif. Un projet politique fort devrait s'appuyer pédagogiquement sur ces réussites et leur permettre de changer d'échelle afin de se généraliser.

(...)
Les élections présidentielles approchant, il est de la responsabilité de la famille politique de gauche de se rassembler largement pour proposer ce projet économique de rupture et porteur d'espoir.

Frédéric Camino

Gironde

Abattoirs, ces usines où l'on tue

À propos des fermetures temporaires des abattoirs d'Alès et du Vigan... Abattoir c'est le joli mot pour dire usine où l'on tue. Le principe de l'usine c'est de morceler le savoir-faire humain en une multitude de sous-domaines, ainsi on obtient un geste simple, qui va pouvoir être répété à l'infini, et si possible de plus en plus vite. Ce que l'on attend du travailleur c'est d'être efficace, rapide, et donc rentable. C'est donc avec ce rythme que le salarié devra tuer.

Le système actuel part du principe que cette activité répétitive, morcelée et très rapide, n'aura aucun impact sur la psyché de l'individu dont c'est la vie.

Il semblerait d'après des décennies d'études psychiatriques et psychologiques que toutes les activités humaines laissent des traces dans la psyché humaine, et quarante heures par semaine de tuerie organisée n'en auraient pas ? Je pense que n'importe quel être humain dit "normal", on va dire assez équilibré, qui rentrerait comme salarié dans un abattoir, aurait quelques soucis à se faire pour son équilibre psychique.

On peut fermer pour quelques temps un abattoir et on peut aussi renouveler totalement le personnel de l'usine, mais le principe

que sous-tend cette industrie, mériterait je crois d'être repensé.

Où en est-on tous avec notre consommation de viande, se fait-elle réellement en fonction de nos vrais besoins ?

Pourquoi la plupart des cantines scolaires et professionnelles, nous font consommer autant de viande et de si mauvaise qualité en plus ?

Ce que je sais c'est qu'aujourd'hui, il y a des propriétaires d'élevages colossaux de bovins, qui ont besoin du "marché" pour faire de colossaux profits.

(...). Nous portons tous une part de responsabilité dans ce qui se passe dans un abattoir (...). Si chacun acceptait le principe de consommer moins de viande et d'acheter local, le principe de l'abattoir pourrait disparaître. Je crois que la relocalisation de l'économie est la seule solution viable. Produire localement et donc refaire travailler des bouchers qui tueraient peu de bêtes, et qui pourraient le faire dans le calme et la dignité, me paraîtrait plus sain. Le rythme de l'usine est infernal, la tuerie en usine est forcément infernale.

Hélène Fourgeaud

Gard

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **55 plantes médicinales dans mon jardin, les cultiver, les récolter, les conserver**, Virginie Peytavi, éd. Terre vivante, 2016, 208 p. 24,90 €. Après avoir présenté les conditions de culture des plantes, des fiches pratiques pour chacune des plantes présentées.

■ **Lettres à mon utérus**, Marlène Schiappa, éd. La Musardine, 2016, 164 p., 14 €. 16 femmes écrivent des lettres à leur utérus... pour faire sortir cet organe de l'anonymat et se le réapproprier.

■ **La vache qui pleure ! Retour au lait naturel, une question de santé**, Véronique Richez-Lerouge, éd. Nouveau-Monde, 2016, 280 p. 18 €. Le lait de vache serait source d'allergies ? Mais de quel lait parle-t-on ? Aujourd'hui, c'est un lait industriel qui nous est fourni... alors que le lait cru a disparu. Ce dernier est pourtant bon pour la santé. Plaidoyer pour un retour à des élevages à dimension humaine et à un lait naturel.

■ **L'homme qui écoute les légumes**, Asafumi Yamashita, photos Alexandre Petzold, éd. Actes Sud, 2016, 232 p. 32 €. L'auteur, japonais, s'est installé en maraîchage en région parisienne et fournit en légumes des restaurants prestigieux. Avec de nombreuses photos, présentation de ses réflexions résultant de la conduite de son potager.

■ **L'événement anthropocène, la Terre, l'histoire et nous**, Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, éd. Seuil/Points, 2016 [2013], 9,50 €. Cet excellent ouvrage est maintenant disponible en poche. Il explique comment le développement humain en est arrivé à modifier son environnement au point que l'on parle maintenant d'un nouvel âge géologique.

■ **La permaculture pour tous**, Sepp et Margit Brunner, traduit de l'allemand par Sylvie Girard-Lagorce, éd. du Rouergue, 2016, 176 p. 22,50 €. Cet ouvrage richement illustré vous montre comment concevoir un jardin "en harmonie avec la nature". Les explications techniques sont particulièrement claires. S'il y a bien quelques prétentions théoriques au départ, on ne voit pas bien en quoi cela diffère de ce que l'on appelle l'agriculture biologique ou écologique.

■ **Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs)**, Marshall B. Rosenberg, éd. La Découverte, 2016 [1999], 320 p. 19,50 €. Nouvelle édition de ce livre, maintenant un classique de la communication non violente : comment écouter, comment briser les schémas de pensée qui mènent à la colère, comment dire sans susciter d'hostilité...

Roman

■ **Newland**, Stéphanie Janicot, éd. Albin Michel, 2016, 300 p., 19,90 €. Au 23^e siècle, l'humanité a réussi in extremis à sortir de la barbarie via une politique de décroissance démographique radicale. L'Europe rebaptisée Newland, hermétiquement coupée du reste du monde, est constituée de 100 unités d'un million d'habitants chacune, la nature est gérée rationnellement et les humains sont distribués en filières selon leurs aptitudes. Marian, la jeune héroïne, va chercher à se rebeller contre ce système trop parfait, d'où la souffrance à presque totalement disparu, mais auquel il manque la liberté. Un roman d'anticipation et d'apprentissage.

■ **Condor**, Caryl Férey, éd. Gallimard, série noire, 2016, 416 p. 19,50 €. Quand un prêtre est tué dans un quartier pauvre de Santiago, au Chili, ses amis commencent une enquête qui va les confronter à certaines grandes puissances dont la fortune est issue de la période de la dictature de Pinochet. Si le livre est lent à démarrer du fait de longues explications politiques, ensuite cela s'accélère avec course-poursuite et règlements de compte. L'auteur de Mapuche poursuit ici dans la veine des polars sociaux.

B. D.

■ **Cumbe**, Marcelo D'Saleta, traduction Christine Zonzon et Marie Zéni, éd. Ça et là, 2016, 168 p. 20 €. Avec un magnifique graphisme en noir et blanc, quatre histoires autour des révoltes d'esclaves au Brésil. De quoi rappeler les horreurs de cette époque. La fin de l'esclavage au Brésil ne remontant qu'en 1888.

Hold-up sur le climat

Collectif Grain



Le Grain, association qui soutient les petits paysans et les mouvements sociaux liés à l'agriculture et l'alimentation, explique dans cet ouvrage richement référencé comment l'agriculture industrielle pèse sur le climat. Il est possible de limiter ces effets en prenant soin des sols, en renonçant aux produits chimiques, en favorisant les circuits courts, en arrêtant l'agrandissement des fermes, en renonçant aux agrocarburants et aux OGM. L'agriculture paysanne permet de nourrir tout le monde sur moins de surface que l'agriculture industrielle et demande une modification des lois sur les brevets, sur le commerce pour sortir des grands circuits de distribution, de la malbouffe et de l'exploitation des petits agriculteurs. Stimulant ! MB.

Ed. Cetim (Genève), 2016, 260 p. 10 €

Joindre l'utile à l'agréable Jardin familial et modes de vie populaires

Arnaud Frauenfelder, Christophe Delay et Laure Scalabrini



Cet ouvrage propose une étude sociologique et historique des jardins familiaux, principalement en Suisse, avec quelques excursions en France. L'intérêt premier de ce livre est de nous aider à mieux percevoir les rôles que ces jardins ont pu jouer dans nos sociétés, lors des exodes ruraux par exemple, où de milliers de personnes ont été arrachées à leurs terres pour travailler à l'usine, en ville et vivre dans des appartements hors-sol. On se plaît à aller à la rencontre des utilisateurs d'aujourd'hui, le partage entre hommes et femmes et les loisirs que chacun développe à son compte sur son lopin de terre. JP.

Ed. Antipodes 2015, 240 p. 26 €

Philosophie de la biodiversité Petite éthique pour une nature en péril

Virginie Maris



Le système économique dominant récupère à son profit la protection de la biodiversité. Biodiversité qu'il ne conçoit, dans une double logique de réduction utilitaire et comptable, que comme mesurable, évaluable, "compensable" financièrement. Enrobée de discours lénifiants, cette approche en apparence rationnelle exerce une forte séduction. Virginie Maris y oppose un travail minutieux consistant à réintroduire au contraire la complexité des questions qui se

posent. Chapitre après chapitre, elle décline définitions et typologies : types de diversité naturelle, variété des valeurs à prendre à compte, différents principes moraux, etc. On en retire tantôt la satisfaction d'avoir fait le tour complet d'une question, tantôt la sensation un tantinet pesante de couper les cheveux en quatre. Mais, dans tous les cas, le réconfort de trouver là une philosophie de terrain, engagée et sensible, qui replace au centre les enjeux moraux. DG

Préface de Gilles Boeuf, éd. Buchet Chastel, 2016 (2010), 226 pages, 19 €.

Sovietistan, un voyage en Asie centrale

Erika Fatland



Erika Fatland est une passionnée de l'Asie Centrale et nous convie avec Sovietistan à un voyage au Turkménistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan et Ouzbékistan. Mais attention, il ne s'agit pas d'un simple récit, son témoignage est autant celui d'une historienne que d'une aventurière partie sac au dos traverser ces pays qui sont bien loin de nous malgré leur proximité géographique. Et c'est là que le néophyte découvre des systèmes politiques et économiques que nous étions bien loin d'imaginer, entre grandeur du dictateur et simplicité des habitants. Comme l'impression de côtoyer un mélange entre une ancienne Union soviétique et les riches pays du golfe. Avec la plume d'Erika Fatland c'est à un voyage géopolitique auquel nous sommes conviés ; nous la suivons accrochés à ses mots et ses descriptions aussi claires que simples et percutantes. JP.

Ed. Gaïa, 2016, 512 p. 24 €

Nos mythologies économiques

Éloi Laurent



Alors qu'eux (elles) cumulent sans vergogne plusieurs emplois très lucratifs, les économistes, politologues, éditeurs omniprésents (-e) s sur les plateaux des télévisions légitiment le modèle dominant, réclamant à cor et à cri des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Éloi Laurent s'attelle à démonter quinze mythologies majeures en tentant de nous immuniser contre leurs mystifications mortifères. Pour le professeur multicarte (Sciences Po Paris, Stanford University en Californie, Harvard à Cambridge dans le Massachusetts), les vérités assénées comme des incantations comminatoires "polluent le débat public" au point "d'empoisonner l'esprit démocratique". Mais, écrit-il, "l'écologie ne veut pas en finir avec le libéralisme politique...". Constat critique ou option approuvée par l'auteur ?... RH.

Ed. Les liens qui libèrent, 2016, 111 p. 12 €

Guerre et paix... et écologie

Ben Cramer



"Lorsque deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui est écrasée", aime à dire Ben Cramer. Les armées détruisent et accaparent l'environnement non seulement lors des guerres, mais aussi lors de leur préparation : elles occupent environ 1 % des terres mondiales et sont dans l'Union européenne les plus gros propriétaires terriens. En matière de carburant "le F-16, avion de combat, consomme en une heure autant qu'un automobiliste américain durant 3 ans". Une convention internationale interdite quant à elle, depuis 1976, de réaliser des modifications environnementales ou climatiques à des fins militaires, mais la France ne l'a pas signé. Alors que les armées n'ont de cesse de verdifier leur image, l'auteur dénonce l'opacité et les faux-semblants des institutions militaires à ce sujet, et appelle à une approche de la sécurité globale qui inclut l'écologie. GG

Ed. Yves Michel, 2014, 176 p., 13 €

Les anarchistes contre le mur

Uri Gordon, Ohal Grietzer



A partir de 2003, des Israéliens opposés à la construction du mur qui va enfermer les Palestiniens viennent manifester avec eux dans les villages dont la vie va être détruite par cette enceinte. Certains enfoncent une porte de séparation, d'autres accompagnent les Palestiniens dans les champs... Ils assistent à l'horreur de la répression, voient des villageois se faire assassiner par l'armée d'occupation, subissent eux aussi blessures, emprisonnement et répression. Ils et elles agissent aussi en Israël pour dénoncer le scandale de cet enfermement d'un peuple. Ce livre regroupe tracts et communiqués de ce groupe, ainsi que des témoignages sensibles qui décrivent leurs dilemmes de colonisateurs "alliés" aux colonisés, le lien problématique avec leur entourage, ou encore la nécessaire prise en compte des traumatismes des militant-e-s confronté-e-s à la brutalité. GG

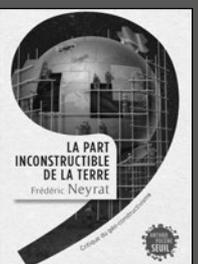
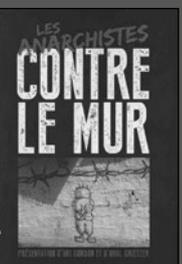
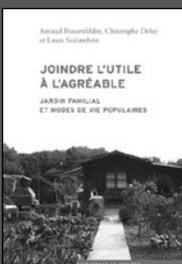
Les éditions libertaires, 2016, 132 p., 13 €.

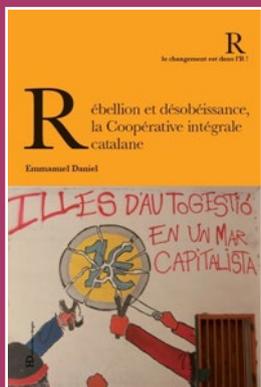
La part inconstructible de la Terre Critique du géo-constructivisme

Frédéric Neyrat



Il serait trop tard pour réparer les dommages causés à la Terre, et tant mieux puisque cela nous conduira à la tâche euphorisante de la reconstruire, sur des bases résolument artificielles. Tel est le fond de la pensée géo-constructiviste,





Rébellion et désobéissance, la Coopérative intégrale catalane

Emmanuel Daniel

Etonnante expérience que celle de la Coopérative intégrale catalane, qui a pour ambition de construire une société alternative émancipée des filets de l'Etat, du capitalisme et de l'euro. Ce réseau comporte de multiples facettes : création de dizaines de micro-monnaies locales, système d'insoumission fiscale qui permet à des centaines de petits entrepreneurs de créer leur activité sans être taxés par l'Etat et en reversant une partie à la coopérative, "assignations" qui permettent à une cinquantaine d'activistes de toucher un revenu de base, communauté rurale "post-industrielle", logements sortis de la spéculation à Barcelone... Cependant cette enquête n'occulte pas les limites et les questionnements que pose ce projet qui rencontre des difficultés tant humaines qu'économiques, sorte d'architecture sociale décroissante idéale un peu trop coupée du mouvement social et des réalités humaines. Une exploration lucide et fluide d'un projet qui a pour principal mérite de libérer les imaginaires. GG.

Ed. Ateliers Henry Dougier, 2016, 128 p., 12 €

celle qui sous-tend les projets d'ingénierie climatique (bouclier chimique contre le rayonnement solaire par exemple) ou celle visant à recréer les espèces disparues (dodos et autres aurochs). Une aspiration à la toute puissance technologique et au "toujours plus". Délires marginaux de quelques apprentis sorciers californiens ? Non hélas, pas seulement. Portée par diverses puissantes organisations, elle gagnerait même en influence, y compris en France (cf. en particulier Bruno Latour). Frédéric Neyrat propose de lui opposer une philosophie de la nature reconnaissant "la part inconstructible de la Terre". Après "Homo Labyrinthus" qui déconstruisait le discours du posthumanisme, une nouvelle réflexion aussi exigeante que captivante. DG

Ed. Seuil, 2016, 378 pages, 19,50 €

Romans

De haute lutte

Ambai



Quatre nouvelles venues d'Inde sur le même thème : la lutte des femmes pour obtenir plus de libertés au sein d'une société très codifiée. Comment une femme qui a quitté son mari peut-elle se débrouiller ? Comment, dans un couple

de musiciens, la femme va-t-elle réussir à imposer sa présence sur scène ? Comment une femme peut-elle tout quitter pour fuir l'oppression des traditions urbaines ? Pas toujours évident à suivre en raison de la complexité du vocabulaire tamoul, même si un glossaire est là pour expliciter le vocabulaire. Mais une plume féministe importante à découvrir. FV.

Traduction de Dominique Vitalyos et Krisna Nagarathinam, éd. Zulma, 2015, 214 p. 18 €

Les écluses du temps

Guillaume Kosmowski



Ce très court roman destiné tant aux adolescents qu'aux adultes est indubitablement une très bonne surprise et une réussite dont je recommande la lecture on ne peut plus facile. Neuf brefs chapitres, chacun consacré à un personnage différent, déploient avec une vraie maîtrise de l'ellipse les prémices et les conséquences d'une catastrophe nucléaire qui frappe la centrale du Tricastin. Prescience ? La novella, publiée peu de temps avant les attaques terroristes du 13 novembre 2015, imagine un attentat perpétré par un commando libyen...

Au fil des personnages, c'est aussi le temps qu'on parcourt : au-delà de la catastrophe nucléaire, c'est l'effondrement de la société industrielle

que dépeint Kosmowski, projetant finalement ses personnages 30 ans après la catastrophe nucléaire. Bien documenté, doté d'une perception claire et pertinente du sujet, l'auteur réussit à parler de nucléaire et d'écologie en évitant toute lourdeur didactique, un écueil que n'évitent pas d'autres ouvrages du genre. XR.

Ed. Bookelis-Artefact, 2015, 82 pages, 9,5 €

Dessins



Nature, culture et poil à gratter

Coco



Dessinateur pour femmes mûres

Samson

Une nouvelle collection de recueils de dessins de presse, avec une petite biographie introductive. Coco s'est fait un nom comme une des premières dessinatrices à rejoindre l'équipe de Charlie-Hebdo. Samson est lui connu pour ses dessins dans la presse agricole de la Confédération paysanne. Une sélection de dessins commentée avec humour par leurs auteurs. MB.

Coll. Les Iconovores, éd. Critères, 2016, 100 p. 13,50 € chacun

B.D.

Le trou de la zone

Julie M.



Du fait du trou dans la couche d'ozone, la sécheresse sévit dans le petit monde animalier mis en scène par l'autrice. L'un d'entre eux a entendu parler d'une rivière de l'autre côté d'un dépôt aux fûts suspects. Mais là, ils retrouvent d'autres réfugiés climatiques, qui des charognards aux herbivores, ont appris à survivre ensemble. Avec un humour parfois au ras des pâquerettes (lorsqu'il en reste), une histoire sur fond de pollutions humaines... Très graphique. On rit jaune. FV.

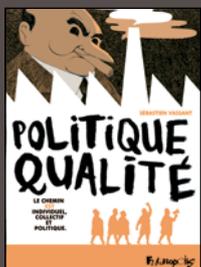
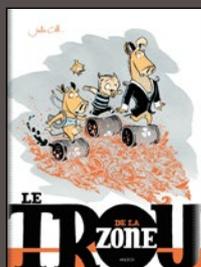
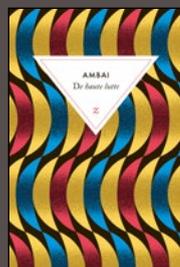
Ed. Akileos (Toulouse), 2016, 96 p. 15 €

Politique qualité

Sébastien Vassant



A Brest, l'usine Jabil emploie encore près de 500 personnes à la fin des années 1990. Elle a changé plusieurs fois de nom (Ericsson, Thomson, Alcatel) et fabrique des standards téléphoniques. Elle est victime de la délocalisation de la production. Cinq femmes, licenciées ou retraitées, veulent conserver la mémoire des luttes de cette usine. Elles vont rencontrer un metteur en scène qui leur propose de monter une pièce de théâtre. Pour évoquer leur jeunesse, cinq autres



jeunes filles viennent les doubler. C'est le début de dialogues savoureux sur le travail d'hier et d'aujourd'hui, la place des syndicats, l'intérêt individuel et collectif, etc. Les premières représentations à Brest étant un succès, la pièce va tourner ensuite pendant quatre ans en France et jusqu'en Algérie. Remarquable sur le fond, un peu limité sur le plan graphique. MB.

Ed. Futuropolis, 2016, 160 p. 23 €

Jeunes

Pomacanthus !

Yo Terlinx Rouxel



Ce livre jeunesse est illustré par des écoliers alsaciens et allemands pour une édition bilingue autour du milieu hospitalier. Pomacanthus, un poisson malin et sympathique veut offrir de la joie aux enfants. L'originalité du projet permet de découvrir et de mettre à portée des enfants les métiers médicaux. C'est avec humour, spontanéité et créativité que ce livre aborde et dédramatise la maladie et le séjour à l'hôpital. Pour contribuer au bon séjour des enfants, une partie du prix de vente sera versé à l'association Sparadrapp. JP.

Ed. Airvey 2015, 36 p. 10 €

Pas bêtes les bêtes ! L'intelligence animale

Fleur Daugey, Emilie Vanvolsem



Dès 6 ans. Cet album illustré avec un classicisme naturaliste donne des exemples nombreux et variés de la prodigieuse intelligence des animaux non humains. De la pieuvre qui se cache dans une coquille de noix de coco pour échapper à ses prédateurs, à la loutre qui nage avec un galet pour ouvrir les coquillages, de l'intelligence relationnelle des chimpanzés qui se réconcilient après une bagarre à l'intelligence émotionnelle des éléphants qui se rassurent face aux dangers, en passant par Fu-Manchu, un orang-outang qui cachait un fil de fer dans sa bouche pour ouvrir nuitamment la serrure de sa cage de zoo. Les différents types d'intelligence animale (technicienne, verbale, spatiale...) se doublent de l'existence de cultures et de médecines qui se transmettent. Une ode écologiste aux fascinantes capacités de nos cousins animaux. GG

Ed. Ricochet, 2015, 40 p., 12,5 €

Photos

Génération Tahrir

Pauline Beugnies, Ammar Abo Bakr, Ahmed Nagy



Pauline Beugnies, photographe, a suivi des jeunes femmes et jeunes hommes engagés en 2011 dans les manifestations pour le départ de Moubarak en Egypte. Cinq ans après,

elle y retourne et découvre comment ces jeunes, alors proches des Frères musulmans, ont pris leur distance après la prise de pouvoir de Mohamed Morsi. Plusieurs jeunes activistes de l'époque ont fait de la prison ou on fuit à l'étranger. Ses 75 photographies sont accompagnées de commentaires d'Ahmed Nagy et de dessins d'Ammar Abo Bakr, deux des militants égyptiens. Un puissant témoignage. FV.

Ed. Le bec en l'air, 2016, 168 p. 30 €

Musique

Deux yeux de trop

La Canaille



Après trois albums très engagés, le groupe La Canaille revient avec cinq titres toujours aussi incisifs et poétiques. Les textes parlent du quotidien de personnes souvent oubliées, avec une sensibilité à fleur de peau. Il s'agit de dénoncer la bêtise, la médiocrité et la mauvaise foi, entre autres, des "cols blancs qui dirigent l'Europe". La Canaille s'affirme comme un des rares groupes de rap français qui redonnent ses lettres de noblesse à ce genre trop souvent malmené par des chanteurs agressifs ou populaires au point de n'avoir plus rien à dire. Si La Canaille pense avoir deux yeux de trop, ce sont ceux à travers lesquels il ne peut que témoigner de la misère du monde et la dénoncer par des chroniques de la vie quotidienne, qui font mouche et sont servies par un ensemble de musiciens à tendance rock donnant toute leur puissance aux compositions. JP.

2015, 5 titres, 20 mn, téléchargement libre, production indépendante

Films

No land's song

Ayat Najafi



Ce documentaire nous fait vivre le combat d'une Iranienne qui lutte contre les tabous aberrants de la guidance islamique depuis la révolution de 1979. En Iran la voix des femmes est interdite. Sara Najafi veut conserver le patrimoine musical des femmes qui chantaient en solo. Elle décide de faire venir trois chanteuses françaises et deux musiciens pour contourner la censure. Tout en feignant la soumission devant les autorités, elle nous fait vivre sa frustration, sa colère, ses doutes et sa révolte. La voix pure de ces chanteuses solo est un réel moment de grâce. CB

Iran-Allemagne, Jour2fête, 2015, 1 h 31.

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Tungstène**, Marcello Quintanilha, traduction Christine Zonzon et Marie Zéni, éd. Ça et là, 2015, 186 p. 20 €. Ce thriller qui accumule les prix littéraires nous fait découvrir les rapports de force qui peuvent exister à Salvador de Bahia, au Brésil, entre un militaire à la retraite, un petit dealer, un policier et la femme de ce dernier. Superbement mis en scène, la tension monte au fur et à mesure jusqu'aux multiples dénouements.

■ **Justin**, Gauthier, éd. Delcourt, 2016, 104 p. 14,50 €. Elle est née fille, mais se sent garçon. Ses parents ne veulent pas l'entendre et la majorité des psys non plus. Elle-Il va heureusement rencontrer un psy qui ne considère pas cela comme une maladie ou une perversion et qui va l'aider à se transformer en garçon. Justine devient Justin. Moment de joie quand lors d'un contrôle policier, il peut enfin montrer sa carte d'identité où le sexe est masculin. Une histoire pleine de sentiment pour comprendre la question des transgenres.

■ **Rotterdam, un séjour à fleur d'eau**, Emmanuel Lemaire, éd. Delcourt, coll. Shampooing, 2016, 128 p. 15 €. L'auteur rejoint sa compagne qui travaille à Rotterdam, une ville construite sur les polders où le vélo est roi. Agréable déambulation cycliste dans la ville et anecdotes riches en tulipes et drapeaux orange.

Jeunesse

■ **La Déclaration des droits des mamans**, Elisabeth Brami, Estelle Billon-Spagnol, éd. Talents Hauts, 2016, 32 p., 12,5 €. Dès 6 ans. Les mamans ont le droit de ne pas être parfaites de réparer les vélos, de s'éclater au boulot, d'être tranquilles quand elles lisent aux toilettes, de vivre leurs histoires d'amour comme elles le veulent... Des rappels salutaires contre les stéréotypes, illustrés avec humour.

■ **Ma mère est un hamster**, Agnès de Lestrade, Fanny Denisse, éd. Talents Hauts, 2016, 62 p. 8 €. Dès 8 ans. La narratrice voit sa maman transformée en hamster par une voisine qu'elle soupçonne d'être une méchante sorcière.

Musique

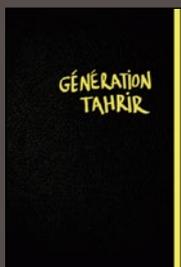
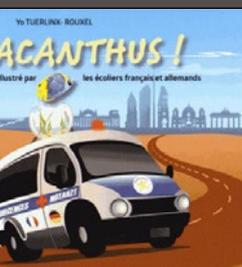
■ **Mes nuits sont plus courtes que vos siestes**, Nicolas Joseph, Mosaic Music, 2010, 51 min, 13 titres, 6 €. C'est tout en mélodie que Nicolas Joseph nous dévoile son monde et son regard critique sur l'éducation, l'amour et d'autres sujets de société. Ses influences vont de Brassens aux compositions rock ou africaines. Sa sensibilité à fleur de peau nous enchante tout autant que la légèreté de ses compositions, et son humour. Malgré ses quelques années, cet album mérite que vous fassiez le détour !

Film

■ **Autonomia. Violences d'Etats, terrorismes et résistance gandhienne**, Louis Campana et François Verlet, éd. Shanti (37 rue de la Concorde, 11000 Carcassonne), 48 min, 20 €+2 €, 2016. Dans la région indienne de l'Assam, des groupes paramilitaires se sont formés pour se défendre contre les injustices du gouvernement et dans un contexte de tensions inter-ethniques. On part à la rencontre des communautés de vie gandhiennes qui regroupent des personnes de différentes ethnies ainsi que d'ex-guerrilleros qui expliquent pourquoi la violence ne marche pas, le tout accompagné d'un discours gandhien très spirituel.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.





Quoi de neuf ?



Toutes les couleurs

Restaurant bio et végétarien à Lyon, "Toutes les couleurs" vient de fêter son dixième anniversaire. Vous ne connaissez pas ce restaurant ? Pas si sûr, car si vous êtes déjà venu à l'expédition de la revue, c'est lui qui nous fournit les repas que nous partageons le jeudi soir.

Pour en savoir plus : Toutes les couleurs, 26, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél. : 04 72 00 03 95, <http://touteslescouteurs.fr/>

Les corrections du mercredi

Après 15 ans de corrections, Françoise Weité prend sa "retraite militante" de Silence. C'est elle, qui les mercredis après-midi de clôture, vient corriger les derniers textes arrivés. Nous cherchons donc un-e remplaçant-e : il faut être costaud en orthographe et disponible une bonne heure, un mercredi par mois à 14h. Si cela vous intéresse, merci de prendre contact avec nous.

Questionnaire (suites)

Nous avons reçu 334 réponses au questionnaire diffusé ce printemps (une dizaine par papier, le reste par internet). Nous vous

en remercions. Nous sommes en train de dépouiller les informations reçues et cela fera l'objet d'articles dans les prochains numéros.

Numéros régionaux

Nous avons déjà publié 34 numéros régionaux.

Numéros épuisés en libre accès sur notre site internet :

Alsace (n°218), Bretagne (259-260), Limousin (265-266), Rhône (272-273), Normandie (278-279), Isère (285-286), Aquitaine (291-292), Franche-Comté (298-299), Bouches-du-Rhône -Vaucluse (305-306), Poitou-Charentes (312-313), Drôme-Ardèche (318-319), Nord-Pas-de-Calais (325-326), Ariège-Hautes-Pyrénées (331), Paris (337), Var-Alpes-Maritimes (342), Centre (348), Haute-Garonne et Gers (353), Seine-Saint-Denis (359), Savoies (364), Nièvre et Saône-et-Loire (370), Lozère et Gard (375), Val-de-Marne et Essonne (381), Vendée et Maine-et-Loire (386), Auvergne (392), Sarthe et Mayenne (425)

Numéros disponibles :

Lorraine (397), Hauts-de-Seine - Yvelines (403), Nord Midi-Pyrénées (408), Ain (414), Picardie (419), Corse (430), Réunion (436), Aude, Pyrénées-Orientales (441), Seine-et-Marne et Val d'Oise (447)

Les prochains devraient être consacrés à : Champagne-Ardenne (janv. 2017), Alpes de Haute-Provence et Hautes-Alpes (été 2017), Hérault (janvier 2008)

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaud.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Pailières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beauthel, pvuillaume75@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 18 et 19 août !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 15 et 16 septembre, 13 et 14 octobre, 17 et 18 novembre...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 15h30 les mercredis 24 août (pour le n° d'octobre), 21 septembre (pour le n° de novembre), 19 octobre (pour le n° de décembre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net/ / rubrique : Comment participer

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



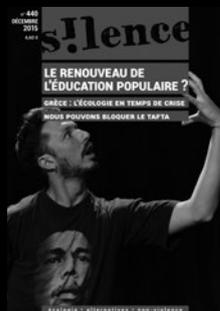
Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdunucleaire.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilhaud-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

Médias libres

Silence est membre de la Coordination des médias libres. www.medias-libres.org



Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser

- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 439 Écologie et féminisme : même combat ?
- 440 Le nouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 443 Nucléaire : Faut-il que ça pète pour qu'on l'arrête ?
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 446 Quelle non-violence en temps de guerre ?

Numéros régionaux

- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €*

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €***

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

France métropolitaine

Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 20 €

Particulier 1 an 46 €

Bibliothèque, association... 1 an 60 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 74 €

Petit budget 1 an 32 €

5 abonnements Découverte offerts 100 €

Autres pays et Dom-tom

Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 27 €

Particulier 1 an 55 €

Bibliothèque, association... 1 an 68 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 85 €

Petit budget 1 an 39 €

Groupés à la même adresse

par 3 ex. 1 an 115 €

par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

8 € par trimestre (abonnement petit budget)

11 € par trimestre (abonnement normal)

..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Alerte aux monstres de plastique !

Il^s envahissent le monde ! Composés principalement de déchets en plastiques, des créatures aquatiques d'un type nouveau peuplent les océans et envahissent actuellement les plages de Bretagne en particulier.

L'heure est grave ! Depuis plusieurs années, leur augmentation inquiète. On en rencontre peu l'été, car des bénévoles se mobilisent pour les déloger. Mais les monstres reviennent à l'automne et ils sont chaque année de plus en plus nombreux.

Ces créatures sont dangereuses. En plus d'envahir en masse les plages et les océans, elles étouffent les mammifères marins et contaminent la chaîne alimentaire.

Même Silence a été contaminé, suite à une malheureuse baignade d'un de nos reporters. Si des monstres apparaissent sur cette page de votre exemplaire, c'est que vous aussi êtes en danger : le seul remède connu est de mettre le plastique en quarantaine en utilisant et en jetant le moins possible de matières plastiques. Une cure aux effets bénéfiques multiples.



On peut retrouver ces monstres dans l'antre de cet autre monstre tentaculaire qu'est internet, aux adresses suivantes : www.instagram.com/plasticmonster ainsi que plasticmonsterblog.tumblr.com.